

ANTI-NUCLEAIRE MIX-TÊTE

Vol.0

Version revue et
augmentée

Automne 2012

Textes choisis autour de la lutte antinucléaire dans le Nord-Ouest, d'Octobre 2011 à septembre 2012

AVANT L'ACTION A VALOGNES

CAMP ANTINUCLÉAIRE A VALOGNES

LUTTE ANTITHT AU CHEFRESNE

CAMP ANTITHT A MONTABOT

APRES LE CAMP

Edito

A partir de la compilation de textes de diverses natures, *Antinucléaire Mix-Texte* volume 0 revient sur quelques moments de la lutte antinucléaire d'octobre 2011 à octobre 2012, principalement en Normandie ;

...notamment car il paraît intéressant et important de garder une trace écrite de ce qui a pu se passer dans une perspective de transmission d'informations, et d'auto-construction de la lutte antinucléaire à partir d'expériences passées. Le tout dans un cadre d'automédiation afin de ne pas laisser les médias dominants déformer les réalités de la lutte, quand elle ne les passe pas totalement à la trappe.

Les textes suivants, sélectionnés parmi d'autres, ne sont pas le reflet de l'ensemble du mouvement dont ils traitent ou dont ils sont issus. Cette brochure ne se veut pas exhaustive. Par contre elle peut être agrémentée d'autres textes par d'autres personnes, ainsi que se mélanger avec d'autres outils.

2 Une sensibilité politique plus propre au réalisateur de la revue apparaît dans le choix de certains textes, des orientations politiques qu'ils portent, ainsi que dans la manière dont sont traitées certaines tendances du mouvement antinucléaire. Même si cette logique reste critiquable, elle est assumée. L'objectivité de façade dans laquelle tout le monde aurait, soi-disant, la parole est laissée à la presse bourgeoise...tout en restant conscient qu'on ne peut pas correctement avancer avec les autres en restant dans le champ seul de la subjectivité, fut-elle radicale, et que construire une lutte uniquement sur du ressenti personnel n'est pas possible. Il faut bien, en effet, mettre au jour nos bases communes¹ afin d'essayer de réaliser un commun. Il est bien entendu que le réalisateur de la brochure reste critiquable et ouvert à la critique.

Les écrits que l'on va trouver ici peuvent être communiqué de collectif, texte fondateur d'assemblée, appel à action, analyse de situation, critique de pratique, article de revue, coup de gueule, ou encore tract informatif...

Une dimension critique et auto-critique reste plutôt privilégiée par rapport à d'autres aspects car il semble

important de partir de ses erreurs, collectives aussi bien qu'individuelles, afin de se construire de manière plus intelligente. – Partir du négatif pour tenter d'aller vers un positif. – Cela ne signifie pas pour autant que les positions mises en avant dans certains textes représentent *LA vérité*, ou encore qu'elles soient à prendre au pied de la lettre et qu'elles ne soient pas, elles-mêmes critiquables.

Ce document traite plus en profondeur du combat anti-THT cristallisé autour de la commune du Chefresne pour plusieurs raisons ; tout d'abord car son réalisateur a été plus présent sur ce moment de la lutte antinucléaire, ensuite parce que ce dernier s'est étalé (et s'étale toujours) sur le temps², contrairement à un événement plus ponctuel³ tel que l'action qui s'est déroulée à Valognes en novembre 2011.

Les textes parlent d'une période commençant à l'automne 2011 et finissant à l'automne 2012, et se fixe surtout sur la Normandie mais le mouvement antinucléaire a commencé il y a bien plus longtemps et ne s'arrêtera sûrement pas ici, tant que *la société nucléaire ne sera pas arrêtée*. Il dépasse les frontières normandes et françaises et concerne d'autres aspects que les seuls lignes THT et trains de déchets nucléaires. Dans certains textes il en est un peu question et la page *Pour aller plus loin* sert entre autre chose à permettre d'approfondir la question. De plus, il faut prendre en compte que cette brochure reste limitée par sa grosseur et par le fait que son réalisateur est loin d'être un expert de la contestation antinucléaire. La revue présente par conséquent nombres de défauts mais la perfection n'est pas un but recherché, ni ici, ni en général.

Bonne lecture et à bientôt pour un futur numéro ?

1. Sans cacher pour autant les divergences et les antagonismes existants.

2. Commencé il y a sept ans, le projet THT Cotentin-Maine a rapidement suscité des contestations jusqu'au début des travaux en décembre 2011. Cette contestation s'est, dès lors, renforcée et se prolonge encore à l'heure où cet éditto est écrit..

3. Même s'il intègre dans un mouvement plus large de remise en cause du nucléaire.

CONTRE LE NUCLEAIRE... DE FUKUSHIMA AUX LIGNES THT

La ligne Très Haute Tension (THT) Cotentin Maine relie le projet de réacteur nouvelle génération EPR en construction à Flamanville au réseau existant. C'est l'une des nombreuses cicatrices, celle-là plus manifeste et visible que la radioactivité rejetée par les autres installations nucléaires, que l'Etat nucléariste nous impose. Cette THT produira en fonctionnement un champ électromagnétique particulièrement nocif pour la santé.

Ce projet, plus encore que le projet EPR en lui-même, implanté en pleine terre nucléaire, dans la presqu'île de La Hague, conquise à grands renforts d'argent et de résignation, a donné lieu à de fortes mobilisations depuis 2006. Pourtant depuis quelques mois la lutte semble avoir du mal à trouver un second souffle, et ce, au moment même où l'on annonce l'arrivée des premiers pylônes pour fin 2011, début 2012.

Les raisons de cette résignation progressive sont difficiles à déterminer mais quelques pistes peuvent être soulevées : l'avancée du chantier EPR malgré ses nombreux déboires; le recul des élus locaux et des municipalités petit-à-petit conquis par les arguments financiers de RTE (le réseau de transport d'électricité); les compensations financières offertes aux agriculteurs et propriétaires concernés par le passage de la ligne avec la complicité active de la FDSEA (le syndicat agricole pro-nucléaire); la concentration de la lutte autour du juridique et des contre-enquêtes, avec l'illusion qu'il suffisait de mettre l'Etat promoteur du nucléaire devant ses passe-droits et de l'informer pour qu'il revienne sur son projet; la fabrication de la résignation par les médias locaux; le reflux du mouvement antinucléaire agité par des conflits internes; le recul d'une partie du mouvement écologiste (Greenpeace, Europe Ecologie, FNE, etc.) faisant du nucléaire une question seconde face à l'urgence climatique; le choix définitif du tracé réduisant le nombre de personnes directement concernées par les effets des champs électromagnétiques, les nombreuses défaites sur les autres terrains de lutte; la précarisation de nos conditions de vie qui place l'urgence ailleurs, etc.

Ce qui semble clair c'est que ce qui était il y a encore quelques mois directement vécu par la lutte est aujourd'hui vécu à distance, en spectateur, dans un frustrant sentiment d'impuissance. C'est comme si nous avions été dépossédés de notre lutte, et que face au désastre en cours nous étions tel des boxeurs acculés dans les cordes.

Cependant, malgré cette apparente résignation, l'hostilité au projet reste bien présente. 800 personnes manifestaient à Diélette devant la centrale de Flamanville en avril dernier. Des déboulonnages publics de pylônes THT ont eu lieu en

amont. Et d'autres plus clandestins visant à fragiliser les édifices semblent également avoir proliférés selon ce récent appel à déboulonner lancé sur Indymédia Nantes.

Le combat contre le nucléaire, l'EPR et les THT, ne se gagnera pas avec un bulletin de vote, mais seulement avec un mouvement capable de faire plier l'Etat.

Nous reproduisons ici le texte « Contre le nucléaire, de Fukushima aux lignes THT » qui a été diffusé cet été sur le marché de Villedieu-les-Poêles en Sud-Manche

Le 11 juin dernier, la Presse de la Manche titrait « Saint-Hilaire sous la ligne, la campagne se résigne. » afin d'anéantir stratégiquement toute volonté de mobilisations et de contestations de la population locale contre le projet de ligne THT¹ dont le tracé a été révélé ce même jour... A cette provocation, menée par ceux et celles qui cherchent davantage qu'à enfouir les lignes, à enfouir la contestation², nous ne répondrons pas en retour que sous cette résignation apparente s'organise la riposte.

Dans le mortainais 17 communes verront leur territoire balaféré par la ligne 400 000 volts. De Saint-Laurent de Cuves à Fougerolles du Plessis, RTE prévoit l'installation d'un pylône tous les 500 mètres en moyenne et d'une hauteur de 45 à 60 mètres.

Tous-tes concerné-es par la lutte contre le nucléaire...

Lutter contre les lignes THT, c'est lutter plus globalement contre la production d'énergie nucléaire parce que les 58 réacteurs implantés en France, comme l'a prouvé Fukushima en mars dernier, sont des bombes à retardement qui menacent à tout moment d'exterminer la population vivant à proximité et ailleurs et risquent de contaminer durablement l'ensemble de la planète. Ainsi, selon Hélen Caldicott, experte sur la question des risques nucléaires, Tchernobyl a contaminé 40% de l'Europe et a fait plus d'un million de victimes.. Il faut ajouter à cette menace les 1 200 tonnes de déchets radioactifs produits tous les ans en France dont certains comme le plutonium perdent leur nocivité au bout de 240 000 ans.

Et à Fukushima, bien que le silence l'ait médiatiquement emporté, la fusion des réacteurs perdure et avec elle la dissémination d'éléments radioactifs meurtriers, et ce pour des milliers d'années. L'ACRO³ révélait dernièrement que la contamination radioactive d'enfants, mais également de la chaîne alimentaire via des légumes et l'eau était alarmante. Les autorités ne cherchent quant à elles qu'à minimiser les

conséquences du désastre pour sauver l'économie du pays. Ainsi, les seuils de contamination « officiels » des enfants ont été relevés au niveau de ceux des travailleurs du nucléaire en France...

Et l'Europe est loin d'être épargnée. Dernièrement le syndicat CGT des douanes s'émouvait de se retrouver confronté à des colis radioactifs venus du Japon. Et pour chaque colis trouvé, combien passent entre les mailles du filet ?

Il est donc nécessaire de sortir immédiatement de l'ère nucléaire afin de limiter les dégâts et d'éviter que notre planète devienne une vaste poubelle radioactive.

...et les lignes THT !

En même temps, les lignes THT représentent elles aussi un danger immédiat. Plusieurs rapports, notamment de l'INSERM⁴ et du CRIIREM ont prouvé que les rayonnements électromagnétiques émis de façon très importante par les lignes ont des conséquences sur la santé des êtres humains, des animaux et des végétaux vivant à proximité. Des chercheurs, tel que le Professeur Goldberg, ont constaté chez des personnes vivant près des lignes une baisse de 75% de l'action de certaines cellules immunitaires appelées leucocytes T qui, à long terme, est à l'origine de leucémies.

4

Des travaux qui ont été menés sur des salarié-e-s de compagnies d'électricité, toujours par ce même professeur, et ce, sur une longue période (1970-1989) mettent en lumière une augmentation statistique des risques de leucémie aigüe non lymphoïde. D'autres études indiquent un accroissement de leucémies chez les enfants résidant à proximité de lignes THT et on ne compte plus les effets indésirables comme les troubles visuels, nuisances sonores, pertes de mémoire, maux de tête, vertiges, état dépressif, manque de sommeil, apathie, agressivité, etc. On observe les mêmes risques chez les animaux avec une augmentation de leur agressivité, de leur stress et parfois même des comportements cannibales notamment chez les porcs. Augmentation aussi de leur taux de mortalité, des risques de mammite⁵.

L'Etat contre les populations : la carotte et le bâton.

En janvier dernier, RTE négociait avec la chambre d'agriculture de la Manche et la FNSEA une rallonge d'indemnisation supplémentaire de 1 million d'Euro pour les agriculteurs concernés par le tracé de la ligne THT. Le prix que l'on fixe pour acheter la résignation d'éventuels opposant-e-s, ça c'est la carotte.

Sur ce projet comme sur d'autres, comme celui des retraites, l'Etat est prêt à passer en force si des oppositions émergent. La construction de la nouvelle gendarmerie de Périers avec le soutien de RTE en est un bon exemple, celui du bâton.

Ceux et celles qui ont vécu la lutte antinucléaire des années 70 et 80 ne seront guère surpris tant ils ont côtoyé les gendarmes

mobiles de Giscard à Plogoff, les grenades offensives à Malville, les voltigeurs à Cherbourg, les blindés de Mitterrand à Chooz et ses barbouzes à Oakland...

Parce que l'Etat ne soutient pas nos intérêts mais celui de ses ami-es, AREVA, BOUYGUES ou VINCI. Les intérêts économiques sont colossaux, et Sarkozy comme ses prédécesseurs n'est que le VRP des intérêts nucléocratiques.

Et puis, le nucléaire c'est un Monde qui dépasse ses simples installations et leurs nuisances et qui se prolonge bien au-delà de leur environnement immédiat, des lignes THT, au développement des lignes TGV, en passant par nos décors high-tech, nos villes illuminées. Sans oublier bien évidemment le soutien de dictatures qui permettent de récupérer de l'uranium comme au Niger, et les guerres avec leurs menaces atomiques permanentes et leurs résidus d'uranium appauvri. Avec sa continuation et sa relance, il s'agit surtout de prolonger la société qui ne cesse de nous broyer avec ses flux de marchandises et d'énergie, ses OGM, ses nanotechnologies, ses centres de rétention, ses rapports de pouvoir et d'exploitation, ses mesures d'austérité...

Nous n'avons d'autre choix que de lutter.

C'est pourquoi il est nécessaire aujourd'hui, au moment même où l'Etat (Conseil régional, Préfecture,...) est convaincu de l'anéantissement de toute forme de contestation dans la population locale, de continuer à informer sur les risques que court la population, la faune et la flore et de s'organiser. Il est également nécessaire de réactiver en chacun-e l'envie de résister à cet autoritarisme d'Etat afin de créer un rapport de force suffisamment conséquent pour anéantir toute possibilité pour RTE de construire cette nouvelle ligne. Les risques n'ont plus à être encourus par la population mais à retourner contre l'Etat et ses projets assassins.

Parce qu'il ne suffira pas de porter un bulletin de vote en 2012 pour stopper ce projet. En 2007, cette stratégie avait déjà participé à nous démobiliser. Et l'exemple du vote pro EPR de la région Basse-Normandie dans le cadre d'une alliance de gauche et écologiste en 2004 nous a donné un indice sur ce que ces illusions véhiculaient.

Nous n'avons d'autre choix que de lutter par nous-mêmes et pour nous-mêmes. En avril dernier, un pylône THT était déboulonné montrant ainsi toute la vulnérabilité de leurs projets*. Ceux-ci comme l'avancement des travaux peuvent être contrecarrés de bien des manières. Le 15 octobre prochain se tiendra également à Rennes une manifestation contre le nucléaire. Autant d'occasions de s'opposer aux défenseurs du nucléaire et des THT.

Certain-e-s nous ont ouvert des pistes de réflexion en matière de lutte. A Notre dames des Landes, près de Nantes, des opposant-e-s à la construction d'un nouvel aéroport occupent les maisons expropriées. En Bolivie, des communautés

indiennes se sont mobilisées pour déjouer un projet de ventes de concessions minières sur leurs terres. En Val de Suse, en Italie, plus de 40 000 personnes ont assailli le chantier de construction du nouveau TGV Lyon Turin menaçant la vie de leur vallée. Et il y a de cela plusieurs années, les habitant-e-s de Plogoff et leurs soutiens avaient montré comment une lutte populaire peut défaire un projet de centrale...

NOUS N'AVONS D'AUTANT MOINS LE CHOIX QUE LES PREMIERS TRAVAUX POURRAIENT DEBUTER EN FIN D'ANNEE. ..

Quelques antinucléaires de Caen et d'ailleurs...
 Juillet 2011— Contact, infos : CRAN@no-log.org

1. La ligne THT Cotentin Maine : c'est une ligne très haute tension de 400000 volts qui reliera la nouvelle centrale nucléaire EPR de Flamanville au réseau électrique. Elle est construite par RTE—Réseau de Transport d'Electricité.
2. La Manche Libre et certain-e-s élu-e-s locaux défendent l'enfouissement des lignes, ce qui ne règle en rien la question de la nocivité électromagnétiques des lignes, et pas davantage celle du recours à l'énergie nucléaire.
3. ACRO : Association pour la Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest - <http://www.acro.eu.org/> - est un laboratoire indépendant de contrôle de la radioactivité basé à Hérouville St Clair.
4. INSERM : Institut de la Santé et de la Recherche Médicale.
5. Mammite : inflammation des mamelles chez les vaches par la coagulation de leur lait.

SOUS LES THT, PIQUE NIQUE SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Un rendez vous était donné à 11H samedi 5 novembre pour un pique nique militant contre les lignes très haute tension (THT).

Nous nous y sommes rendu-e-s avec nos petits moyens et dans la fraîcheur. Nous sommes donc passés par un dédale de route de campagne dans un paysage bocager, vivant de l'élevage et de l'agriculture intensive. Somme toutes très joli paysage mais très vite ombragé par des véhicules et des uniformes de gendarmes comme s'il en pleuvait. A 5 km avant d'arriver à Cerisy-la salle, (petit village de campagne regroupant quelques centaines de personnes aux alentours) nous tombons nez à nez avec 4 voitures et 3 camions de gendarmerie stationnés en épi sur un petit parking d'église.

Arrivés au bourg de Cerisy la salle, nous sommes aussitôt repart-e-s vers le lieu tenu secret jusqu'au dernier moment car il s'agissait d'une occupation d'une très belle et grande maison vide avec terrain et dépendances (Dommage de laisser ça vide.) appartenant dorénavant à RTE, entreprise de transport électrique, qui rachète les maisons sous les lignes THT et envisage de les relouer ou vendre une fois la ligne posée.

Car quand le monstre est arrivé, la contestation s'estompée C'est aussi un coup de la carotte financière de RTE , qui a un très bon budget pour sa ligne en ces temps de crise. On achète les uns et le bâton pour les autres.

Nous avons donc repris un dédale de petites routes de campagne, en passant notamment par le Pont Brocard (site à voir impérativement au passage) pendant quelques kilomètres et bien escorté par la gendarmerie avec 3 ou 5 véhicules à l'avant, plus des véhicules derrière, plus un hélicoptère avec zoom embarqué, et deux gendarmes en motocross, en treillis

pour pouvoir nous suivre dans la campagne.

Avions nous l'intention d'aller à travers champs pour déboulonner des THT?

Nous sommes arrivés vers midi dans la cour de la maison après avoir garé nos véhicules sur un parking d'une autre maison limitrophe. Sur place il y avait une caravane, des crêpes chaudes, du cidre bio et plein de bonnes victuailles du bocage. Une personne du collectif Stop THT, Percy sous tension a pris la parole pour expliquer le sens de l'action en axant son discours sur les dangers des THT et des maisons qui restent vides. Apparemment RTE va racheter environ 200 belles maisons dans la Manche pour désamorcer la contestation antinucléaire. Car lorsque l'on désertifie (sacrifie une partie du terroir au tout puissant maître qu'est le nucléaire), on vide la lutte de son contenu local, déjà pas mal morose dans le coin. Bref juste après Monsieur RTE est monté sur le muret de la cour et nous a demandé de quitter solennellement cette propriété privée dans les minutes qui suivent car RTE faisait constater par huissier et accompagné d'imposantes forces de l'ordre (et notamment des messieurs de la DCRI) et allait intenté une action en justice contre la soixantaine de squatteur-ses le temps d'un pique nique. La stratégie d'intimidation n'a pas fonctionné et nous avons gaiement sorti nos victuailles.

Les discussions allaient bon train sous l'œil attentif de l'Etat policier.

Nous devons voir la projection d'un documentaire sur l'occupation dans les forêts en Catalogne pour enrayer la mise en place d'une THT. Hélas le groupe électrogène n'a jamais voulu démarré et nous avons donc été privé de cinéma. Une

personne est intervenue pour décrire brièvement la lutte antinucléaire là-bas, avec l'appui des populations locales. Ensuite une militante d'association des riverains de la ligne THT, qui se bat essentiellement pour faire reconnaître les dangers sanitaires sous les lignes THT, avec indemnisation conséquente du bâti à 100M des lignes THT est intervenue. Et son intervention s'est conclue par : nous devons contacter encore plus de riverains sous les lignes THT pour réclamer en justice leur indemnisation pour leur maison. Bref un discours

qui a fait retomber l'envie de débat

Vers 14H30 nous avons replié tout notre matériel et sommes reparti-e-s comme tou-te-s les participant-e-s vers d'autres aventures dans la campagne , non sans que des véhicules soient filés par les flics.

In *Pas de Sushi, l'État Geiger* n°2, Novembre 2011

RENNES, 20000 PERSONNES CONTRE LE NUCLEAIRE

LE 15 OCTOBRE DERNIER nous étions 20000 dans les rues de Rennes pour exprimer notre détermination à en finir avec le nucléaire.

Bien-sûr, élections approchant, c'était la foire d'empoigne électorale. Mais c'était tout de même rassurant de sentir un peu de monde mobilisé dans les rues rennaises.

Ce qui sautait aux yeux, c'était également la forte mobilisation des collectifs locaux antinucléaires et anti-THT. A leur suite, un cortège « arrêt immédiat » anticapitaliste initié par des organisations anarchistes (FA, OCL, OLS) et des individu-e-s a réuni 1000 à 2000 personnes et titillé les tenants de l'écologie d'Etat et leur sortie différée.

Le long du parcours quelques bombages ont fleuris rappelant aux passants que le nucléaire est toujours présent dans notre quotidien même si les médias ont choisi de le renvoyer dans les zones grises du silence.

A la fin de la manifestation, une assemblée a permis de présenter l'initiative de blocage de train de déchets de Valognes et d'échanger autour du nucléaire.

Si la mobilisation a été importante sur Rennes, elle l'a été

beaucoup moins ailleurs. Quelques milliers de personnes au Bugey. Entre 1000 et 2000 à Toulouse et Bordeaux. Quelques centaines ailleurs. On est loin des 60000 personnes en France en 2007, dont 30000 à Rennes.

C'est indéniable, le mouvement antinucléaire français vit un reflux que l'horreur de Fukushima n'a pas réussi à enrayer.

Ce reflux est sans doute dû au manque de perspectives qui semblent se dégager, au ralliement progressif des écologistes d'Etat à la real politik, et à la crise qui a secoué le réseau sortir du nucléaire en 2010.

Si Rennes semble aujourd'hui encore être à la pointe du combat antinucléaire, c'est que les luttes anti-THT y sont encore vivantes. Mais également, que la mobilisation s'est émancipée du réseau sortir du nucléaire, que les divers collectifs ou organisations se sont investies de longue date pour faire de cette journée de mobilisation un succès.

C'est également parce que l'ouest semble depuis quelques années un terrain fertile pour les mobilisations sociales.

In *Pas de Sushi, l'État Geiger* n°2, Novembre 2011

RENNES : LE BIDON RADIOACTIF ETAIT BIDON.

Mercredi 9 novembre, des automobilistes remarquent, au bord de la rocade, dans le sens Saint-Malo Rennes, à hauteur de la porte de Maurepas, un bidon avec un autocollant prévenant d'un contenu radio-actif. Très vite, policiers et pompiers se rendent sur place. Par précaution, cette partie de la rocade est interdite à la circulation.

Des spécialistes des risques radiologiques vérifient s'ils enregistrent des signes de radio-activité. Les résultats sont négatifs. Le bidon ne contient que du dégraissant inoffensif. Il sera finalement transporté par les services de la voirie dans une déchetterie. « Il a été placé là intentionnellement, estime un policier. S'il était tombé d'un camion, il aurait roulé dans le fossé. » Par qui et pourquoi ? Mystère pour l'instant.— Source : Ouest France.

Dans un communiqué adressé à la rédaction de Ouest-France, le collectif antinucléaire « en route vers Valognes » revendique la pose, hier après-midi sur la rocade nord de Rennes, d'un bidon pseudo-radioactif.

« La perte fortuite d'un fût de déchet en pleine voie est une possibilité assez vraisemblable pour que l'on prenne le soin d'envoyer des experts radiologiques » note le communiqué. Et de préciser : « Il y a des matériaux irradiants qui circulent sur tout le territoire et à peu près chaque jour, en toute discrétion et sans provoquer de panique ».

In *Pas de Sushi, l'État Geiger* n°2, Novembre 2011

Appel au camp de Valognes en novembre 2011

La catastrophe de Fukushima se rajoute à la longue liste de l'horreur quotidienne du nucléaire, mais il n'est plus temps de s'étonner de cette réalité. Si pour certains elle est l'alibi d'un contrôle et d'une gestion de la vie plus poussée, elle attise pour d'autres un sentiment de colère qui ne se dissout pas dans le fatalisme ambiant ou l'attente désespérée d'une échéance électorale. C'est par un geste fort porté collectivement à l'intérieur même du pays le plus nucléarisé du monde que sortir de cette impuissance devient tangible.

En novembre prochain partira le dernier transport de déchets nucléaires CASTOR (Cask for Storage and Transport Of Radioactive Material) de La Hague à Gorleben en Allemagne. Voilà qui nous donne une occasion d'agir. La question des déchets constitue le maillon faible de l'industrie nucléaire, et l'illustration la plus frappante du scandale qu'elle est dans son ensemble : on ne sait pas plus s'en débarrasser aujourd'hui qu'il y a soixante ans – on les envoie finir leur demi-vie sous terre à Bure, en Lorraine, ou à l'air libre en Sibérie.

Le transport de novembre 2010 a été marqué par une très forte mobilisation en Allemagne. Depuis 15 ans, pas un train ne passe sans embûches. La diversité des pratiques de blocage permet un véritable harcèlement sur la quasi totalité de la ligne : par exemple, quand 50'000 personnes manifestent à Dannenberg, 400 paysans du Wendland stationnent leurs tracteurs pour bloquer les convois policiers, tandis qu'à Hitzacker, 1400 personnes s'invitent sur les voies. L'an passé, l'arrêt du convoi durant quatre jours a rendu plus onéreux la sécurisation du transport que le transport lui-même.

Ce que nous proposons, c'est donc de nous approprier les méthodes les plus éprouvées du mouvement anti-nucléaire allemand et de doubler le traditionnel rassemblement de Valognes d'un camp de deux jours, d'où partent actions et réflexions. Il existe d'ores et déjà des collectifs locaux constitués ces derniers mois à la suite de Fukushima, ainsi que des personnes qui s'organisent contre le projet de ligne Très Haute Tension dans la Manche, en Mayenne et en Ille-et-Vilaine. Nous appelons au rassemblement le plus large possible afin de bloquer le train CASTOR à son point de départ et pourquoi pas sur tout le reste de son trajet. Après la grande manifestation de Rennes du 15 octobre, ce serait une façon d'insuffler un nouvel élan à la lutte, de relancer le mouvement anti-nucléaire en France et, qui sait ?, d'un jour vaincre.

La fermeture de la centrale de Fessenheim repoussée

de dix ans. Un président de la République qui ne voit pas en quoi la catastrophe de Fukushima pourrait remettre en cause l'industrie nucléaire française. La présidente d'Areva qui, à peine limogée, trouve refuge au conseil d'administration d'un quotidien national réputé « de gauche ». Comme le nuage de Tchernobyl en son temps, il semble que les effets dévastateurs de l'explosion de Fukushima sur le consensus nucléariste doivent une nouvelle fois s'arrêter aux frontières de la France. La folle arrogance des nucléocrates hexagonaux n'a pas de limites : l'Allemagne décide de sortir du nucléaire, c'est un « cas isolé ». La Suisse puis l'Italie lui emboîtent le pas : tant mieux, on leur vendra notre électricité. Un peu plus et on nous expliquait, diagrammes psychologiques à l'appui, que si le Japon, à son tour, veut en finir avec ses centrales, c'est en vertu d'un excès passager de radiophobie.

Partout dans le monde, le tissu de raisonnements spécieux, de promesses mirifiques et de mensonges éhontés avec lequel se soutenait le lobby nucléaire se déchire. Fukushima a exposé aux yeux de tous l'incroyable bricolage à quoi se réduit le fonctionnement quotidien d'une centrale dans le pays « le plus avancé technologiquement au monde ». On ne peut plus ignorer sans mauvaise foi la démission soudaine de tous les responsables dès que survient l'accident, l'impuissance du gouvernement japonais à faire face à la moindre des conséquences de celui-ci, les dosimètres distribués aux écoliers pour déguiser cette impuissance en constat scientifique, le réhaussement aléatoire et opportun des seuils de toxicité admissibles par l'organisme humain, bref : l'incompatibilité entre le nucléaire et le fait d'habiter quelque part sur la planète Terre. Tandis que s'effondrent tous les arguments économiques en faveur de l'atome, les États les plus lucides laissent derrière eux ce monstre incontrôlable. Avec ses projets d'EPR, d'ITER, avec son MOX et ses « dommages collatéraux » que des territoires entiers subissent à l'extérieur de l'Europe, la France fait de plus en plus l'effet d'un malade en plein délire qui divague dangereusement dans le concert des nations. À voir l'État français engloutir depuis des décennies des milliards en pure perte, on se dit que s'il s'agissait d'un individu, cela ferait bien longtemps qu'on l'aurait mis sous curatelle. Mais la passion nationale des grands équipements et des nouvelles technologies, le rêve d'exporter un jour quelque chose d'autre que du vin, des armes et des bagnoles rencontrent ici les intérêts bien compris d'une mafia économique, d'une secte de scientifiques et d'ingénieurs qui se croient une élite. Pour le lobby nucléariste français, la seule façon d'échapper à la sanction de

tous ses crimes et mensonges passés est d'en commettre d'encore plus énormes. Si la population a été un jour prise en otage, c'est par ces gens et cette démente-là. Le nucléaire en France est un cauchemar dont Fukushima doit sonner le réveil. Pour commencer, il faut reconnaître l'échec des hypothèses qui ont porté les réseaux anti-nucléaires de la phase précédente [...].

1- L'hypothèse qu'il suffirait de « faire de l'information » et de faire pression sur les élus, qui ne seraient pas assez au fait de la menace nucléaire, a été battue en brèche par Fukushima : tout le monde sait désormais. Des sondages veulent bien admettre que 60 % de la population française ne veut plus du nucléaire et pourtant rien ne change. C'est donc que le problème nucléaire en France n'est pas une question technique d'argumentation rationnelle et de transparence de l'information, mais une question politique de rapport de force. Si le gouvernement allemand, clairement nucléariste, a décidé de sortir du nucléaire sous dix ans, ce n'est pas en vertu d'une soudaine illumination de la raison, mais grâce à la puissance d'un mouvement capable d'agir et de mettre des centaines de milliers de gens dans la rue.

2- Les luttes anti-nucléaires historiques en France et ailleurs dans le monde n'ont jamais remporté de victoire qu'à condition d'avoir une forte emprise locale. C'est au fond la différence entre Plogoff et Malville. C'est aussi l'explication de la longévité et de la vigueur intacte de la mobilisation allemande dans le Wendland contre les transports de déchets Castor. C'est donc pour commencer localement qu'il faut s'organiser, et de là être capable d'en appeler au soutien de tous ceux qui viennent d'ailleurs.

3- Le problème nucléaire ne se pose pas en termes de risques qu'il faudrait gérer et idéalement faire tendre vers zéro. Il n'y a pas le fonctionnement normal du nucléaire et ses regrettables accidents. Lorsqu'il se rappelle à nous périodiquement, par une catastrophe tonitruante, on en oublierait presque que la catastrophe tient tant dans ses dysfonctionnements que dans ce qu'il empêche même en parfait état de marche. Le nucléaire irradie au moins autant nos imaginaires que nos thyroïdes. Tous nos possibles s'éclipsent derrière l'échelle démesurée qu'il impose. De telles infrastructures, quadrillant des milliers de km², induisent une gestion et une organisation à cette mesure. Quant à la dangerosité, elle sous-tend une parfaite maîtrise des « populations » vivant sur les territoires impliquées. Le nucléaire contraint à un monde globalisé et pacifié ; il réalise en cela l'idéal du crédit sur plusieurs générations. Et, tout comme l'économie, la nécessité de s'en défaire apparaît impérieusement à quiconque ne voit pas, dans la perpétuation de ce monde, un horizon désirable.

4 - La nécessité de nous opposer au nucléaire ne signifie pas qu'il faille lui opposer les « énergies alternatives », sous peine de nous retrouver aux côtés des nouvelles mafias industrielles

qui exproprient les paysans des Pouilles et bientôt du Maghreb pour y construire leurs absurdes centrales solaires, et pour finir aux côtés du CEA devenu entre-temps Commissariat aux Énergies Alternatives. La ligne de partage n'est pas entre le nucléaire et les énergies alternatives mais entre une production d'énergie centralisée, commerciale et gérée par en haut, et une production décentralisée, contrôlée localement et renouvelable ; une production en contact direct avec les besoins qu'elle doit satisfaire. C'est seulement à l'échelle locale que se dissout l'alternative entre le nucléaire et la bougie : car là les besoins existants peuvent se donner les moyens de la production qui leur est nécessaire, et en retour les possibilités de production peuvent redéfinir intelligemment les besoins. Il faut cesser de penser la question de l'énergie en terme national si l'on entend sortir de l'impuissance.

5 - À quelque tendance du mouvement anti-nucléaire que l'on appartienne, il faut cesser de faire grief de notre échec collectif à telle ou telle autre tendance. Ce mécanisme de division atavique nous dédouane certes de toute responsabilité, mais nous condamne à perpétuer les causes de notre faiblesse. L'enseignement qui nous vient du mouvement allemand est précisément que les différentes tendances peuvent coexister sur une base pratique, en ayant chacune son mode d'action. À partir du moment où toutes poursuivent sincèrement le but commun d'en finir maintenant et par elles-mêmes avec le nucléaire, aucune n'a de titre à condamner la stratégie adoptée par les autres. La permanence des luttes de chapelles en France n'exprime que l'insuffisance pratique du mouvement. C'est justement par les différentes manières de se rapporter aux gestes de lutte sur un territoire que les luttes du Wendland ou du Val de Susa (la vallée italienne opposée à la construction d'une ligne de TGV) ont trouvé leur force.

Maintenant que des États s'engagent à renoncer au nucléaire, poussons avec force vers une sortie totale et immédiate. Ne soyons pas dupes des effets d'annonce gouvernementaux, comme celles d'une sortie « responsable » du nucléaire en 30 ans : il se peut bien que ce ne soit pour les dirigeants qu'une façon de gagner du temps, et qu'ils reviennent sur cette décision dès que l'occasion s'en présentera et que l'émotion sera retombée. Le nucléaire a la peau dure. Dans la mesure où l'on ne peut laisser nos vies entre les mains d'aucun dirigeant, la seule garantie de l'exécution effective des décisions prises est justement la permanence et la puissance du mouvement. On a assez joué avec nos vies. Nous ne nous laisserons pas gérer dans le cadre de la dénucléarisation comme on a pu gérer notre nucléarisation.

La manifestation du 15 octobre à Rennes sera l'occasion de nous retrouver à la fin du cortège, pour discuter plus largement du camp de novembre à Valognes.

Source et infos :

<http://valognesstopcastor.noblogs.org/>

LE TRAIN DE DECHETS NUCLEAIRES CASTOR NE PASSERA PAS COMME ÇA !

Amplifions la lutte et terrassons le nucléaire, ici comme dans tous les pays !



22-24
Novembre
à Valognes
cotentin(50)

Campement, discussions, actions...

24 Nov. Rassemblement-manif à 11H

BLOG: valognesstopcastor.noblogs.org

4 précisions sur l'appel à bloquer le "train-train" nucléaire à Valognes

1. Un coup d'éclat ne suffira pas.

Après la catastrophe de Fukushima, l'acharnement du lobby nucléaire français l'amène à un déni total de la réalité. Ce lobby est persuadé qu'il est le plus beau et le meilleur, qu'il a une carte magistrale à jouer par rapport à tous les autres pays nucléarisés : il aurait un savoir-faire optimal sur tout ce qui concerne le nucléaire. Au moment où les autres puissances, par réalisme, se sentent contraintes de prendre en compte les risques majeurs et composent avec leurs opinions publiques face aux catastrophes, la France, elle, continue comme si de rien n'était. Malgré une situation qui ne devrait qu'affaiblir l'industrie nucléaire force est de constater que sa puissance et son arrogance ne sont pas sérieusement ébranlées; cette industrie s'étend même davantage. Les perspectives économiques et industrielles d'Areva se jouent pour partie dans la manche : l'EPR et sa ligne THT, le retraitement des déchets, etc. Face à ce gigantisme de l'industrie nucléaire on peut agir directement sur ses rouages. Les trains, qui depuis la Hague disséminent la radioactivité dans toute l'Europe, sont l'occasion de harceler cette industrie comme les allemands le font depuis de nombreuses années. Entendons nous bien, si cette action consiste dans les faits à tenter de bloquer des déchets retournant à l'envoyeur, il ne s'agit pas du tout de militer pour un maintien de ces déchets à La Hague. Chacun comprendra bien que c'est à la machinerie nucléaire dans son ensemble, et notamment à l'impossible gestion des déchets, que nous nous en prenons. Un seul rassemblement avec l'ambition de bloquer le train castor ne suffira évidemment pas à bloquer pratiquement cette industrie, mais ce moment doit être celui de la construction d'un mouvement dans la durée, localement et internationalement, d'un harcèlement sans relâche de cette industrie.

2. Arrêter l'industrie nucléaire.

Ces trente dernières années, à quelques exceptions près, l'opposition au nucléaire s'en est tenue à une confrontation symbolique, faite de lobbying et d'appels à la démocratie parlementaire. Pour avoir prise, il nous faut rompre avec ses habitudes qui nous ont endormies dans le quotidien nucléarisé. Devenons artisan de l'arrêt du nucléaire. Perturber les chantiers de construction de la ligne THT, perturber le train-train quotidien de déchets radioactifs, c'est contribuer à affaiblir concrètement le développement de l'industrie nucléaire. Les chantiers du Nord Cotentin sont un des fronts de cette bataille. Il ne tient qu'à nous, en nous organisant, de le rendre visible et effectif. L'affaiblissement et l'arrêt de l'industrie nucléaire ne se jouera pas seulement sur notre capacité à nuire matériellement à ses intérêts. Défaire son

arrogance et l'évidence non questionnée de sa présence dans notre quotidien est sans aucun doute ce que nous pouvons atteindre dès maintenant.

3. Premiers pas.

Pratiquement l'objectif du rassemblement du 24 novembre à Valognes est de collectivement se diriger vers les voies et tenter de les occuper. Les lieux précis du rassemblement et du camp ne seront dévoilés que quelques jours avant fin novembre pour amoindrir les pressions policières. Cela ne pourra marcher que si nous sommes plusieurs centaines. Au delà de cette tentative de blocage, c'est la mobilisation déterminée contre le nucléaire qui sera une réussite. Notamment conscients de la difficulté pour beaucoup de se rendre disponible ces 3 jours de semaine, cette mobilisation ne doit pas s'en tenir à une présence à Valognes. Des réunions publiques doivent se tenir partout où c'est possible. Des actions autant de nuisances même symboliques que de soutien au rassemblement de Valognes peuvent s'organiser dès maintenant. Il est aussi possible pour des organisations constituées d'y prendre part en signant l'appel sur le blog du collectif (valognesstopcastor.noblogs.org). A travers cet appel qui est aussi un processus qui ne fait que commencer, nous espérons y tisser des liens de confiance qui nous permettront de multiplier ces actions de harcèlement. Y faire naître un mouvement d'opposition basé sur un fonctionnement horizontal. Concrètement, ces trois jours de camp visent tout autant à nous permettre d'anticiper un départ avancé du train qu'à se donner le temps de penser collectivement la suite, de penser les différentes pratiques et de les mettre en musique. Conscients des difficultés pratiques d'organiser un camp à l'orée de l'hiver dans ces douces contrées, nous pourrions à des abris, à la nourriture et à la chaleur (prévoir des tentes quand même). Pour que ce camp soit le plus confortable, nous nous en remettons à vous, matériel et propositions, et le blog comme le mail doivent nous permettre de nous organiser ensemble.

4. Avoir prise sur nos vies.

Par cette action concrète d'auto-organisation, nous souhaitons agir sans avoir à confier notre avenir à une délégation ni à nous en remettre aux illusions électorales qui ne manqueront pas d'habiter les esprits dans les mois qui viennent. Il s'agit bien de créer ensemble un rapport de force, pour avoir prise sur nos vies. Une lutte contre l'industrie nucléaire ne peut pas s'en tenir à l'objectif de sa suppression. L'horreur du nucléaire est tout autant les désastres qu'elle engendre que la gestion quotidienne des populations qu'elle implique. C'est d'abord

en cela que l'arrêt du nucléaire est un travail d'artisan. Parce que ce n'est que par ce biais que nous saurons tout à la fois en mesure d'éprouver les richesses d'une reprise en main de nos vies, et de se donner les moyens de saper les raisons d'être d'un monde qui a besoin du nucléaire. Une stratégie possible pour remettre en discussion l'existence de l'industrie nucléaire passe par la remise en cause du rapport de domination qui prospère depuis des années, en même temps qu'elle met en évidence la

réalité du déni. En permettant à des individus de se mettre en situation de s'occuper des conditions qui leur sont faites, l'intérêt du camp pourrait être de rompre le ronron citoyen d'acceptation de ce rapport de domination, d'introduire le véritable enjeu pour les humains en cherchant à casser la spirale de la dépossession.

Le collectif Valognes Stop CASTOR

Notes sur l'appel au camp de Valognes et ses suites

Lorsqu'il y a de cela quelques mois j'ai appris qu'une initiative autour d'un blocage massif de convoi nucléaire se préparait dans la Manche, sur des terres totalement sous l'emprise du nucléaire et de ses promoteurs, je me suis dit enfin des perspectives de lutte dans un pays où ceux et celles qui continuent d'y lutter s'y sentent bien seuls.

Ici, les nucléocrates ne se sont pas contenté de disséminer leurs radionucléides de La Hague à Flamanville en passant par l'ANDRA, l'arsenal militaire de Cherbourg ou la fosse des Casquets, ils ont également colonisés les esprits à coup de pognon et d'idéologie progressiste.

Pour mémoire c'est en septembre dernier que surgit l'appel de Valognes diffusé sur des sites internet et via des tracts lors du rassemblement de Rennes ou dans des journaux militants.

Si j'écris ce texte de notes sur l'appel au camp et ses suites, c'est que quelques malaises n'ont cessé de croître tant sur le texte d'appel au camp que sur la forme que prenait au fur et à mesure la construction du camp. C'est comme si un spectre étrange hantait l'initiative et cherchait à y plantait ses serres.

Il ne s'agit pas ici de contribuer à une sorte d'entreprise de démobilisation, tant je continue de penser que participer d'une façon ou d'une autre à cet appel à blocage reste important, mais il s'agit juste d'opposer quelques critiques à même de prolonger entre autres les quelques pistes évoquées par les 4 précisions sur l'appel à bloquer le "train-train" nucléaire à Valognes. Et surtout de faire de cette tentative de blocage un moment de réappropriation collectif réel de la lutte mais également de nos propres vies.

Il y a des textes qui veulent s'extraire de tout contexte social et politique et de époque, qui pensent que la seule force de la volonté peut faire plier la réalité à ses propres désirs. Ces textes là ont parfois bien du commun avec la religiosité ou l'idéologie. Ils peuvent alors s'apparenter, parfois contre leur gré, à un discours publicitaire annonçant souvent dans les faits des lendemains qui déchantent.

Dans certains de ses aspects l'appel initial au camp de Valognes suit cette étrange inclinaison.

NON, L'ARRET DU NUCLEAIRE n'est pas à l'ordre du jour dans « les Etats les plus lucides ». Ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni la Suisse n'ont arrêté le nucléaire ; ils ont juste réduits la voilure du nucléaire civil, stoppés la construction de centrales, tout en prolongeant le monde nucléarisé qu'ils continuent de soutenir, avec ses bombes à uranium appauvri, ses recherches en nucléaire... Qui plus est l'expérience récente de la menace du gouvernement Merkel de revenir sur la promesse du gouvernement « Gauche plurielle » Grünen-SPD de Gerhard Schroeder de sortir du nucléaire en 2020, repoussée in extremis par la catastrophe de Fukushima, montre ce que les promesses de sortie lorsqu'elles sont tenues par les Etats valent réellement.

Les effets d'annonce ne servent souvent qu'à démobiliser les oppositions, offrir quelques « pseudo-victoires » aux écologistes les plus intégrés. Ainsi en 93, Greenpeace obtenait, après une longue campagne médiatique d'actions, l'arrêt des rejets en mer de déchets par bateaux. En effet, depuis des décennies de nombreux Etats balançaient leurs fûts de déchets radioactifs à la baille dans les eaux profondes. Ce fut notamment le cas des déchets anglais au large du Cotentin dans la fosse des Casquets où de nombreux fûts sont maintenant éventrés. Aujourd'hui, une conduite au large de La Hague permet à l'usine de retraitement de rejeter directement à la mer nombres d'effluents radioactifs. C'est un exemple parmi d'autres de la vision stratégique des « Etats les plus lucides » directement liés aux industriels du nucléaire.

Parce que cet aspect de l'appel pourrait donner l'illusion souvent véhiculée par les écologistes d'Etat, qu'ils viennent de Greenpeace en passant par les verts ou le réseau sortir du nucléaire, que les Etats ne sont que des entités neutres influencées par le lobby nucléaire. Or, ce sont ces mêmes Etats qui sont le lobby même et qui n'ont eu de cesse de faire proliférer le nucléaire sous toutes ses formes et sous toutes les latitudes. En ce sens l'appel rejoint la critique citoyenne du

nucléaire là où dans l'action, le blocage, il s'y oppose frontalement.

Et finalement, cet appel pourrait également laisser croire que c'est aussi simple de bloquer un programme nucléaire que de bloquer un train de déchets radioactifs. Il n'en est bien-sûr rien.

NON, FUKUSHIMA, A L'HEURE ACTUELLE, N'A PAS GENERE D'OPPOSITIONS FRANCHES. Les nucléaristes français y ont même perçu, malgré leurs craintes initiales de voir surgir un vaste mouvement d'opposition, plusieurs opportunités. Tout d'abord celle de relancer la filière EPR plutôt mal en point sur le terrain de l'économie parce que couteuse et trop puissante pour vendre à l'export - faut-il rappeler que ce sont des unités plus petites coréennes qui ont souvent gagnés les derniers appels d'offre. Et c'est le terrain d'un nucléaire sûr qui est investi par AREVA, EDF et consorts... D'ailleurs la relative bonne santé d'AREVA dans le marasme économique actuel en est une illustration flagrante. Ensuite la catastrophe a rendu possible pour les nucléocrates la propagande d'une vie au milieu du désastre, en zone contaminée comme jadis en Biélorussie ou en Ukraine. La catastrophe devient alors un quotidien, qui plus est dans une époque de catastrophes écologiques et économiques constantes, qui n'ont de cesse de nous déposséder chaque jour davantage de toute prise sur le monde. Et ce quotidien loin de remettre en cause la domination qui s'y exerce, l'affine. Nombreux-ses ont été les révolutionnaires ou les écologistes qui dans l'après Fukushima ont cru à une prise de conscience généralisée, comme il en fut jadis dans l'après Tchernobyl. C'est ignorer ce que cette position doit au marxisme pour qui les crises du capitalisme sont ces moments de faiblesses, et comment cette idéologie des crises a souvent montré son inanité.

Ce qui ne veut bien évidemment pas dire que toute l'horreur des situations japonaises ou biélorusses ne nourrissent pas notre rage contre ce monde et ces gestionnaires et n'ébranle pas quelques certitudes pro-nucléaires au passage, ou que la résignation ne soit la seule issue qui se promette à nous...Cela veut juste dire que la lutte sera juste aussi dure qu'elle le fut jadis.

Sur ce terrain, il est évident que, comme le souligne « l'appel de Valognes », l'information ou l'indignation ne suffise pas. Semprun et Riésel dans leur « Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable »¹ ne disaient rien d'autres lorsqu'ils évoquaient cette vieille illusion écologiste qui consiste à croire que les autorités et les populations informées seraient à même de changer leur fusil d'épaule. La réalité est toute autre. Bien que le nucléaire soit majoritairement honni par la population française, l'Etat français continue son délire monomaniaque, et pour cause il n'a pas rencontré d'opposition assez forte pour le faire plier.

Depuis le début des années 80 en France les oppositions au nucléaire, à de rares soubresauts pré² ce sont limitées à une action de lobbying ou ce sont aventurées avec le succès que l'on sait sur le terrain de l'écologie politique.

Aujourd'hui, ce avec quoi il s'agit bien de renouer c'est avec une lutte populaire. Une lutte mêlant un enracinement local, loin de l'enracinement maurassien bien-sûr, et des actions directes à même de fragiliser l'Etat, et peut-être de le faire plier. L'appel touche ici en partie juste lorsqu'il évoque la lutte de Plogoff. Mais ce qu'il oublie singulièrement c'est que toute victorieuse que fût cette lutte, elle n'a pas empêché le gouvernement socialiste de continuer le programme nucléaire initié par les équipes Giscard d'Estaing.

NON VALOGNES NE SERA PAS LE WENDLAND et la lutte contre ce transport vers l'Allemagne n'aura pas l'ampleur de la lutte allemande. Une lutte ne se décrète pas elle se construit. Aujourd'hui, la lutte en Nord-cotentin a été désamorcée. Parce que les édifices nucléaires ou leurs prolongements ont été construits, que certain-e-s locaux ont été achetés, que des travailleur-ses du nucléaire acquis-es à la cause ont colonisé le pays et les esprits. Rien qu'une rapide observation de la modification des paysages en est une illustration criante, avec les routes neuves, les stades qui fleurissent au milieu des lignes THT, avec la critique du nucléaire comme tabou. Faut-il rappeler comment à la fin des années 90 le professeur JF Viel, annonçant un excès de leucémies infantiles autour de La Hague, fut accueilli ? Menaces, campagne de diffamation, etc³. Et comment, ici comme au Japon, tradition et modernité⁴ se côtoient lorsque le temps se gâte, et le horsain celui qui n'est pas d'ici, qui veut du mal à la région ressurgit alors comme bouc-émissaire au cœur d'un mode de défense d'une société qui bien qu'hautelement industrialisée en appelle à ses formes ancestrales de protection.

En sud-Manche, l'opposition au tracé THT est, quant à elle, plus vivante. De nombreuses manifestations ont eu lieu ces dernières années. Des pylônes ont été occupés, des lignes partiellement déboulonnées. Pour autant il serait illusoire de nier qu'une certaine résignation semble avoir insidieusement fait son chemin au gré des maisons achetées, des illusions citoyennes et électorales envolées et d'une situation globale quelque peu démobilisatrice.

Le mouvement antinucléaire français qui a pourtant gagné la bataille de l'opinion est aujourd'hui quasi réduit au silence et à l'inaction. Par les oppositions qui le mine. L'Ecologie politique s'est lentement compromise dans des jeux de gestionnaires, tandis que le réseau sortir du nucléaire a imploré sous la charge de ses propres logiques de bureaucratisation et sur les clivages politiques qui y coexistaient. Dans l'après Fukushima les quelques groupes qui se sont activés ou se sont créés sont souvent restés orphelins de perspectives de luttes un tant soit

peu attrayantes. C'est dans cette perspective justement qu'est née cette idée de blocage de Valognes.

En France nous en sommes là et c'est là où comparer cette tentative de blocage à la lutte allemande est plus qu'hasardeuse. La lutte contre ce transport, si elle n'est pas à proprement parlé une lutte hors-sol, puisque de nombreux-ses participant-e-s à cette initiative sont investies de longue date dans les luttes antinucléaires et la lutte anti-EPR et ses prolongements, les THT, ne revêt pas le caractère massif que peut avoir l'opposition aux transports de déchets radioactifs vers Gorleben depuis des décennies. Dans le Wendland et le reste de l'Allemagne, ce sont des milliers de personnes, et pas seulement des militant-e-s, qui s'opposent aux retours de déchets, articulant différents modes d'action tout en restant solidaires les un-e-s des autres. Ces luttes ont fragilisées les options nucléaristes de l'Etat allemand.

Pour autant, il ne s'agit pas d'idéaliser les dites luttes. Tout d'abord, parce qu'elles n'ont pas réussies à faire sortir l'Allemagne du nucléaire. Et ceci ne fait que confirmer ce que pressentait l'ACNM en 94 dans son texte « En finir avec le nucléaire et son monde »⁵, que toute lutte isolée aussi massive soit-elle tant qu'elle n'en finit pas avec l'Etat et le capital n'est vouée qu'à maintenir les rapports de force contre les logiques nucléaristes. Bien évidemment les reculs ainsi obtenus sont toujours bons à prendre... Ensuite malgré les solidarités présentes dans ces luttes, il ne faut pas oublier que comme partout en Europe elles ont connues leurs propres trahisons et opportunistes, notamment via le mouvement écologiste d'Etat, ses propres compromis.

Ce qu'il y a « d'inspirant » dans l'opposition allemande comme le signifiait une des initiatrices du camp ce sont principalement des formes de luttes que l'on ne peut malheureusement isoler des contenus que parfois elles véhiculent et surtout des conditions dans lesquelles elles se développent. Lors du départ du dernier convoi vers Gorleben ce sont différents modes d'action qui sont complétés : suspension de militant-e-s à des ponts, blocages massifs et isolés, avec retrait ou non du ballast, sabotages, veilles, manifs. Mais cette situation n'était rendue possible que par le nombre de participant-e-s aux actions et la multiplication de celles-ci le long du parcours. Ce blocage ne permettra pas de reproduire comme un mauvais copier/coller ces formes de lutte comme si elles étaient comme suspendues hors du temps et de l'espace. Pour autant, sur le camp, la journée de préparation devrait permettre de réfléchir à comment articuler plusieurs approches dans le contexte de Valognes. Mais la récente menace d'avancement d'une journée du départ du train risque de rendre l'affaire plus compliquée.

ET C'EST L'IDEE MEME DU GESTE FORT véhiculée par l'appel initial, vieil héritage des avant-gardes artistiques et politiques qui est ici à remettre en cause. Lorsque Breton, les dadaïstes, les lettristes, les situationnistes et tous les groupes

qu'ils inspirèrent jouaient du scandale, c'était dans l'idée que ceux-ci serviraient d'éléments déclencheurs, sorte de mèches, à même d'embraser des situations, ou comme l'explique Léopold Roc dans sa brochure *La piste brouillée des Congaceiros* dans la *pampa sociale*⁶ à révéler « la négativité latente qui minerait souterrainement la société ». Or comme le constate Roc, sans amertume mais sans fierté, pour ce qui de sa propre histoire au sein du groupe Os Congaceiros, auteur entre autre de bon nombre de sabotages anti-carcéraux de 85 à 90, ce que ces initiatives comme celles qui l'ont précédées oublient singulièrement c'est de « créer des brèches durables dans la cohérence de la société, la construction patiente de liens sociaux à travers des médiations et des initiatives variées. » En clair, ce n'est que lorsque ce geste fort trouve des complicités dans des situations sociales historiques particulières qu'il peut véritablement servir de mèche explosive. Le scandale de Strasbourg, c'est-à-dire la prise en main de l'UNEF Strasbourg par un groupe d'étudiant-e-s aux aspirations situationnistes et sa dissolution immédiate comme organe bureaucratique voué à trahir les aspirations révolutionnaires n'a d'échos que dans la situation de la jeunesse de 68, dans les chahuts organisés dans les bahuts, dans les luttes ouvrières indociles de Caen ou St-Nazaire, dans les violences policières qui secouent les abords de la Sorbonne. L'action ne résonne au-delà du milieu qui est à son origine que lorsqu'elle rencontre un imaginaire social et historique pour reprendre Castoriadis ou lorsqu'elle rencontre des conditions matérielles spécifiques pour reprendre Marx.

Ce sont les limites d'une vision en termes de pur volontarisme politique qui s'exprime alors. La comparaison abusive avec des situations sociales et historiques totalement différentes comme celle de l'Allemagne ne font que confirmer cette filiation implicite idéologique. On retrouve alors tout ce qui peut confiner à l'activisme hors-sol : reproduire sans cesse les mêmes schémas que l'on pense éprouvés sans même se rendre compte qu'ils sont loin de fonctionner au-delà du milieu actif. Et par ailleurs, sans penser à la capacité d'adaptation de l'adversaire et en en atténuant l'intelligence tactique.

Par ailleurs, ce geste fort, lorsqu'il se double d'un appel à se joindre à lui sans ouvrir de réels espaces réguliers de discussion pré-camp, se construit comme un appel au suivisme, et donc à la reproduction d'une hiérarchie informelle qui ne dit pas son nom. L'assemblée de fin de manif à Rennes et les réunions locales, en tout cas celle que nous avons organisés sur Caen, n'ont pas véritablement permis de battre en brèche la division entre Gentil-le-s Organisateur-trice-s et personnes désireuses de s'investir. C'est là l'un des enjeux du seul temps qui nous reste pour construire cet espace : le camp. Durant ces 3 jours, une assemblée est prévue visant à dégager des perspectives de lutte post-Valognes. Les considérations tactiques à l'œuvre sur le camp devront également être discutées alors, pour que chacun et chacune puisse s'investir en toute connaissance de cause.

L'obsession médiatique qui agite certain-e-s protagonistes du

projet est dans la droite lignée de cette idéologie du geste fort. Et tout à coup c'est l'idée saugrenue que le terrain médiatique est un terrain de lutte comme un autre qui apparaît. Et l'on agite les plans médias. La récente action « de dépôt d'un faux bidon de déchets nucléaires près de Rennes » par un mystérieux groupe en route vers Valognes, action somme toute potache et digne du réseau « Sortir du nucléaire » conduit-elle à l'intervention de pompiers et de gendarmes et surtout est immédiatement juxtaposée par Ouest-France à un mystérieux dépôt de poudre blanche dans des enveloppes à la trésorerie générale d'Ille -et Vilaine⁷. On voit à quel type d'ambiance le très pro-nucléaire Ouest-France cherche-t-il à associer l'aventure valognaise.

Non seulement, comme le souligne les « 4 précisions sur l'appel à bloquer le train-train nucléaire à Valognes », ce blocage ne suffira pas mais surtout il ne doit pas être conçu comme un événement sans lendemains, un coup de théâtre spectaculaire.

LES NIMBES DE SECRET qui entourent l'initiative et sa préparation peuvent s'expliquer par la nécessité que le lieu du camp et du rassemblement soient tenu secrets jusqu'au dernier moment pour rendre la tâche plus complexe à l'Etat. Pour autant si de telles précisions peuvent être utiles à l'Etat et ses sbires, il ne faut pas se leurrer, elles ne modifieront pas en profondeur sa stratégie policière. Par contre cet habitus du secret génère de facto défiance, suspicion et séparation.

Dès lors si l'initiative vise vraiment à une première réappropriation collective depuis longue date de l'action directe antinucléaire, la stratégie dans laquelle nous nous sommes lentement incarcérés devient alors un handicap. Le principe d'efficacité au cœur même de l'idée de blocage prend le pas sur la réappropriation et l'auto-organisation. La fin prend le pas sur les moyens. Et l'on sait pertinemment lorsque de telles perspectives ont surgit au sein du mouvement révolutionnaire ce qu'elles ont données, qu'elles aient été portées par des marxistes ou des anarchistes.

C'est comme si nous étions restés prisonniers de notre milieu et de ses réflexes les plus élémentaires. Un milieu n'échappe que rarement à sa généalogie et ne cesse souvent de bégayer les mêmes habitudes dont l'idée de blocage et de gestes forts sont des signes manifestes. Le blocage s'y transforme comme lors du dernier mouvement des retraites en idéologie autonome⁸. On cherche l'unité à tout prix en taisant les divergences de fond au sein du mouvement antinucléaire et cherchant des alliances improbables. Le point 5 du texte d'Appel au camp de Valognes est à ce titre très explicite. S'il est vrai que les griefs qui sont fait à certaines tendances peuvent parfois servir à masquer nos propres faiblesses, il n'en demeure pas moins que certaines tendances - écologie politique, citoyennistes - ont une responsabilité particulière dans la tournure des événements au sein du mouvement antinucléaire. C'est comme ci l'isolement

de franges radicales et la répression qu'elles avaient subie les conduisaient à passer d'une logique de fermeté qui pouvait conduire parfois à un excès de fermeture à aujourd'hui une sorte d'angélisme béat. Et c'est l'illusion de l'unité dans l'action qui pointe son nez. Avec elle l'oublie que cette unité se brise souvent à la première occasion, comme lors d'accords électoraux, d'enjeux d'organisation, etc. L'appel à soutien vers les organisations est à ce titre significatif.

Sans oublier que des blocages il y en a eu plusieurs par le passé et ils n'ont pas réussi à eux seuls à stopper la machinerie nucléaire. Durant les années 70 et 80, le cotentin a été le théâtre de nombreuses actions directes de masse, souvent oubliées, contre les transports nucléaires. Et plus globalement la lutte antinucléaire en France comme ailleurs a connu de nombreux moments de lutte directe⁹.

Cette mine de conspirateur-trice a été alors une aubaine pour certain-e-s. Il a été alors aisé pour des personnes hostiles à cette idée de blocage direct et massif pour de bonnes mais souvent de mauvaises raisons de s'engouffrer dans la brèche et d'y trouver des éléments propices à ce que leur discours prenne. Ainsi Greenpeace a appelé ces militant-e-s locaux dans un mail interne à se méfier d'une initiative anarchiste et potentiellement violente. Et s'est joint au CRILAN , association antinucléaire locale historique, opposée de longue date au blocage des retours de déchets¹⁰, pour organiser un rassemblement le mercredi 23. Et c'est le règne de la rumeur qui prend le pas. Greenpeace comme Europe Ecologie sentant une possible mobilisation d'ampleur s'appuie sur l'initiative tout en faisant un pas de côté. Certain-e-s masque à l'occasion les réelles motivations de leurs distances - Greenpeace a toujours privilégié ses propres actions qu'elles pouvaient tout autant contrôler pratiquement qu'idéologiquement - là où d'autres sûres de leur position initiale et méfiante face au manque de transparence de l'initiative se tiennent sur leur garde.

Elle est également une aubaine pour la police et sa presse, qui nous rejoue déjà la vieille ritournelle des hordes d'anarchistes déferlant sur Valognes et divise par ailleurs les antinucléaires, entre bons et mauvais, les responsables qui se réuniront la veille du départ et les autres, les hirsutes, les menaçants. La ficelle est grossière, mais a déjà fait son effet en d'autres temps. Les filatures, les écoutes, les petits mots passés à quelques militants responsables et les balises GPS entretiennent tout autant la paranoïa et la scission généralisée qu'ils ne servent à renseigner réellement.

L'IDEE DE PRIVILEGIER LE LOCAL plutôt que le global pourrait alors nous engager sur une voie visant à réintroduire cette dimension de proximité. Mais alors pourquoi les locaux ont été, dans les faits, réduits au rôle de soutiens. Le local y est une identité abstraite, loin d'un enracinement réel dans les luttes. Puisque Plogoff semble être

le modèle de lutte « localiste » de l'appel initial, il faut rappeler qu'à Plogoff, les habitant-e-s de Plogoff et de la région restaient les principaux protagonistes de leur lutte.

L'un des enjeux du camp est donc bien de dépasser ce cadre du soutien et d'avancer ensemble lorsque cela est possible. L'assemblée qui aura lieu sur le camp et les perspectives qui se dégageront pour l'avenir seront à ce titre plus qu'importante. Il y a des trains qu'il faut stopper ensemble.

Par ailleurs, l'opposition qui est portée dans l'appel entre la lutte contre la centrale de Plogoff¹¹ et celle contre le surgénérateur de Creys-Malville¹² entre d'une part une lutte qui aurait été locale et d'autre par ce jour de juillet 77 où Vital Michalon fut assassiné par la police et de nombreux-ses manifestant-e-s blessés, qui aurait été un moment déraciné, fait fi des nombreux groupes locaux qui organisèrent Malville. Ce que cette lecture de l'histoire oublie singulièrement c'est que c'est tout à la fois le caractère plus massif de la lutte qu'un choix de l'Etat de lâcher à cet endroit pour mieux continuer ailleurs qui est à l'origine du recul de l'Etat à Plogoff. Par ailleurs, sur Creys-Malville, les quelques 70000 personnes qui se bouffèrent la répression violente et meurtrière qui eu lieu et sonna le glas de la lutte là-bas furent les témoins horrifiés d'une stratégie d'Etat cherchant à marquer un temps d'arrêt au mouvement : par la peur générée, par les divisions que l'Etat réussit à introduire entre violents et non violents, par les brèches qu'il tend aux éléments les plus opportunistes comme Brice Lalonde et consorts. Bref, ce qui différencie vraiment ces deux moments c'est qu'ils ne se déroulent pas dans la même situation sociale et historique. Malville s'incrit par ailleurs dans un contexte européen de montée des tendances autonomes au sein du mouvement antinucléaire, en France, mais aussi en Allemagne. En 77, c'est aussi la grande manifestation de Kalkar outre Rhin¹³. C'est d'ailleurs ce spectre qu'agitera l'état via son larbin, le préfet Jannin.

Cependant si tout commence par le local, tout ne s'y épuise pas. Faut-il rappeler que le mouvement antinucléaire n'a jamais été aussi fort que lorsqu'il existait un mouvement plus global de contestation du monde ? Comme le soulignaient Riéssel et Semprun dans leur catastrophisme, administration durable du désastre : « (...) dans les années 70, la France était encore travaillée par les suites de 68. Il faut donc penser que c'est la révolte, le goût de la liberté, qui est un facteur de connaissance, plutôt que le contraire. »

Et avec l'industrie nucléaire c'est un monde qui continue de tourner. Localement, c'est une ligne TGV Paris Cherbourg qui se prépare, expression particulièrement aboutie de la boulimie énergétique de nos sociétés. Combien de réacteurs faut-il pour que nous allions juste plus rapidement d'une ville morte à une autre ? Et combien d'éoliennes industrielles faudra-t-il construire au large de Courseulles pour que ce monde continue de tourner au désastre ?

Quand à ceux et celles qui à Plogoff ont réussi à repousser le projet de centrale nucléaire qui allait irrémédiablement polluer leur quotidien, ont-ils réussis à échapper aux résidus radioactifs lâchés par Tchernobyl, Fukushima, La Hague ? Il n'existe pas d'oasis locales capables de nous laisser nous échapper du monde dans lequel on nous incarcère. Il ne suffit pas de briser les barreaux des cellules, il faut détruire la prison.

La récente campagne contre Vinci qui investi pour notre avenir, dans les prisons, le nucléaire, les aéroports dont celui de Notre dames des landes, les centres de rétention, les autoroutes est une piste pratique des plus pertinentes en vue de dépasser l'isolement de nos luttes respectives.

IL N'Y A PAS QUE LE CIEL BAS ET LOURD des désastres nucléaires en cours et de la résignation qui parfois les accompagnent qui pèse comme un couvercle. Il y a aussi ce récent communiqué du comité Stop Castor Tarnac¹⁴ qui ressemble à s'y méprendre à un mauvais pastiche littéraire des Possédés de Dostoïevski ou du Comte de Montéchristo. Une sorte de Tarnac la Revanche 2, le retour. On y apprend que le dit comité voit dans « l'appel de Valognes » l'occasion de prendre sa revanche après l'affaire dite de Tarnac qu'il-elle-s identifient comme « une tentative forcenée, et à ce jour réussie, pour contenir aux frontières l'extension du mouvement anti-nucléaire allemand. ». Pour mémoire les sabotages de caténaires dont les camarades furent alors accusés avaient été revendiqués par un groupe antinucléaire allemand.

Non l'essentiel n'est pas que quelques camarades aussi solidaires que l'on puisse être depuis longtemps face à la répression qu'il-elle-s ont subits et qu'il-elle-s subissent toujours, prennent leur revanche contre l'Etat, mais de participer à reconstruire une opposition au nucléaire un peu tangible. Il ne faudrait pas qu'une telle opération n'assèche un peu plus l'existant et n'écoeure encore davantage ceux et celles qui continuent de croire qu'un avenir sans autre nucléaire que celui qu'ils nous ont légué est possible.

Par ailleurs, il faudrait être singulièrement coupé de notre époque pour penser que nos spleens et nos goûts de la revanche, aussi légitimes qu'ils puissent être, ne peuvent à eux seuls mobiliser au-delà de nos petits milieux.

Mais ce qui est plus problématique c'est que de l'appel initial au mode opératoire, il y a un comme un spectre qui hante le théâtre des opérations : du geste fort à l'idéologie du blocage en passant par l'obsession du secret et l'appui sur le local. Cet appel sonne comme un programme politique et une mainmise théorico-pratique sur une initiative qui se voulait multiple.

L'idée quasi religieuse, en tout cas messianique, au cœur du texte d'appel, qu'au milieu du désastre nucléaire et d'un

mouvement antinucléaire relativement exsangue, un geste fort pourrait ouvrir rien de moins qu'une nouvelle phase du mouvement antinucléaire, manque pour le moins de modestie, voir relève d'un délire quasi mystique. Et c'est deux vieilles chansons qui resurgissent : « du passé faisons table rase » et « nous avons commencé ». Pour autant comme disait l'autre : « Il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni tribun... » Et dans l'idée même de phases au sein du mouvement antinucléaire se profile une vision emprunte d'historicité si chère à l'hégelo-marxisme. Il y aurait comme une sorte de sens de l'histoire, un destin collectif et des groupes d'individu-e-s à même par leur seul activisme d'influer sur ce destin collectif. Et cette pente conduit également à une rupture avec ce qui a précédé sur le mode du Tabula Rasa qui tend inévitablement à produire une sorte d'apologie absurde de la jeunesse. Or comme disait la chanson, « l'âge ne fait rien à l'affaire ». Et comment peut on s'associer librement lorsqu'on élabore une stratégie sur le nous avons commencé et le secret ? N'ya-t-il pas là une logique d'avant-garde qui ne dit pas son nom ?

Il n'y a d'ailleurs rien d'autres à discuter pour certain-e-s que de perspectives pratiques dans cette histoire de Valognes. Pourtant, il faut espérer que le camp permette que s'ébauchent collectivement réflexions tout autant que pratiques. Et finalement ceux et celles qui renvoient ceux et celles qui pour de bonnes ou de mauvaises raisons refusent de participer au blocage à un au-delà du mouvement nous rejouent une étrange version activiste du hors l'Eglise point de Salut.

PAR CONTRE CE QUE CE BLOCAGE PEUT OFFRIR, c'est l'occasion une fois de plus de matérialiser un point de vulnérabilité du programme nucléaire. Si aujourd'hui les luttes contre le nucléaire en France sont en difficultés c'est que si partout de par le monde où pousse une nouvelle verrue nucléaire, des mobilisations surgissent, en France les nucléocrates construisent souvent sur l'existant et en territoire conquis et vaincu. Ce sont donc les nouvelles constructions (THT) et les transports qui sont aujourd'hui les points les plus vulnérables du monde nucléaire. Parce que des oppositions peuvent y surgir et s'y développer plus facilement. Parce que les édifices ainsi construits ou les moyens de transports de matières radioactives sont également moins « surveillable ».

Ce blocage se construit également comme un dépassement des stratégies électoralistes portées par de nombreux antinucléaires. A l'aube d'une campagne dont les récents attermolements de l'accord EELV/PS finissent de nous montrer le peu de perspectives que l'on peut attendre, sur ce terrain du nucléaire, d'un changement de majorité, l'idée de passer à l'action et de réintroduire la question du rapport de force dans un combat antinucléaire qui n'a eu de cesse de se

rapprocher du simple lobbying est plus qu'urgente. Surtout qu'en ce qui concerne le chantier EPR de Flamanville, et son maillon faible, les THT, les pylônes devraient être montés dans les prochains mois. Laisser l'EPR se construire c'est laisser se propager une nouvelle génération de nucléaire et avec elle une résignation toujours plus grande.

Combattre la résignation ambiante est d'ailleurs un des objectifs de ce camp et de cette tentative de blocage. Le dernier mouvement des retraites, le déferlement de mesures sécuritaires et liberticides, les plans d'austérité qui aiguisent chaque jour davantage notre précarité et les rapports d'exploitation au profit des plus riches, nos rares espaces d'autonomie toujours plus rognés, les catastrophes écologiques, tout concourt à nous laisser toujours davantage face au vide et nous laisse comme un sentiment d'impuissance.

Se réapproprier nos luttes et un peu de nos vies, combattre ce monde absurde ici et maintenant mais avec l'envie de le faire tomber, ça peut se faire à entre autre et modestement à Valognes. Et en échos aux luttes des compagnon-ne-s allemand-e-s, comme avec l'idée que la lutte contre le nucléaire et son monde n'a pas de frontière. Et le blocage n'est pas l'essentiel, même s'il est important pour rompre avec le sentiment d'impuissance dans lequel Etat et capital nous plongent. Parce que l'essentiel est de se ressaisir sur ce terrain du nucléaire comme sur d'autres d'une envie de lutter collectivement. Surtout que sur cette voie du blocage, nous savons qu'elle ne peut participer qu'au harcèlement symbolique et économique des tenants du nucléaire. Que des trains nucléaires il en est passé et il en passera d'autres. Que contrairement aux illusions véhiculées par de nombreux antinucléaires ce n'est qu'un mouvement généralisé qui peut mettre à bas le nucléaire et son monde.

Ceux et celles qui ne se reconnaissent pas dans l'idée ou les conditions de ce blocage y ont donc également toute leur place pour discuter, échanger, ouvrir de nouvelles perspectives pratiques.

Il ne faudrait pas que la menace qui plane sur ce blocage d'un avancement du départ du train hypothèque ces perspectives de réappropriation collective.

Ce ne sera pas à Valognes que le Monde nucléarisé s'effondrera, mais faisons de ce moment là, un moment où s'élaborent, se tissent des complicités, des échanges et des perspectives et portons également si nous nous en donnons les moyens et si l'Etat nous en laisse la possibilité un coup au nucléaire

19 Novembre 2011,

Un rétif dans la pampa cotentinaise.

In *Pas de Sushi, l'État Geiger* n°2, Novembre 2011

- 1. *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, Jaime et René Riesel, éditions L'Encyclopédie des nuisances, 2008.
- 2. On pourrait parler de la lutte de Chooz ou de celles qui ont eu lieu à la fin des années 80 en Anjou.
- 3. A ce propos, on peut lire : *La Santé publique atomisée*, Jean-François Viel, la découverte, 1998, et *La Tentation totalisante, remarques sur la nucléarisation du monde en Nord-Cotentin*, Miguel Anger, 2001.
- 4. *Fukushima sous l'épaisseur du silence : La gestion de crise : de la tradition dans la modernité*, in *Pas de Sushi, l'état geiger* n°1, octobre 2011.
- 5. *En finir avec le nucléaire et son monde*, Association contre le nucléaire et son monde, 1994.
- 6. *La Piste brouillée des congaceiros dans la pampa sociale*, Léopold Roc, 1995, Editions janvier 2010.
- 7. "Il se passe quelque chose de bizarre à Rennes.", http://www.ouest-france.fr/actu/actuDet_Il-se-passe-des-choses-bizarres-a-Rennes...-39382-2009728_actu.Htm
- 8. *L'Idéologie du blocage*, André Dréan, 2010.
- 9. *Actions directes contre le nucléaire et son monde (1973-1996)*, Vol.1 et2, Black Star éditions.
- 10. Le CRILAN s'est depuis longue date opposé à stopper les retours de déchets nucléaires vers l'Allemagne. Il faut remettre cette prise de position dans un contexte où le mouvement allemand ne bloquait que les retours, laissant les déchets venir jusqu'à la Hague. La situation n'a alors fait que renforcer localement l'idée déjà très présente dans la lutte que La Hague ne devait pas devenir la poubelle nucléaire du monde. Cette position s'est également construite sur une logique de gestion de l'existant. Que faire des déchets à l'heure actuelle ? La position du CRILAN comme celle de nombreux groupes écologistes pensant la question du nucléaire en gestionnaires était que les déchets devaient rester sur le lieu de production ou y retourner. Du coup les déchets allemands étaient appelés pour eux à rester ou à revenir sur les centrales allemandes. Dans les faits aujourd'hui ils vont vers le centre de stockage de Gorleben... Et de toute façon, si l'on considère qu'un transport de déchets est dangereux, un retour l'est tout autant qu'un aller.
- 11. *Plogoff, des pierres contre des fusils*, Film de Nicole et Félix Le Garrec, 1981 [on peut lire à ce propos l'article : Retours sur les luttes antinucléaires, *Pas de sushi, l'état geiger* n°1, octobre 2011.
- 12. *Aujourd'hui Malville, demain la France*, La pensée sauvage, 1978 [on peut lire à ce propos l'article : Retours sur les luttes antinucléaires, *Pas de sushi, l'état geiger* n°1, octobre 2011.
- 13. A ce propos, on peut lire la brochure sortie récemment sur les luttes allemandes et le courant autonome en son sein : *La Lutte contre l'état nucléaire*, Collectif, téléchargeable ici : http://paris.indymedia.org/IMG/pdf/Lutte_contre_letat_nucleaire.pdf
- 14. *Nous aussi nous irons à Valognes* : <http://jura-lib.noblogs.org/2011/11/16/stop-castor-cotentin-du-22-au-24-novembre/>



Valognes et après...

Impressions générales

Gardons-nous de voir dans ce qui s'est passé à Valognes fin novembre une forme décisive et définitive que prendrait un toujours improbable mouvement antinucléaire en France. Constatons simplement, modestement et de manière réaliste, que quelque chose s'y est potentiellement ouvert et que c'est d'ailleurs le pari que nous avons fait.

Mais admettons sincèrement que les formes prises par cette initiative posent, en effet, des orientations privilégiées qu'il convient de questionner dès maintenant au risque qu'elles ne s'imposent à nous sans que nous les ayons choisies, dans l'euphorie du moment. Une euphorie certes bien légitime, mais venant essentiellement d'une réussite organisationnelle qui ne peut constituer une base suffisante pour poser une critique du monde nucléarisé et qui ne doit pas masquer les manquements de cette initiative (gardons-nous pour le moment d'imputer ces manquements à tel ou tel « courant », puisqu'ils proviennent avant tout du fait de ce pari de travailler collectivement en

tension avec les divergences évidentes qui habitent la nébuleuse antinucléaire en France, et en ayant laissé ces divergences au second plan dans un premier temps).

Pour le dire autrement, le pari était d'ouvrir un espace de discussions et d'initiatives communes à partir d'un point d'accord minimal : face à l'ambiance « citoyenne » [Voir pour les analyses à ce sujet les ouvrages de l'Encyclopédie des nuisances, et notamment : R. RIESEL et J. SEMPRUN, « Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable ».] qui pollue nos contrées depuis des années, une forme de déférence (de passion même) à l'égard de l'Etat s'est installée tranquillement en évacuant toute colère et toute possibilité d'engager un conflit réel avec lui, et en laissant place aux « aménageurs de la survie administrée » [Ibid.]. Que cette ambiance-là ait été perturbée à Valognes ne signifie pas grand-chose en soi. Et le plaisir ressenti quand on apprend deux jours après Valognes que, de manière assez improbable, le paysan dans la cour duquel le fourgon de ravitaillement des flics a cramé a partagé le même plaisir que

nous, faisant référence à l'histoire des luttes agricoles (les fameux « gestes » de la FNSEA...), doit nous rappeler que ces formes-là n'assurent en rien la forme et le contenu des suites. Ne boudons pas notre plaisir mais sachons prendre un peu de recul.

Ce que nous avons réussi

Sans se préoccuper de la mauvaise blague qui prétend qu'en matière de blocage, tout ce que, in fine, nous aurions réussi à faire, compte tenu des craintes d'Areva et de l'anticipation d'une journée du départ du train, c'est de l'avoir fait partir 22 heures avant l'heure initialement prévue, ramenons tout de même l'intention affichée du blocage à ce dont nous nous sentions capables, à savoir perturber le train-train quotidien de l'industrie nucléaire. Pour le coup, il n'était pas évident d'y parvenir aussi efficacement pour une première depuis bien longtemps par chez nous.

Avant même le matin du rassemblement, nous pouvions mesurer une certaine réussite compte tenu des craintes d'Areva et de l'État français, identifiables à la fois par ce départ anticipé du train et par une mobilisation policière qui, si elle s'est en partie ridiculisée par son inefficacité matinale, a surtout rappelé le vrai visage d'une société nucléarisée, nécessairement adossée à un État policier dont l'autoritarisme n'a d'égale que son arrogance liberticide.

18

Nous savons désormais que 800 personnes déterminées et organisées sous un mode horizontal, faisant preuve d'un peu d'intelligence collective, ont pu déjouer momentanément un dispositif policier massif (3.000 flics le long des voies en France et au moins 500 aux abords de Valognes) ce qui leur a permis d'accéder aux voies en y perpétrant quelques dégradations (déballastage grossier, rail tordu à un endroit, signalisation électrique hors service pour quelques jours...). La stratégie de l'étalement le long des voies a également permis un harcèlement de plusieurs heures. Ne négligeons pas le plaisir d'avoir mis le feu au fourgon de ravitaillement de la flicaille qui, comme beaucoup d'Allemands et d'Américains avant lui, s'est piteusement égaré en plein milieu du labyrinthique bocage cotentinois, à l'endroit même où nous ruminions notre première reculade. Mais là encore regardons lucidement la tension qu'a pu produire cette escarmouche sur le moment. Il est évident que tout le monde n'était pas prêt à vivre sereinement cet acte et qu'il a contribué à affaiblir la complicité installée toute la matinée et de ce fait à compromettre les suites du harcèlement des voies ferrées.

Nous savons que ces complicités de circonstances sont fragiles et nécessitent une attention de chacun à tout instant si on veut conserver une certaine unité, condition de notre force dans ces situations. Mais l'expérience du mercredi laisse toutefois présager de nouvelles opportunités de ce type, sans négliger le « retour d'expérience » policier mais sans négliger non plus nos nouvelles passions « géographiques » et la possibilité d'être rejoints par d'autres, et ce d'autant plus que cette journée est

loin d'avoir effrayé les participants et sans doute pas non plus les observateurs, étant donné la couverture médiatique, qui fut plutôt bienveillante (et juste) en ce qui concerne la description des scènes de rapports de force. Pour ce qui est des suites judiciaires, sans négliger les inculpations et l'enquête à venir qui pourrait alourdir les conséquences, pour le moment elles promettent d'être moins lourdes qu'à l'accoutumée dans de telles circonstances.

Si de tels constats réjouissants sont possibles, on le doit en partie à une construction collective qui fut loin d'être complètement chaotique. Alors même que la nécessaire discrétion (j'y reviendrai) qu'imposait cette initiative ne facilitait pas une grande ouverture dans la participation aux décisions pour la préparation du camp, on peut avoir le sentiment que les réunions publiques préalables et les assemblées du camp ont permis de compenser ce défaut initial et de fabriquer une certaine horizontalité, nécessaire pour faire exister une confiance et une complicité. On notera quand même un bémol puisque si de telles assemblées (avec autant de monde) ont pu exister c'est qu'elles étaient constituées essentiellement de groupes affinitaires ayant pu se préparer auparavant et en parallèle, mais laissant du coup un peu seuls et désemparés celles et ceux qui nous ont rejoints isolément. Il y aura là à réfléchir sur la possibilité de trouver pour tous une place à égalité de quiconque. Mais, déjà, retenons que les discussions en allers-retours entre groupes affinitaires et assemblées semblent pertinentes et que le déplacement effectué dans l'après-midi du mardi des groupes affinitaires vers des groupes « géographiques » a sans doute permis à des individus isolés de trouver plus facilement une place à égalité de chacun. Mais si ce type de fonctionnement est une évidence pour beaucoup d'entre nous, la diversité des histoires politiques qui se rencontrent dans un tel moment doit être l'occasion de mettre en discussion cette horizontalité, d'autant que beaucoup d'organisations installées dans l'opposition au nucléaire se caractérisent par un fonctionnement centralisé et hiérarchique et que cette situation a beaucoup contribué à une démobilisation massive depuis des années.

Concernant la discrétion que nous nous sommes imposée, elle doit continuer à faire problème et n'être en rien systématique. Cependant, il faut reconnaître ici que la discrétion quant aux lieux du camp et du rassemblement a eu deux avantages décisifs. Pour le camp, il fallait protéger le propriétaire des pressions inévitables qu'il aurait subies, d'autant plus qu'il n'y avait pas assez de monde sur place au quotidien pour ne pas le laisser seul. L'histoire a l'air de nous donner raison. Pour le lieu du rassemblement, il était encore plus improbable de le tenir caché aussi longtemps, avec le risque que les locaux et les individus ne faisant pas partie des groupes affinitaires précités ne soient pas au courant du lieu et prennent à la fois peur d'autant de mystère. Difficile de dire si cette peur a existé et dissuadé, mais force est de constater que les « autorités » ont

été un peu prises de court en n'apprenant qu'une trentaine d'heures à l'avance le lieu du rassemblement. L'histoire de Valognes démontre donc qu'il est envisageable de tenir secret des informations de ce type (mine de rien quand même assez largement partagées...) à condition que les intentions précises soient affichées. À propos de ces dernières, il restera à discuter collectivement, mais il semble que la majorité des participants auront appris à accepter les modes de dégradation des voies ferrées adoptés, en ayant confiance dans le fait que les conséquences ne pouvaient être que matérielles et aucunement humaines. Les Allemands nous l'avaient prouvé depuis des années. On notera au passage que la couverture médiatique (que nous avons largement suscitée) aura aussi aidé à faire connaître le lieu du camp et du rassemblement à la dernière minute. Notamment localement.

En lançant cette initiative, nous avons le sentiment qu'une des raisons qui maintenaient l'opposition au nucléaire en léthargie consistait en ce qu'aucun rassemblement populaire depuis des années ne pouvait se targuer d'un quelconque résultat. L'opposition se résumait à quelques mobilisations symboliques qui n'avaient d'autres ambitions que de fabriquer un terrain à peine fertile pour des récupérations électorales assurant le prolongement de l'industrie nucléaire. En contraste, l'opposition allemande n'a fait que se renforcer depuis des années, et ce notamment grâce à l'activité militante dans le Wendland (Gorleben). Elle s'est renforcée à l'endroit même où elle avait subi un premier échec, la mise en chantier du site d'enfouissement de déchets de Gorleben. Vue de chez nous, la situation paraît paradoxale puisque, historiquement, chaque victoire de l'industrie nucléaire a été suivie d'une déliquescence de l'opposition, notamment parce que, de manière pragmatique, une fois en place, l'installation nucléaire est suffisamment bien gardée pour décourager toute tentative de perturbation. L'histoire de la mobilisation dans le Wendland dit, entre autres choses, que pour rester vivante une opposition a besoin de sentir qu'elle a prise concrètement sur ce qu'elle condamne. Et le transport de matières radioactives reste le rare domaine du nucléaire difficile à surveiller pour un État. Si les Allemands n'ont qu'une seule fois en quinze ans (et au tout début) réussi à faire faire demi-tour à un train de déchets, on serait de mauvaise foi à ne pas considérer comme une avancée la possibilité concrète de perturber ces transports et d'être chaque année plus efficaces. C'est aussi une manière de reprendre prise sur nos vies. Là était le pari initié à Valognes et qui semble suffisamment partagé pour promettre des suites. Cette attitude a au moins le double avantage d'être à la hauteur du totalitarisme nucléaire (qu'on ne combatta pas en posant des panneaux solaires sur son toit) et de commencer à faire sentir la force d'une collectivité qui s'organise pour reprendre ses affaires en main.

De manière lapidaire et approximative, l'appel de Valognes faisait référence à l'ancrage local comme critère déterminant

pour la réussite des luttes. Plogoff servait alors de démonstration. L'histoire est sans doute plus complexe puisque quelques années avant Plogoff, sur un territoire géographiquement et culturellement proche, les habitants de la région de Brennilis ont majoritairement laissé une centrale s'y installer. Il faut croire que d'autres ingrédients qu'une simple résistance locale à l'envahisseur entrent en ligne de compte dans la construction de telles luttes. Nous n'engagerons pas ici une telle analyse, mais il s'agit d'avoir en tête ces précisions pour décrire la place de l'ancrage local que nous avons essayé de tenir dans cette initiative de Valognes.

La situation du Nord-Cotentin dans son rapport au nucléaire est connue de tous. L'opposition au nucléaire s'est marginalisée au fur et à mesure que l'industrie nucléaire s'imposait comme bassin d'emploi et comme manne financière pour la région. L'incessante contre-information des militants n'y a rien fait jusqu'à aujourd'hui. Il était donc évident que l'appel à perturber le départ du train Castor lancé par des groupes majoritairement distants géographiquement de cette région revêtait un caractère « hors sol » inévitable. Assumer de le dire comme tel, c'est aussi assumer que ce caractère « hors sol » est notre condition commune à tous, et qu'un révolutionnaire sincère dans une quelconque usine n'est pas moins « hors sol » qu'un opposant breton au nucléaire de passage dans la Manche. L'atomisation des individus et la destruction méthodique de toute communauté culturelle ancienne ne sont pas pour rien dans cette situation. La question posée est donc de savoir que faire de cette condition et non pas juste de la déplorer, disqualifiant d'avance toute initiative.

La moindre des choses pour les initiateurs de l'appel était de comprendre l'histoire de la cohabitation avec le nucléaire dans le Nord-Cotentin et de s'appuyer sur les quelques forces encore actives et déterminées à en finir avec le nucléaire. Cela aura été fait un peu dans la précipitation grâce à une présence régulière sur place et à deux réunions publiques préalables. Ce qui est certain c'est que ce rendez-vous n'aurait pu se tenir sans l'implication des locaux mais que tout reste à faire pour que ce « coup d'éclat » soit le début d'un travail commun avec eux. La prochaine réunion de Coutances (le 14 janvier) voudra commencer ce travail. Les premiers retours que l'on pressent, malgré un cafouillage sur l'assemblée du mardi soir où beaucoup de gens du coin étaient venus à une discussion sur l'histoire des luttes et les perspectives qui n'a pas vraiment eu lieu, sont plutôt positifs. Et alors même que nous n'avons pu, pour cause de discrétion, prévenir les voisins des rails de notre arrivée impromptue, ces derniers ont majoritairement bien vécu la situation. D'avoir pris le temps d'aller à leur rencontre après coup était important. Ne pas laisser seuls les locaux assumer les conséquences de notre passage sera aussi la condition de la justesse de notre position.

DE VALOGNES AUX THT

Retour sur le blocage de Valognes, et la lutte contre la ligne THT qui s'en est suivie

De la volonté de ne pas laisser passer Castor comme ça

L'initiative du camp de Valognes et de cette tentative de « blocage » (le terme blocage est un bien grand mot, parlons plutôt de ralentissement) de train de déchets nucléaires hautement radioactifs appelé Castor (Cask for Storage and Transport of Radioactive material) allant de Valognes au centre d'enfouissement allemand de Gorleben, ainsi que la constitution du collectif Stop Castor, est arrivée assez tard dans le temps. Les premières discussions, regroupant des personnes de plusieurs villes du grand ouest notamment, sont parties du principe que la lutte antinucléaire non liée à l'écologie politique et à l'impasse historique qu'elle représente puisque s'accommodant des modes de production capitaliste et des jeux d'alliances partidaires dont on connaît les résultats, devait subir un coup de fouet, passant par une appropriation collective de modes d'actions directes. Le sentiment global de démotivation de la population locale dans La Manche opposée notamment au projet de l'EPR à Flamanville et de son corollaire, les lignes THT Cotentin-Maine, parce qu'achetée à grand coup d'euros par RTE (Réseau de Transport d'Electricité, filiale d'EDF) ou épuisée par des années d'agitation sans résultats concrets, a également fait partie des constats amenant à vouloir organiser l'événement. L'idée était bien d'aller directement dans le département le plus nucléarisé de France, sans pour autant arriver en avant garde éclairée de la lutte antinucléaire, mais plutôt dans l'idée de rencontrer, échanger, faire participer...

20

La manifestation du 15 octobre : une étape

Les débats ont ensuite vite tourné sur la manière la plus pertinente de s'organiser, notamment en termes d'accueil de gens venant potentiellement de loin pour participer à l'action. L'idée d'un camp près de Valognes a paru très vite pertinente, puisque permettant à plusieurs centaines voire milliers de personnes de rester plusieurs jours (notamment au cas où le train partait plus tôt que prévu ; à cette période nous avions l'information du 24 novembre), de dormir, manger, s'organiser concrètement et collectivement au même endroit, et ce même en plein mois de novembre, dans La Manche... La manifestation antinucléaire de Rennes du 15 octobre permettait de diffuser largement l'information, avec dans l'idée d'organiser un cortège à la fois anticapitaliste et pour une sortie immédiate du nucléaire le plus massif possible, suivie d'une assemblée générale. La manifestation en elle-même rassembla environ 20 000 personnes, et le cortège

anticapitaliste quelques centaines. Quant à l'assemblée générale, elle fut d'une relative faiblesse, et dans le nombre – une centaine de personnes, et dans les prises de paroles. Beaucoup se regardaient dans le blanc des yeux. Il n'empêche, le travail d'information commençait, et n'en était qu'à son début. Un péage gratuit fut organisé près de Fougères pour populariser la manifestation. Il permit de récolter près de 3000€ pour le camp de Valognes.

Une organisation compliquée mais néanmoins solide

Rapidement, des réunions d'informations furent organisées dans un certain nombre de villes de France -Paris, Rouen, Caen, Rennes, Nantes, Strasbourg, Bure, Lille etc.-, collages, diffusion de tracts et tutti quanti. Un blog, le valognesstopcastor.noblogs.org/, était créé pour diffuser l'information, ainsi qu'un mail, permettant à des organisations politiques, syndicales, ou des collectifs d'apporter leur soutien, ce qui arriva petit à petit (visibles sur le blog). Assez vite et sans grande surprise, Greenpeace et le Crilan (Comité de Réflexion et d'Information et de Lutte Anti-Nucléaire), non opposés au retour des déchets nucléaires, se sont dissociés du projet. Lorsque Greenpeace et ses militant·e·s du spectacle professionnels ne sont pas à l'initiative d'une action, leur refus d'y participer est de toute façon une évidence (machine électorale et médiatique oblige)*. Au sein du collectif naissant stop castor, peu de désaccords apparents, même si les différentes tendances politiques s'affirmeront au fur et à mesure, en réussissant malgré tout à s'organiser en commun. Parallèlement à ces réunions, des équipes faisaient du repérage indispensable pour la connaissance du terrain et la stratégie, et également pour trouver un champ où le camp pourrait se tenir, tout en étant ni trop proche ni trop loin de Valognes et des voies. Plusieurs options se dessinèrent pour le champ : ce fut finalement celui d'Yvetot Bocage, aimablement prêté par un agriculteur de notre côté.

Accélérons un peu, et passons à la phase « mise en place du camp ». Le montage du camp nécessitait évidemment des infrastructures permettant de se couvrir, pour les réunions, pour manger et discuter au sec. La présence de dômes paraissait indispensable, tout comme celle de cantines (végane) pouvant faire de la bouffe à plusieurs centaines voire milliers de personnes. Monta ainsi de plusieurs coins de la France à Valognes toute la logistique nécessaire à ce camp. Et ce même dans l'urgence ! Car évidemment, Areva et l'Etat, sentant l'affaire commençant à

prendre forme, décidèrent trois jours avant le début officiel du camp, le 22 novembre, d'avancer le départ du train de 24h, nous signifiant ainsi que la pression montait de leur côté, et voulant évidemment tenter de mettre des bâtons dans les roues à l'organisation du camp et de l'action. Cet avancement de départ de train est a priori rarissime dans l'histoire des transports de déchets nucléaires, car nécessitant des modifications importantes dans les prévisions de la SNCF et des départs d'autres trains, de marchandises ou de personnes. Mais peut importe, tout un système de communication se mis en marche, et tous les groupes et individu-e-s furent d'une réactivité exemplaire. Le lieu exact du champ fut officialisé dès le lundi 21 au matin sur le blog ou via un numéro infoline spécial, et le camp fut monté le jour même, avec toutes les infrastructures s'étant engagée à être là. L'appel au blocage du train fut lui aussi avancé de 24h, le mercredi 23 à 10h00 à Lieu-Saint, juste à côté de Valognes (et non loin des voies de chemin de fer).

Le camp, l'organisation, le politique

La première journée du camp fut donc liée à l'organisation même du camp. Nous passerons ici les détails. La deuxième journée correspondait plus à une phase à la fois informative et organisationnelle sur le plan stratégique. Des équipes partirent dans Valognes (centre-ville, lycée etc.) afin de rencontrer et discuter avec les habitant-e-s, leur expliquant où se trouvait le camp et les invitant à l'assemblée générale du soir, leur donnant le maximum d'informations sur la dangerosité des transports de déchets et du nucléaire, du secret et de la militarisation qu'il y a derrière, du faux semblant écologique qu'EDF et l'Etat lui donne à grand coup de médias, de la dépossession des populations de la conception et de la consommation de l'énergie que cela implique, des expropriations de terres et d'habitats systématique et à grand coup de matraques et d'euros imposées aux populations locales etc. Bref, pourquoi une sortie immédiate du nucléaire est indispensable et vital sur le plan humain. Sur le camp même, les médias affluent, et restent limitées à l'entrée (décision d'assemblée générale), ne pouvant filmer, prendre en photo ou enregistrer que ceux et celles qui le veulent bien. Beaucoup de médias locaux, et un certain nombre de médias nationaux. Nous le savons : l'événement sera suivi. Des réunions ont lieu toute la journée : réunion de la legal team en vu de prévenir d'éventuelles arrestations et de pouvoir organiser le plus vite possible la solidarité ; réunion assez large sur les comportements diverses et variés à avoir en action, en présence policière massive et/ou violente, en garde-à-vue etc. avec croisement de point de vue et expériences ; réunion de la medic team chargée des soins dans le camp, et surtout le jour

J ; réunion autour de la stratégie finale à avoir pour aller sur les voies, tout en considérant les différentes envie et possibilités des personnes présentes en fonction de l'âge, des passifs avec la justice, des peurs de la violence policière etc. ; une projection/débat sur l'histoire des luttes antinucléaire allemande ; et pour finir, le soir, afin de permettre aux personnes qui taffent de venir, l'assemblée générale ouverte devant discuter des perspectives de lutte.

Dans l'ensemble, cette assemblée générale sera quelque peu décevante, notamment sur le plan du nombre limité des prises de paroles, et sur la tonalité même du fond, comme de celle de l'ensemble de ce camp, très tournée sur l'action du lendemain et moins sur un fond politique. Par exemple, aucune table de presse ne verra le jour, quasiment aucuns textes ne tourneront pendant ce camp. De plus, peu de décisions en perspective seront prises. Néanmoins, cette assemblée générale aura eu quelques points positifs. Le nombre d'abord, au moins 300-400 personnes. Les personnes qui la constituaient ensuite : quelques locaux, des scissionnistes du réseau Sortir du nucléaire (qui soutenaient officiellement le camp mais qui n'a pas brillé par sa présence massive -notons tout de même son aide financière de 2000 euros...) refusant son autoritarisme et sa bureaucratisation verdissante, des anti-nucléaires de Bure opposé-e-s au futur centre d'enfouissement de déchets nucléaires, des squatteur-euse-s de la ZAD refusant la construction d'un aéroport international à Notre Dame des Landes près de Nantes, des opposants italiens de « No TAV » qui luttent avec conviction contre le chantier de construction du train à grande vitesse devant relié Lyon et Turin par la montagne etc. Politiquement, tout se tient : c'est bien la multinationale Vinci qui construit l'EPR de Flamanville, le projet d'aéroport de Notre dames des Landes, le TAV franco-italien... C'est bien contre le capitalisme et ses relents productivistes qu'il faut lutter, et qui mérite qu'on lui mette le plus de bâtons dans les roues possible. Autre point positif : la décision de ne pas partir sans se redonner un rendez-vous. La tenue d'une assemblée générale après le camp et l'action, a priori à Coutances afin de rester dans la région et permettre aux locaux d'y participer (sans doute le plus important...), est actée. La date n'est pas fixée mais sera mise sur le blog.

Autre discussion en début et fin de l'assemblée générale : il est fort probable qu'Areva et la SNCF décident de faire partir le train dès 6h du matin le lendemain, et non à 14h comme prévu. Des guetteur-euse-s au terminal de Valognes affirment que le train est prêt à partir, que la totalité des camions venant de la Hague avec les déchets ont acheminé ces derniers. Manque juste la centaine de CRS dans le train. Nous décidons alors en AG de mettre en place un système de veille dans la nuit, quitte à partir en urgence

n'importe quand : on ne nous aura pas comme ça ! L'heure de départ du camp est avancé à 7h00 du matin, afin que l'on soit sûr d'arriver à l'heure au rassemblement prévu à Lieu-Saint à 11h et retrouver les extérieurs au camp.

L'action, entre stratégie et violence policière

Mercredi 23 novembre, 4h30 du matin, dans la joie et la fraîcheur humide, branlebas de combat ! Les CRS arriveraient au train. Tout le monde debout, tartines, cafés. 5h00-5h30, départ en pleine nuit et brouillard vers Lieu-Saint, à travers route, chemins, et champs. Environ 500-600 personnes au bas mot. Très vite, des gendarmes mobiles nous barrent la route, et ce qui était prévu comme trajet est jeté aux oubliettes. Dès 6h00, nous approchons des voies. Dès 6h00, les grenades lacrymogènes fusent et se mélangent au brouillard, tout comme les bombes assourdissantes. Dès 6h00, les flics tapent. Et quand ils n'ont plus de lacrymos, les chiens de garde nous balancent des cailloux du ballast, alors que pour la plupart nous sommes sans protections, à part contre les gaz lacrymos (foulards, lunettes de plongées, jus de citron, maalox ou sérum physiologique), et à part quelques boucliers et banderoles renforcées. Très vite, la stratégie se met en place. Un groupe principal crée un point de fixation avec les flics, et un autre se déplace vers le sud pour aller sur les voies, à travers routes ou à travers champs. Vers 8h00, un groupe de 150-200 personnes trouve les voies sans flics, et y montent pour une première salve. La technique principale utilisée fut le déballastage (enlever les cailloux de sous les voies afin de les soulever et empêcher le train de passer au risque d'un déraillement). 20 minutes plus tard, les gendarmes mobiles arrivent. Affrontements nombreux, violence policière forte, la medic team a du boulot. Puis plus tard, vers 10h00, deuxième percée sur les voies, cette fois-ci pour 30 minutes, du déballastage de fait et un transformateur électrique de cramé. C'est principalement sur cette intrusion sur les voies que l'action a marché. Après, à aucun moment nous n'avons pu retourner sur les voies, quelques soit la stratégie. Le brouillard se dissipait, l'hélicoptère nous suivait à la trace et les renforts de CRS non présents très tôt le matin se mettaient en place. Sur le temps du midi, les groupes se sont retrouvés pour discuter et savoir quoi faire. Certain-e-s étaient fatigué-e-s et décidèrent de rentrer au camp, d'autres de continuer. A part des affrontements et une continuité de la perturbation, pas grand-chose (excepté un malencontreux camion de ravitaillement de CRS chargé en boisson croisé, pillé et brûlé)... Mais le résultat était là : le train avait plusieurs heures de retard, les médias parlaient assez largement de l'action, et le clin d'œil politique aux antinucléaires allemands qui attendaient de pied ferme le train Castor était fait.

Le soir même et tout le lendemain, comptage des

blessé-es, des arrestations, et démontage, avec quelques pressions policières à l'appui (comme de nombreux contrôles sur le parking). Au résultat, 19 personnes furent interpellées. 6 passeront en procès*.

L'après Valognes

L'assemblée générale prévue pendant le camp eu bien lieu à Coutances, le 14 janvier, regroupant environ 100-150 personnes, principalement des gens de La Manche et un certain nombre d'autres ayant participé au camp. Trois points furent particulièrement abordés : le bilan du camp et de l'action de masse, un point anti-répression et sur les procès à venir, et bien sûr les perspectives, notamment au niveau de la lutte à mener contre la construction des lignes à Très Haute Tension (THT) dans La Manche et en Mayenne. Pour ce qui est du camp et de l'action en elle-même, les avis et retours furent plutôt bons, ce qui était prévu ayant relativement bien fonctionné. Pour ce qui est des procès à venir, fin janvier et début février au tribunal de Cherbourg, rassemblements, caisse de solidarité et soutien juridique furent organisés. Le principal débat de l'assemblée générale fut donc celui autour des perspectives de lutte locale. L'angle d'attaque le plus pertinent, immédiat, et en soutien direct à la difficile résistance de la population de La Manche a très rapidement fait l'unanimité : les lignes THT.

Une petite contextualisation paraît nécessaire*. La nouvelle ligne THT est censée traverser 64 communes, du Cotentin (EPR de Flamanville) au Maine. Le chantier comprend 414 pylônes sur 165 kilomètres. Le commanditaire est l'Etat, le « maître d'œuvre » une filiale privée d'EDF, RTE (Réseau de Transport d'électricité), qui mobilise 40 entreprises avec des filiales de Bouygues, Vinci ou encore Eiffage, pour un budget prévu à 350 millions d'euros. Les conséquences de la THT sur l'être humain et les animaux d'élevages sont connues notamment grâce aux études menées par le Criirem (Centre de recherche et d'information indépendantes sur les rayonnements électromagnétiques) : état dépressif, vertige, nausées, problèmes cutanées, maux de tête, pertes de mémoires, leucémies infantiles, etc. pour l'être humain ; et mammites à répétition, mortalité des veaux à 30%, etc. pour les animaux d'élevages. A l'annonce de la construction de la ligne il y a six ans, 45 des 64 communes concernées par le passage de la ligne ont affirmé leur opposition, notamment par des actions en justice, des arrêtés municipaux etc. L'Etat et RTE tentent minutieusement et systématiquement de casser ces formes de mobilisations. L'Etat via ses tribunaux et ses arrêtés préfectoraux. RTE en payant les communes, avec un budget spécifique de 20 millions d'euros à dispatcher au prorata du nombre de pylônes par communes, et en rachetant les maisons à moins de 100 mètres de la future ligne. Sur les 45 communes mobilisées à l'époque, il n'en

reste aujourd'hui plus que quatre. Le silence s'achète, mais pas pour tout le monde !

C'est de ce constat et de cette situation, et de la dynamique créée suite à Valognes, que l'assemblée générale de Coutances du 14 janvier a décidé, de manière horizontale, d'enrayer le chantier de la THT, en prônant l'action directe collective et en lien avec les populations locales. D'autant qu'à l'heure de l'assemblée, le chantier était entamé depuis un mois... La présence du maire du Chefresne, commune concernée par le passage de la ligne, a permis d'avancer dans l'organisation de la résistance. En effet ce maire, visiblement bien décidé à ne rien lâcher, a proposé à l'assemblée générale de fournir des lieux et des espaces de discussions et de résistances, au cœur même de la construction de la ligne. Logistiquement, il proposa de prêter à la résistance un château d'eau non utilisé. Pour les débats et les assemblées générales décisionnelles, la salle municipale. Et pour l'action, il proposa l'occupation d'une partie de son bois, dont une partie doit être détruite – qu'il soit d'accord ou non – par RTE. L'assemblée générale de Coutances pris donc un certain nombre de décisions : organiser la lutte anti-THT à partir de cette commune et des infrastructures proposées par le maire, avec un rendez-vous hebdomadaire (chaque dimanche à midi) au château d'eau ; organiser des actions publiques à répétition de déboulonnages ou d'occupations de chantier ; prévoir un nouveau camp dans les mois à venir, afin de tenter une nouvelle action de masse, en écho avec ce qui s'est passé à Valognes.

Sabotons la ligne THT !

Depuis lors, quatre nouvelles assemblées générales ont eu lieu, mais cette fois-ci au Chefresne. Et les positions revendicatives et politiques se sont affinées. Cette lutte là s'inscrit dans un cadre plus large de lutte pour l'arrêt immédiat du nucléaire et contre l'aménagement forcé du territoire au mépris des populations locales. Un appel de l'assemblée du Chefresne a été écrit, appelant « chacun à participer [à l'action directe] avec les moyens qu'il jugera bon pour nuire matériellement à l'avancée du chantier », et mettant en lien cette mobilisation avec celle des opposant-e-s à l'aéroport de Notre Dame des Landes, à la centrale à gaz du Finistère, à la ligne à grande vitesse Lyon-Turin dans le Val de Suze, ou encore à la ligne Paris-Cherbourg. L'assemblée

souhaite également « la réappropriation de cette lutte par la population afin qu'elle y participe activement, et souhaite travailler contre toutes les formes de résignation ». Plusieurs actions publiques de déboulonnages et occupations de chantier ont été organisées dans La Manche et en Mayenne, avec à chaque fois une présence assez (et de plus en plus) importante de gendarmes, tentant d'enrayer ou d'empêcher l'effectivité des actions. Le 11 mars notamment, « anniversaire de Fukushima », pendant que le réseau Sortir du Nucléaire organisait une pitreuse et inutile chaîne humaine dans le sud de la France, plusieurs pylônes étaient déboulonnés et des barres tordues. En parallèle, des machines de chantier se retrouvent régulièrement en panne. Des pylônes perdent ici ou là un certain nombre de boulons. Des panneaux de signalisation de chantiers disparaissent. Une tentative d'occupation de maison rachetée par RTE a été faite (mais la présence massive de gendarmes l'a empêché)... Tout est bon pour saboter la ligne THT !! Le bois du Chefresne appartenant au maire est quant à lui en permanence occupé. Des infrastructures ont été construites à plusieurs mètres de hauteur dans les arbres, accessibles via un système de cordes. L'idée ici est de nuire le plus longtemps possible à la destruction du bois, nécessaire pour la construction de la ligne. Un système de roulement est organisé afin que ce ne soit pas toujours les mêmes qui dorment dans les arbres... A la date où l'article est écrit, l'occupation du bois tiens toujours. La répression s'intensifie (déjà plusieurs convocations de militant-e-s à des gendarmeries, et un procès à venir pour déboulonnage – le 19 juin au tribunal correctionnel de Coutances-), mais elle ne nous fera pas plier !!

La prochaine étape de la résistance à la ligne THT correspond à celle du week-end de résistance, du 22 au 24 juin, organisé via l'assemblée générale du Chefresne, avec en prévision ateliers pratiques, discussions, animations, et bien sûr actions contre la ligne THT. Ce week-end se déroula au Chefresne.

Ni résignation, ni compromis, sabotons le chantier de la THT !!

Le nucléaire, c'est le capitalisme !! Sortie immédiate !!

• Mai 2012, Seb-Caen

In *Pas de Sushi, l'État Geiger* n°3, Juin 2012

*Pour plus d'informations sur Greenpeace, voire dans le présent numéro l'article - Greenpeace où la dépossession des luttes écologistes— et la brochure du même nom en cours d'élaboration

*On sait aujourd'hui ce qu'ont pris les inculpé-e-s. Pour le « vol de bouteille » et « refus de dons d'ADN » : 300 euros d'amendes et un mois de prison avec sursis. Pour le « détention de substances incendiaires » et « intrusion sur les voies » : relaxe, fautes de preuves. Pour le « port d'armes de catégories 6 » pour deux personnes : un mois de prisons avec sursis. Pour « l'intrusion sur les voies » : relaxe. Pour le journaliste ayant été pris avec une bombe lacrymogène : un mois avec sursis.

* Sources : site www.stop-tht.org, et article de Courant Alternatif n°219 d'avril 2012.

RESISTONS A LA LIGNE THT Cotentin-Maine

Depuis sept ans, des dizaines de milliers de personnes (de la Manche, de la Mayenne, de l'Ille et Vilaine et du Calvados) vivent avec l'épée de Damoclès d'une ligne Très Haute Tension programmée pour être installée de Raids (50) à Beaulieu (53).

Depuis décembre 2011, les chantiers de pylônes ont démarré et avec eux la violence d'état et de RTE (signatures forcées, travaux de destruction engagés légalement ou pas, etc...). Face à cette situation, nombre d'individus ont décidé que l'heure était à l'action directe pour tenter d'enrayer ce « rouleau compresseur » et appellent chacun à y participer avec les moyens qu'il jugera bon pour nuire matériellement à l'avancée du chantier. Si nous sommes contraints à ces pratiques c'est que l'opposition populaire à ce projet n'a, depuis que le projet est connu, rencontré uniquement que mépris et arrogance de la part de l'état et de RTE. Chacun aura compris qu'il n'y avait rien à attendre de ces institutions. C'est seulement en s'organisant par nous-mêmes avec nos

24

Les habitants du Val Susa en Italie, qui luttent contre la construction de la ligne TGV Lyon-Turin, l'ont compris depuis longtemps. Ils arrivent pour l'heure à freiner sérieusement la destruction de leur vallée.

Depuis le 14 janvier 2012 et la réunion publique de Coutances, qui faisait suite à l'action de perturbation du convoi de déchets radioactifs de Valognes, une assemblée s'est constituée autour du village du Chefresne (50), terre de résistance depuis des années à ce projet de ligne THT.

Cette assemblée, composée autant d'habitants proches du projet que d'individus en lutte contre toutes les politiques de gestion de nos vies par l'aménagement des territoires, assume entièrement l'héritage de l'action de Valognes, autant sur les pratiques de luttes, les formes d'organisation que sur le sens politique de ces luttes.

L'actualité nous montre avec bonheur que personne n'a attendu la constitution de cette assemblée pour agir sur le terrain. Déjà quelques pylônes déboulonnés, des engins en panne, des piquets de signalisation des chantiers systématiquement enlevés... Si les chantiers avancent bien trop rapidement, chacun peut constater que la panoplie des actions de nuisances reste ouverte et que les effets ne sont pas négligeables. L'état et RTE savent désormais que leur arrogance n'a d'égal que notre détermination.

Si l'assemblée du Chefresne entre aujourd'hui en résistance ce n'est pas seulement contre les dégâts sur la santé que RTE reconnaît implicitement en rachetant les maisons à

moins de 100 m de son réseau THT. Ce réseau THT est intimement lié à la production nucléaire et assumé comme telle par EDF justifiant cette ligne THT par l'EPR en construction. C'est donc également une résistance à l'industrie nucléaire que nous poursuivons aujourd'hui.

Mais ces lignes THT et la centralisation de la production électrique dont elles sont la résultante ont également une autre signification. Avec la multiplication de ces projets en France et en Europe, nous savons aujourd'hui que l'état et l'industrie ont décidé de faire de l'électricité un marché spéculatif international se donnant les moyens d'un réseau international de distribution pour vendre l'électricité de l'EPR au Maroc, en Angleterre ou ailleurs. On est bien loin du souci affiché par EDF de sécuriser la distribution en France et notamment dans l'Ouest. C'est donc aussi contre la démenche productiviste et le règne de l'économie que nous rentrons en résistance.

Si ce qui se vit aujourd'hui du côté de la Manche et de la Mayenne trouve écho chez les opposants à l'aéroport de Notre Dame des Landes, à la centrale à gaz du Finistère, à la ligne TGV Paris-Cherbourg, c'est que nous partageons le sentiment d'une même dépossession face à la gestion de masse dont participent ces projets d'aménagement des territoires.

Ce que nous a appris l'action de Valognes de fin novembre c'est que lorsque de la détermination se double d'une organisation collective horizontale (autrefois nommée démocratie directe), ce que nous récoltons n'est pas seulement de la confiance et de la force, c'est aussi le sentiment profond de reprendre nos affaires en main. Quelle meilleure réponse aux expropriateurs de nos vies et aux aménageurs de notre survie ?

La présente assemblée se veut être un soutien (plus que nécessaire) pour les habitants et habitantes qui se trouveraient démunies face au travail de destruction qu'effectue RTE contre ce qui a été, pour elles et eux, des lieux dans lesquels il et elles ont toujours vécu et/ou travaillé.

L'assemblée souhaite accompagner leur colère et les prémunir de tout acte de désespoir qui pourrait s'ajouter à leur sentiment d'impuissance, et souhaite également effectuer un travail d'information de la population contre la propagande produite par RTE quant à l'avancée, soi-disant sans « incidents », des travaux. L'assemblée souhaite la réappropriation de cette lutte par la population afin qu'elle y participe activement, et souhaite travailler contre toutes les formes de résignation.

Afin que les habitants et habitantes ne se sentent pas dépossédé-es de la lutte, ils et elles seront informé-es, par le biais des affichages, des prochaines dates auxquelles se réunira l'assemblée. Le collectif se veut ouvert à toutes les initiatives et à toutes les personnes souhaitant s'informer ou participer à cette lutte.

L'assemblée refuse toutes formes de récupération politique. Toutes les initiatives ne devront, en conséquence, afficher aucune appartenance politique ou syndicale.

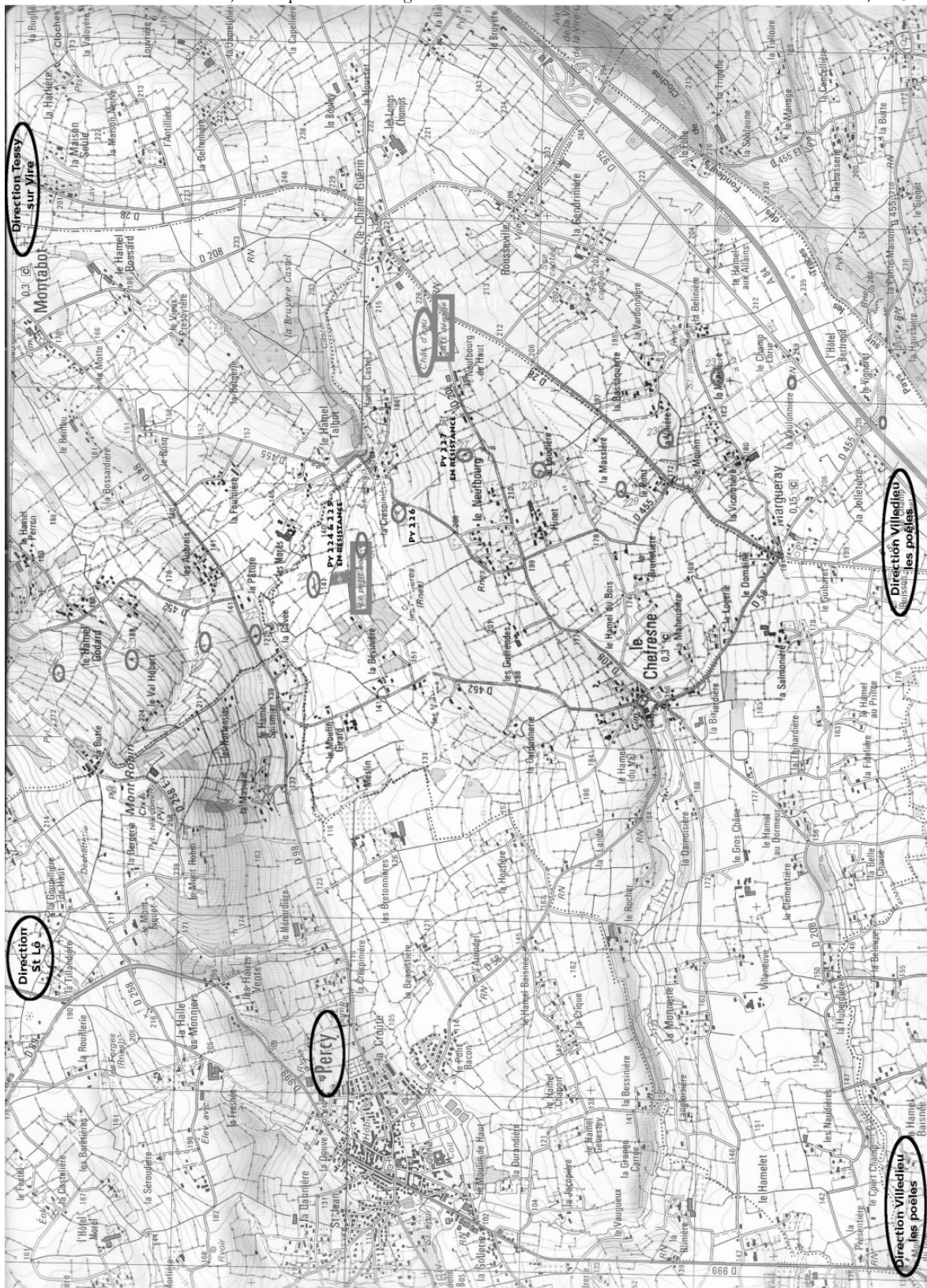
L'assemblée assumera toutes les formes d'actions, sans distinction de leur « violence », tant qu'elles n'atteignent

pas l'intégrité physique des personnes travaillant à la construction ou à la protection des lignes.

Qu'elles soient produites par les habitants de la région ou les personnes venant de l'extérieur, les actions seront assumées également. Le Collectif veut éviter les rivalités, peu constructives, entre des locaux et des non locaux.

NI RESIGNATION, NI COMPROMIS, SABOTONS LE CHANTIER DE LA THT

L'assemblée du Chefresne, le 4 mars 2012



Agenda anti-THT de fin mars à mi-juin

Samedi 21 avril et dimanche 22 avril au Chefresne (50) – Initiation à la grimpe

14h samedi et dimanche au bois de la Bévinière

Mercredi 25 avril à Villedieu (50) – Interférence avec les chantiers

RDV à 7h au parking de l'HyperCasino

Samedi 28 avril au Pertre (35) – Promenade sous les pylônes

Appel public à se mobiliser contre la THT avec différents niveaux d'implication possibles.

RDV à 14h devant la mairie

Mercredi 9 mai à Coutances (50) – Interférence avec les chantiers

RDV à 7h au parking du Leclerc

Tous les dimanches au Chefresne (50) – RDV pique-nique du Château d'eau.

Pique-nique de 12h à 13h30.

A partir de 13h30 :

Travaux pour renforcer les différents points de résistance sur le Chefresne.

Discussions et préparation de la lutte.

Imaginaire à construire de la résistance sur tout le tracé.

Préparation du WE de résistance.

12h à l'ancien chateau d'eau du Chefresne

26

Samedi 2 juin 2012 à Saint Pierre des Landes (53)-Action de dénonciation du projet de la ligne THT Cotentin-Maine

RDV place de l'hotel de ville à ERNEE (53) à 10h

Aujourd'hui, la ligne THT Cotentin-Maine montre son vrai visage au coeur du bocage Mayennais en perçant son paysage d'innombrables pylônes. Mais face à cela, de nombreux citoyens et résistants manifestent toujours leur ferme opposition au projet de la ligne THT.

Après, le blocage d'un chantier le 23 janvier à Beaulieu sous Oudon, la dénonciation de l'enquête publique à Bourgon le 6 mars, et les actions de déboulonnage publique du 11 mars à Montaudin et le 28 avril 2012 à Saint Cyr le Gravelais; Le Collectif Anti-THT 53 organise une action grand public de sensibilisation de la population ce samedi 2 juin sur les impacts de la construction de la ligne THT et les manœuvres de RTE pour installer les pylônes sur des terrains privés.

Au programme :

Conférence de presse,

Témoignage d'une famille qui a résisté jusqu'à ce jour aux injonctions et manœuvres de RTE qui veut poser un pylône sur leur terrain,

Construction participative d'une cabane en bois habitable sur l'emplacement d'un pylône en signe de résistance.



Les petites mains ont encore frappé !

Un train de déchets radioactifs hollandais vient de traverser la France, de Lille à Valognes. La SNCF a, de nouveau, dissimulé son trajet à toutes les municipalités, et de fait à la population riveraine, afin d'éviter toute mobilisation hostile.

Si la SNCF, Areva et consor ont réussi sur ce (bas) coup, ils ne peuvent surveiller tous les pylônes en (difficile) construction de la (feu) future ligne THT Cotentin-Maine, ni les lignes existantes. Or, de toute évidence, sans THT, point d'EPR à Flamanville. Train de déchets, lignes THT, centrales nucléaires sont les cibles les plus emblématiques des opposant-e-s à la société nucléaire.

En ce jour d'un énième passage de convoi radioactif, des petites mains ont décidé de déposer des boulons, provenant de pylônes de ligne très haute tension, devant le siège de la filiale d'Aréva (Euriware) à Saint-Grégoire (35).



Ni THT, ni EPR, ni Castor ! Guerre au nucléaire et son monde !

Texte trouvé sur internet

Un pylône déboulonné

Samedi 28 avril, nous étions une soixantaine d'opposants à la ligne THT Cotentin-Maine réunis dans la campagne de Saint-Cyr-le-Gravelais (53) autour du pylône n° 561 -stop-

Dans une ambiance bon-enfant, sous une symphonie mêlant roulements de tambours improvisés et cris du pylône martelé par des pierres, des actions de déboulonnages et de sciages ont pu être entreprises -stop-

Alors que certains pylônes sont déjà sur pieds en Mayenne, ces actions nous paraissent nécessaires pour enrayer l'avancée des chantiers par RTE -stop-

Si nous continuons ici cette résistance ce n'est pas seulement pour lutter contre les dégâts sur la santé, c'est aussi contre le rouleau-compresseur qu'est le complexe nucléaire auquel la construction de cette ligne THT est intimement liée -stop-

Toutefois une soixantaine de gendarmes (dont une bonne partie en tenue anti-insurrectionnelle) nous ont délogés et ont donc mis un terme à nos actions, avant de nous escorter de très près jusqu'à nos véhicules -stop-

Grâce à la non-coopération des manifestants et à une bonne cohésion de groupe, aucun contrôle d'identité n'a pu être effectué et aucune arrestation n'est à déplorer -STOP THT-

28



Ce n'est que le début ; la ligne THT ne passera pas ! Ni en Mayenne ! Ni ailleurs !

Jours et nuits au Chefresne (50) – Occupation du bois de la Bévinrière

L'occupation du bois de la Bévinrière s'inscrit dans le long terme.

Au bout de 7 semaines d'occupation déclarée, le bois de la Bévinrière s'installe dans une perspective de longue durée.

La vie au bois se structure et s'organise, différents travaux ont permis de faire évoluer le lieu. D'autres projets sont toujours en cours.

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui sont passées et du soutien qu'elles ont pu apporter, qu'il soit moral, matériel ou nutritif.

Nous, locaux et moins locaux qui participons à faire vivre cette occupation, en y passant une ou plusieurs nuits, en y construisant abris et protection apprécions cette solidarité.

Nous espérons que celle-ci s'amplifiera encore lorsque les autorités tenteront de nous déloger.

En attendant, si les nombreuses visites de ces dernières semaines ont été un formidable soutien, nous

souhaitons les limiter de manière générale aux mercredis, samedis et dimanches, entre 12 h et 19h... A moins que nous appelions à d'autres festivités qu'elles soient conviviales en soirée, ou confrontative (probablement plus matinale).

Des visites en dehors de ces créneaux sont toujours possibles surtout si elles durent plusieurs jours (et nuits). Dans ce cadre, il est conseillé de joindre la permanence du camp au 06 28 94 72 13 quelques jours avant.

Merci de respecter cette règle sachant que l'objet du camp est justement d'empêcher une visite à l'improviste... d'élagueurs et de forces à leurs ordres.

Les occupants et occupant-es du bois de la Bévinrière.



Mardi 19 juin à Coutances (50)- Rassemblement de soutien au militant de Marais sous tension poursuivi pour déboulonnage

TGI de Coutances - 9h : dénonciation du projet de ligne
THT Cotentin-Maine

Les actions de résistance aux chantiers de la ligne THT se sont multipliés depuis le début de l'année 2012, une année que la lutte avait annoncé compliquée pour RTE et consort, ce qui s'est confirmé au fil des mois avec de nombreux bâtons dans les chenilles du rouleau compresseur.

Une des formes d'action que nous avons pu observé sinon mettre en pratique est le déboulonnage des pylônes en cours de montage ou terminé de monté.

Plus ou moins symboliques suivant le nombre de boulons enlevés, et les dégâts annexes causés, c'est déboulonnages furent et sont encore un des symboles de la lutte en cours contre cette ligne THT.

C'est dans ce contexte et avec les usages de la désobéissance civile (acte revendiqué à visage découvert) que s'est déroulé le déboulonnage du 18 mars 2012 appelé par Marais sous Tension.

Ce jour-là, 8 militants accompagnés d'une soixantaine de soutien ont entrepris d'enlever quelques boulons du premier pylône érigé sur la commune de Saint Martin d'Aubigny au coeur du champ de résistance de l'association anti-THT Marais sous tension. Les forces aux ordres de RTE et du lardin préfectoral de cette entreprise ont alors décidé d'une arrestation ciblée, celle du président de l'association, bien qu'il ne fut qu'un des huit déboulonneurs.

Celui-ci se retrouve donc devant le TGI de Coutance le 19 juin 2012, convoqué à 9 h, heure à laquelle nous invitons à ce qu'il soit soutenu et bien au-delà du soutien qui lui sera porté, c'est un soutien à toute la lutte contre la balafre de la THT que nous revendiquons ce jour-là.

30

Bref retour sur la journée du 6 mai à Notre Dame de Cenilly (Manche)

Communiqué des absentEs de l'Aubressière :

Sans logement fixe depuis un certain temps, nous avons investi une maison du lieu dit l'Aubressière le 28 avril. Très discret-e-s jusqu'à ce fameux dimanche, nous projetions d'inviter les copains autour d'une bonne bouffe le midi, de bavardages l'aprem' et d'un concert le soir (à prix libre pour trouver des sous-sous pour le camp).

En théorie tout du moins. Mais avant d'exposer nos ressentis par rapport à cette journée, il nous a semblé important de revenir sur le pourquoi du comment. Cette maison conjugait plusieurs de nos besoins : vivre, se loger et faire chier (RTE, ...); elle fait effectivement partie de la petite centaine de propriétés que RTE s'accapare, le prix du silence pour méfaire. Engagé-e-s dans la lutte contre le projet de la ligne THT Cotentin-Maine depuis quelques mois, nous tentons de regagner les espaces qu'ils s'appliquent à aménager, saccager, supprimer au mépris de tou-te-s. Nous voulions insuffler à cet espace rendu morbide et mortifère (« parce que 400 000V, ça fait mal à la gueule!!! »), toutes les

idées et toute la folie qui nous animent. Couture, forge, jardinage, musique, batterie collective, mécanique, ... autant de mots pour expérimenter une certaine idée de l'autonomie, du collectif. Ce choix d'emmerder RTE en habitant une de ses maisons s'inscrit bien dans la durée. Nous insistons sur le fait que cette occupation, révélée au grand jour dimanche dernier comptait pour nous.

La nécessité de se loger ne doit pas se faire oublier sous le coup de la journée - qui a plus ressemblé à une journée d'occupation habituelle des sites de RTE. Se loger dans de bonnes conditions apparaît difficile aujourd'hui au vue des coups/coûts de l'immobilier. En effet, pendant que certains spéculent¹ et tirent le maximum de profits, d'autres galèrent à se loger. Ainsi squatter une maison vide est pour nous le moyen de revendiquer le droit à un logement tout en refusant la politique immobilière.

Ce n'est pas, bien sûr, cette seule politique immobilière que l'on gerbe mais aussi, dans le cas présent, la politique énergétique, centralisée, surproductive et à but lucratif privé que RTE, EDF, AREVA... cherchent à imposer

à tou-te-s avec le soutien sans concession de l'État et ses sbires.

Pour revenir sur la journée :

notre action soulève le problème de la communication entre nous et tou-te-s. Il ne paraissait pas souhaitable qu'elle soit autant rendue publique par le biais des mailing listes (que les gendarmes peuvent consulter). Nous comptions plus sur le bouche à oreille pour faire viendre les gens. Il est probable que c'est ce type de communication qui a ramené la bleusaille piètre à la comprenette. Ils se sont quand même fait balader ces guignols. Grottesque épisode, un chouïa comique. Ils n'avaient pas compris, avant que les copains arrivent à la maison, que l'objectif n'était, pour une fois, pas les pylônes.

L'expulsion, elle, a eu un autre ton : sans maison, tu resteras sans maison. Le rapport de force, trop inégal, n'était pas tenable. Nous sommes sorti-e-s de nous-mêmes, sous la menace de l'astreinte et de l'usage de la force. Installé-e-s le 28 avril, expulsables depuis le 23 avril par le

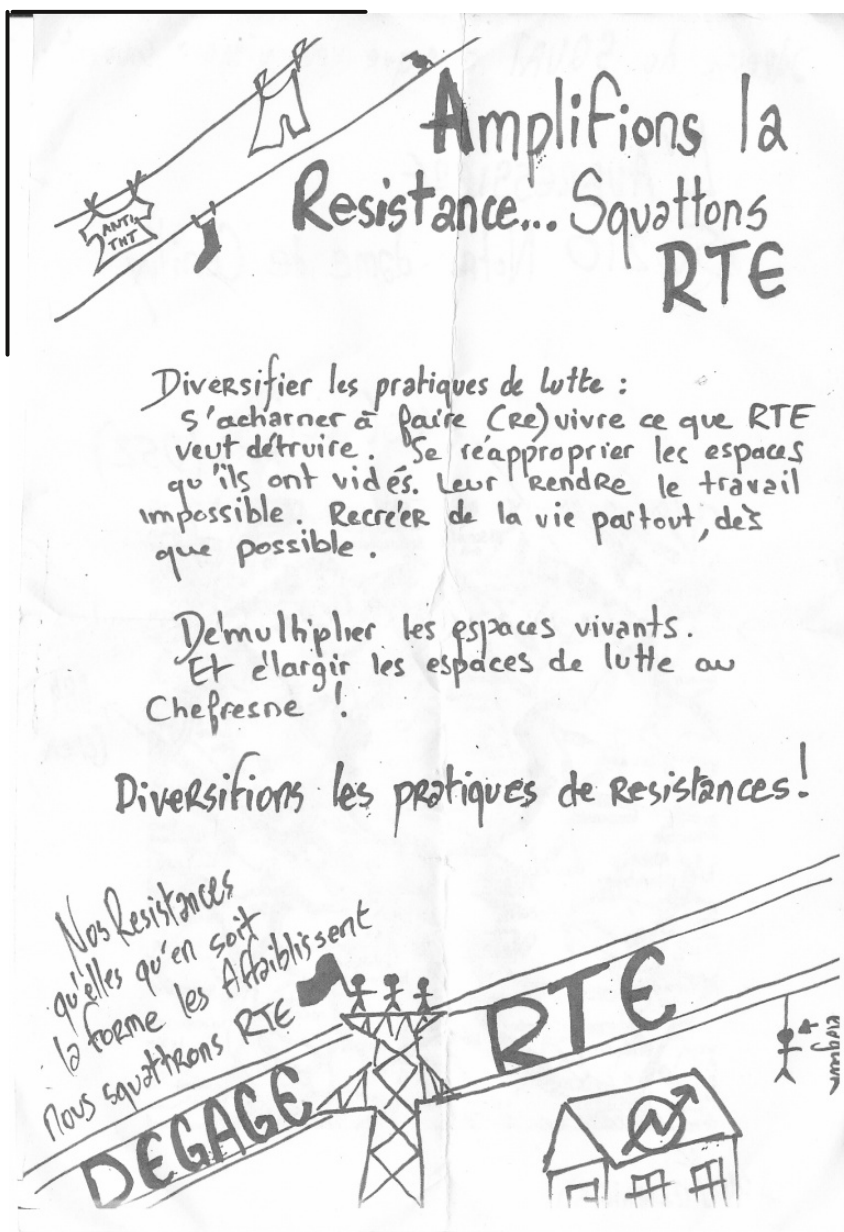
biais d'une ordonnance protégeant les intérêts et les propriétés (a priori) de RTE. L'huissier nous l'a notifiée dans le brouhaha provoqué par l'hélicoptère et n'a pas jugé bon de la rendre audible ni de nous la donner en main propre. « Rien à foutre » dit Cheflic à ses côtés. Quid donc du contenu de l'ordonnance...

Auraient-ils appris des déboires de VINCible avec l'occupation de Notre Dame des Landes contre le projet d'aéroport (autre chantier mégalo-maniaque et tout sauf utile)?

Ne les laissons pas aménager tout à leurs fins! Parce qu'on est relou-e-s, on reviendra !!!

Les absentEs de l'Aubressière.

1 - Que ce soit les propriétaires, les agents immobiliers ou encore l'État, qui en aménageant le territoire d'une certaine façon (LGV, aéroport, THT, j'en passe et d'encore plus mûres) jouent sur le prix, la qualité, l'environnement.



Liste d'actions menées publiquement ou clandestinement contre la construction de la ligne THT Contentin-Maine.

Liste récupérée dans une ordonnance d'huissier de justice interdisant à des gens l'accès aux propriétés de RTE

- Le 25 septembre 2010 a eu lieu une opération de déboulonnage sur le pylône numéro 158 sur la commune d'Isigny-le-Buat (50).
- Le 8 janvier 2011 a eu lieu une manifestation et occupation sur le site du chantier du poste de TAUTE sur la commune de Raids (50).
- Le 23 avril 2011 ont eu lieu une occupation du chantier du poste de TAUTE sur la commune de Raids (50) et une opération de déboulonnage de pylônes situés sur cette commune.
- Le 5 novembre 2011 a eu lieu l'occupation de l'une des propriétés acquises par RTE sur le tracé de la ligne sur la commune de Notre-Dame-de-Cenilly (50).
- Le 15 janvier 2012 a eu lieu une dégradation de la foreuse située sur le site du pylône 161 sur la commune de Notre-Dame-de-Cenilly (50).
- Le 26 janvier 2012 ont eu lieu des manifestations visant à entraver la réalisation de travaux sur les pylônes numéro 122 L et C, 123 L et C, 124 L et C sur la commune de Hauteville la Guichard (50).
- Le 31 janvier 2012 a eu lieu une opération de déboulonnage et de démontage du pylône numéro 438 situé sur la commune de Montaudin (53).
- Le 1er février 2012 a eu lieu la dégradation d'une foreuse sur le pylône numéro 254 situé sur la commune de Saint-Maur-des-Bois (50).
- Le 1er février 2012 a eu lieu la dégradation d'une foreuse sur le pylône numéro 310 situé sur la commune de Cuves (50).
- Le 10 février 2012 a eu lieu une opération de déboulonnage des pylônes numéro 159 C et 157 C situés sur la commune de Notre-Dame-de-Cenilly.
- Le 12 février 2012 a eu lieu une opération de déboulonnage du pylône numéro 209 situé sur la commune de Maupertuis (50).
- Le 20 février 2012 a eu lieu la dégradation d'une mini-pelle appartenant à la société LOXAM sur le site d'un pylône en Mayenne (53).
- Le 23 février 2012 a eu lieu une dégradation du pylône n°332 sur la commune de Le-Mesnil-Rainfray (50).
- Le 23 février 2012 également, plusieurs individus ont dégradé le véhicule de Monsieur Pierre Alain JACOB, chargé de concertation pour RTE et l'ont menacé de mort sur le site du pylône n°577 sur la commune de Beaulieu-sur-Oudon (53).
- Le 29 février 2012, en marge d'une manifestation prévue à Cerisy-la-Salle (Rando THT), un groupe de personnes est venu bloquer entre 9 h et 10 h 30 l'entrée du dépôt d'un chantier situé à Cametours (50).

- Le 5 mars 2012, un groupe d'une douzaine de personnes s'est opposé aux travaux d'élagage nécessaires pour l'implantation du futur pylône n°P537 sur la commune d'Erbrée (35).
- Le 6 mars 2012, 50 panneaux de signalisation ont été dérobés ou dégradés sur le parcours de la ligne THT sur la commune de Fougerolles-du-Plessis et Saint-Berthevin-la-Tannière (53).
- Le 11 mars 2012, plusieurs dégradations ont eu lieu sur le pylône 447 situé sur la commune de Larchamp (53) et sur les pylônes 249 et 250 situés sur la commune de Saint-Aubin-des-Bois (14).
- Le 11 mars 2012 également des dégradations ont eu lieu sur le pylône 448 situé sur la commune de Larchamp (53).
- Le 12 mars 2012, des dégradations ont eu lieu sur des engins travaillant sur le pylône n°203 situé sur la commune de Le Guislain (50).
- Le 14 mars 2012, des dégradations ont de nouveau été commises sur le pylône 577 situé sur la commune de Beaulieu-sur-Oudon (53).
- Le 18 mars 2012, une opération de déboulonnage a eu lieu sur le site du pylône n°118 à Saint-Martin-d'Aubigny (50).
- Le 19 mars 2012, une manifestation d'opposition aux travaux a eu lieu sur le site du pylône n°220 sur la commune de Montabot (50).
- Le 19 mars 2012, du lisier a été épandu sur une centaine de mètres carrés sur l'empierrement où doit être édifié le pylône n°223 sur la commune de Montabot (50).
- Le 20 mars 2012 a eu lieu la dégradation de deux véhicules de chantier (visseuses) sur le pylône n°220 sur la commune de Montabot (50).
- Le 22 mars 2012 a eu lieu une manifestation sur le site du pylône n°132 sur la commune de Le Lorey (50).
- Le 29 mars 2012 a eu lieu une opposition à travaux d'élagage sur le site du pylône n°223 sur la commune de Montabot (50).
- Le 30 mars 2012 a eu lieu un vol de cuivre sur le chantier MCCF situé sur la commune de Bourgneuf (53).
- Le 30 mars 2012 a également eu lieu une dégradation sur le pylône n°369 dans le ressort de la Gendarmerie de Le Teilleul (50).
- Le 30 mars 2012 a eu lieu une opposition à travaux sur le site du pylône n°114 sur la commune de Saint-Martin-d'Aubigny (50).
- Le 30 mars 2012 a eu lieu une opposition à travaux sur le site du pylône n°222 sur la commune de Montabot (50).
- Le 13 avril 2012 a eu lieu une opération de déboulonnage sur le pylône n°566 sur la commune de Saint-Cyr-le-Gravelais (53).
- Le 17 avril 2012 a eu lieu une opération de dégradation et de déboulonnage sur le pylône n°137 situé sur la commune de Cametours (50).

- Le 20 avril 2012 a eu lieu une dégradation de matériel sur le site du pylône n°234 sur la commune de Montbray (50).
- Le 20 avril 2012 ont eu lieu des vols et dégradations sur le dépôt de chantier de La Chapelle Janson (35).
- Le 24 avril a eu lieu une dégradation de 4 embases sur le site du pylône n°150 sur la commune de Dangy (50).
- Le 25 avril a eu lieu une dégradation du réglage d'embase sur le pylône n°153 sur la commune de Dangy (50).
- Le 25 avril a eu lieu une dégradation (déboulonnage, cornières tordues) du pylône n°155 sur la commune de Notre-Dame-de-Cenilly (50).
- Le 25 avril a eu lieu une dégradation d'une embase sur le pylône n°119 sur la commune de Feugères (50).
- Le 25 avril a eu lieu un blocage du dépôt de chantier situé sur la commune de Fleury (50).
- Le 25 avril a eu lieu une manifestation au dépôt de chantier situé à La Chapelle Janson (35).
- Le 25 avril a eu lieu une dégradation d'une embase du pylône n°202 sur la commune du Guislain (50).
- Le 25 avril a eu lieu une dégradation du pylône n°369 sur la commune de Lapenty (50).
- Le 25 avril a eu lieu une opposition à travaux sur le pylône n°543 à Bréal-sous-Vitré (35).
- Le 28 avril ont eu lieu une manifestation et des dégradations sur les pylônes 560 et 561 sur la commune de Saint-Cyr-le-Gravelais (53).
- Le 28 avril a eu lieu une dégradation sur le pylône 566 sur la commune de Saint-Cyr-le-Gravelais (53).
- Le 2 mai a eu lieu une dégradation sur les protections de voie sur la portée 133-134 sur la commune de Le Lorey (50).
- Le 4 mai a eu lieu un vol de matériel sur le pylône n°378 à Ferrière (50).
- Le 5 mai a eu lieu un blocage de l'accès au pylône 544 par la plantation d'arbres à Bréal-sous-Vitré (35).
- Le 6 mai a eu lieu une occupation et dégradation d'un bâtiment appartenant à RTE à Notre-Dame-de-Cenilly (50).
- Le 7 mai a eu lieu une dégradation de 3 embases sur le pylône n°202 au Guislain (50).
- Le 7 mai a eu lieu une dégradation de grue sur le pylône 406 sur la commune de Fougerolles-du-Plessis (53).
- Le 10 mai ont eu lieu des dégradations et vols sur foreuse sur le pylône n°107 sur la commune de Saint-Martin-d'Aubigny (50).
- Le 11 mai a eu lieu la destruction de 10 caisses d'isolateur sur le pylône 147L sur la commune de Carantilly (50).
- Le 11 mai a eu lieu une dégradation de grue sur le pylône 205 sur la commune du Guislain (50).
- Le 14 mai a eu lieu une opposition à travaux sur le pylône 385 sur la commune de Heussé (50).

- Le 15 mai a eu lieu une dégradation de pylône n°147L sur la commune de Carantilly (50).
 - Le 15 mai a eu lieu une dégradation de pylône n°305 sur la commune de Saint-Laurent-de-Cuves (50).
 - Le 16 mai a eu lieu une opposition à travaux sur les pylônes 470 et 471 sur la commune d'Ernée.
 - Le 17 mai a eu lieu une dégradation d'engin sur le pylône 532 sur la commune de Bourgon (53).
 - Le 20 mai a eu lieu une dégradation de foreuse au pylône 385 sur la commune d'Heussé (50).
 - Le 21 mai a eu lieu une dégradation de pylône 155L sur la commune de Notre-Dame-de-Cenilly (50).
 - Le 30 mai a eu lieu une dégradation du pylône 511 sur la commune de Juvigné (53).
 - Le 31 mai a eu lieu une dégradation sur la commune de Le Lorey (50).
 - Le 1^{er} juin a eu lieu une manifestation et occupation du chantier à Larchamp au cours de laquelle un gendarme a été frappé.
 - Le 3 juin a eu lieu une nouvelle manifestation à Marchamp visant à entraver la réalisation des travaux de la ligne à très haute tension.
 - Le 6 juin a eu lieu l'occupation par une trentaine de personnes d'une route sur la commune du Chefresne afin de bloquer l'accès des camions sur le chantier de la ligne de très haute tension.
 - Les 23 et 24 juin un collectif d'une centaine de personnes a organisé un week-end de résistance aux travaux de construction de la ligne à très haute tension sur la commune du Chefresne.
 - Le 23 juin a eu lieu une violente manifestation au Chefresne pour s'opposer à la construction de la ligne.
 - Le 23 juin des centaines de personnes ont monté un camp pour manifester et pour s'opposer aux travaux sur la commune de Montabot.
 - Le 24 juin a eu lieu une manifestation sur le site des pylônes situés à Montabot.
- Une centaine de personnes ont manifesté pour s'opposer aux travaux sur la commune de Montabot et ont érigé un barage à l'aide de troncs d'arbre.



Programme pour le WE de résistance

Vendredi 22 juin

Discussion / débat :

- Fukushima et l'accident nucléaire : une gestion programmée de l'absence de gestion.
- Histoire de la lutte contre la ligne THT cotentin maine, comment cette lutte s'inscrit contre le développement d'un marché international de l'électricité dans une opposition au monde nucléarisé.

Jeux de piste & ateliers pratiques.

Samedi 23 juin

Discussion / débat :

- L'écologisme en critique : du capitalisme vert à la passion gestionnaire (contrôle et administration du vivant, place de l'Etat).
- Les luttes territoriales locales et internationales (Lignes THT, lignes TGV, aéroports, centrales de production électrique, etc) et la convergence possible des luttes contre la dépossession.
- Perspectives autour des luttes anti-THT et antinucléaires : retour sur les perspectives imaginées à Valognes telles le transport de la matière première, celui des déchets radioactifs, l'enfouissement...
- Assemblée de préparation de la journée d'action.

Ateliers pratiques sur les actions d'interférence aux chantiers de la THT.

Soirée musicale

Dimanche 24 juin

Journée d'actions de « diversions »
massives

Samedi 23 & Dimanche 24 juin :
Espace & animations enfants.

36

Le Chefresne (Manche, Normandie) – 22, 23 et 24 juin 2012

WEEK-END
Ateliers, animations, discussions, actions

DE RÉSISTANCE
24 juin : journée d'actions contre la THT

À LA LIGNE THT

BLOG : valognesstopcastor.noblogs.org / Contact : pylones@riseup.net

Rando vélo contre la THT

Venez nous rejoindre nombreu.x.ses pour une étape ou plus le long du fuseau de la ligne THT Cotentin Maine, afin de marquer notre opposition à ce projet.

Durant cette semaine nous pédalerons de village en village afin de relier les diverses forces s'opposant quotidiennement au centralisme énergétique imposé par RTE, AREVA et l'Etat français. Les diverses étapes permettront de s'arrêter pour discuter du week end de résistance (22-24 juin au Chefresne, Manche), et de nous rencontrer pour faire état du retard dans la construction de la ligne et de la lutte contre la THT.

Infokiosques et moments conviviaux seront, au rendez-vous pour se rencontrer, discuter, échanger à chaque étape.

Les étapes prévues seront relativement courtes et avec de nombreuses pauses nous permettant de discuter avec le plus de personnes concernées possibles afin que chacun.e puisse

nous rejoindre et ainsi manifester son opposition aux aménageurs de nos vies.

Celles et ceux qui ne se sentent pas très à l'aise sur un vélo seront les bienvenu.e.s aussi pour partager les pic nic du midi avec nous ainsi que les soirées discussion ou projection.

Nous ne résignerons pas à voir la THT se construire, nous ne ferons pas de compromis : nous ne voulons de la THT ni ici, ni ailleurs.

Tou.te.s à vélo ! ¡THT no pasara!



RANDO VELO CONTRE LA THT
de la Mayenne à la Manche, du 17 au 21 juin 2012

Dimanche 17 juin 2012 :
Beaulieu-sur-Oudon – Bourgon
Lundi 18 juin : Bourgon – Larchamp
19/06 : St-Berthevin-la-Tannière – Chèvreville
20/06 : Chèvreville – Saint-Laurent-de-Cuves
21/06 : Coulouvray-Boisbenâtre – Le Chefresne
22 au 24 juin : camp anti THT au Chefresne

pylones@riseup.net
valognesstopcastor.noblogs.org
vous êtes les bienvenu.e.s, pour une étape ou plus

THT et retour d'expérience

« Parmi les choses que les gens n'ont pas envie d'entendre, qu'ils ne veulent pas voir alors qu'elles s'étalent sous leurs yeux, il y a celles-ci ; que de tous ces perfectionnements techniques, qui leur ont si bien simplifié la vie qu'il n'y reste presque plus rien de vivant, agencent quelque chose qui n'est déjà plus une civilisation; que la barbarie jaillit comme de source de cette vie simplifiée, mécanisée, sans esprit ; et que parmi tous les résultats terrifiants de cette expérience de déshumanisation à laquelle ils se sont prêtés de si bon gré, le plus terrifiant est encore leur progéniture, parce que c'est celui qui en somme ratifie tous les autres. C'est pourquoi, quand le citoyen-écologiste prétend poser la question la plus dérangeante en demandant : "Quel monde allons nous laisser à nos enfants ?", il évite de poser cette autre question réellement inquiétante : "À quels enfants allons nous laisser le monde ?". »

Jaime Semprun, L'abîme se repeuple.

38 Les nucléocrates n'utilisent leurs retours d'expérience que comme outils de propagande. Chaque catastrophe ou « incident » est soudainement et a posteriori décortiqué pour améliorer la sécurité des installations nucléaires en fonctionnement. Comme si la catastrophe précédente conduirait à mieux se préparer à la prochaine. Pourtant, Fukushima n'est pas Tchernobyl qui lui-même n'est pas Three Mile Island. L'enjeu est ailleurs : rassurer et donner l'illusion de la maîtrise.

Notre retour d'expérience est tout autre. Depuis quelques mois la lutte contre le projet de ligne très haute tension Cotentin Maine a pris une tournure nouvelle au moment même où l'État, RTE, et les entreprises qui sont commissionnées pour construire la ligne ont débuté les travaux.

Valognes fut la mise en bouche de ce tournant. Malgré ses tâtonnements et ses lacunes, l'expérience a réintroduit l'idée que l'on pouvait s'opposer à la pieuvre étatique nucléaire en s'attaquant directement à elle, là où elle montre des signes manifestes de faiblesse : les transports de matières radioactives.

À Valognes succéda Coutances qui sera à l'origine de la constitution de l'Assemblée du Chefresne. L'idée de constituer une assemblée autour du village qui semblait le plus investi dans la lutte anti-THT était de prolonger sur ce terrain la lutte commencée plus tôt et de s'attaquer à un autre point faible du délire nucléaire, ses lignes THT et leur vulnérabilité. Mais l'idée était également de faire de cette assemblée, de l'occupation d'un bois voué à être détruit, et du château d'eau, des espaces de rencontres et de discussion, d'appropriation directe de la lutte par ceux et celles qui désirent la vivre : futurs expropriés par le tracé, opposant-es

aux THT ou au nucléaire ou aux deux, locaux, non locaux, etc.

Durant plusieurs semaines se sont succédés moments de rencontres et actions de harcèlement sur les travaux en cours : débouloonnages collectifs, actions d'interférences nocturnes, blocages de chantiers, réunions publiques, etc.

Mais cette assemblée n'a jamais prétendue être l'unique lieu d'opposition à la THT, ni une entité homogène. Ce combat revêt de multiples visages. Et nous tenions donc face à certaines positions qui émergent dans ce mouvement, défendre la nôtre, non pour le goût morbide de la polémique, mais par souci de clarté, et surtout pour peut-être mener une sorte de retour d'expérience.

Aujourd'hui, l'arrivée de la gauche au pouvoir semble avoir réactivé chez certain-es une étrange inclination électorale et l'idée que l'on pourrait négocier l'arrêt des chantiers en cours. Selon La Manche Libre du 21 mai dernier des anti-THT membres du collectif Stop THT désireraient comme à Notre-Dame-des-Landes un moratoire sur la THT. Plus tard, quelques anti-THT, ne représentant qu'eux et elles mêmes ont décidé de rencontrer le Président du Conseil régional de Basse-Normandie, ce même Conseil régional socialiste qui vota une motion pour que l'EPR s'installe, avec le silence complice des élus écologistes, à Flamanville. Plus récemment une rencontre faillit avoir lieu avec des émissaires de François Hollande, lors de sa venue sur les plages du débarquement, avant que le début des travaux le même jour au Chefresne ne vienne la faire capoter.

Révolutionnaires anti-autoritaires, nous n'avons jamais cru en l'action électorale, non par idéologie mais parce que nous savons depuis longtemps que nucléaire et État sont intimement liés, que nous connaissons le rôle actif de la gauche dans la mise en place du programme nucléaire et les errements opportunistes des écologistes d'État plus prompts à aller à la soupe qu'à contrecarrer l'avancée du nucléaire. Faut-il rappeler que Mitterrand fut l'un des promoteurs du programme nucléaire en France ? Qu'à Chooz, dans les Ardennes, ce sont les CRS du gouvernement socialiste qui occupaient militairement le village pour affronter conjointement antinucléaires et sidérurgistes ? Que plus récemment les écologistes d'État n'ont eu de cesse de rallier les positions de leurs alliés nucléaristes, de la signature des décrets d'application de l'usine Mélox fabricant le célèbre combustible nucléaire Mox en 99 par la ministre verte Dominique Voynet au vote au parlement Européen en 2009 d'une motion pro-nucléaire sur le réchauffement climatique porteuse paraît-il de nombreuses avancées.

Avec l'industrie nucléaire et ses THT c'est tout un monde qui travaille de la domination capitaliste de l'homme sur lui-même et la nature, à la domestication étatique de

l'ensemble du vivant. Ce sont les mêmes, Vinci, Bouygues, Monsanto, Areva, gouvernements, chantres de la métropolisation des villes qui construisent THT, centres de rétention, aéroports, centrales nucléaires, lignes TGV, centrales à gaz, éoliens offshore, tout ce monde dans lequel on se retrouve lentement incarcérés entre une leucémie programmée et un cachot. C'est ce même monde qu'ils morcellent à l'infini pour nous donner l'illusion que rien n'unit l'ensemble des destructions en cours et à venir et qu'ils présentent comme le moins mauvais des mondes possibles. C'est cette domestication que nous refusons comme un Tout et donc avec elle la médiation de l'État. Qu'il renonce à son projet de THT et qu'avec ce renoncement s'initie une lutte beaucoup plus globale contre ce monde est notre seul horizon.

En outre, le moratoire présenté à Notre-Dame-des-Landes par les écologistes comme une grande victoire n'est en fait qu'un leurre chargé d'éteindre une contestation autour de la métropole nantaise qui aurait fait tache dans la campagne du nouveau premier ministre Ayrault. Ce moratoire a également l'avantage de diviser les opposant-e-s. Les occupant-es sans droits ni titre de maisons inoccupées de la Zone à Défendre (ZAD) ne sont pas concernés par des accords auxquels ils ne souscrivent pas, et ceux et celles que l'État juge les plus radicaux sont ainsi isolé-e-s. Leurs futures expulsions préfigurent alors celles qui suivront.

L'exemple récent porté par le maire du Chefresne et certain-e-s de ses administré-e-s montre bien que l'État, la justice, s'assoie ouvertement sur les desiderata des populations locales, mais non parce qu'ils bafoueraient la démocratie mais parce que c'est l'essence même de la démocratie représentative de servir de cache sexe d'un État par essence autoritaire et lié aux intérêts du capital.

L'autre face de cet État nucléaire c'est son arsenal répressif. Depuis quelques semaines, la répression s'est invitée au cœur même du mouvement. D'actions publiques en actions publiques, la répression est devenue plus féroce. Ce sont en tout plus d'un vingtaine de personnes auxquelles s'intéressent officiellement aujourd'hui les services de gendarmerie et plusieurs procès sont également en cours. Les convocations pleuvent tout autant que les filatures, avec leurs litanies d'intimidation.

Depuis janvier, les actions publiques de débouonnages comme celles d'occupation de chantiers se sont multipliées. Elles ont rendues visibles, et c'était leur but avoué, toute la vulnérabilité des installations de RTE et qu'une foule déterminée pouvait également être une force. Elles ont également permis une appropriation par tous et toutes de formes illégales de lutte. À noter tout de même au passage que ce sont bien ces deux aspects des actions qui étaient visés puisque les actions d'interférences nocturnes contre les chantiers de RTE ont eu beaucoup plus d'impact réel. Mais elles ont eu comme effets « pervers » d'exposer ceux et celles

qui les portaient à la répression. L'État, un moment en partie désarçonné, a sans doute également laissé faire pour mieux fixer, identifier, fichier une contestation et monter des dossiers en vue de mieux dresser ses futurs gibets. Les premières assemblées avaient une vision assez claire de ces effets pervers qui semblaient pourtant inévitables en vue de nouer des espaces de rencontres, d'élaboration, etc.

Pendant, il ne faudrait que la désobéissance civile que nous avons utilisé comme moyen de lutte ne se transforme en idéologie autonome : une sorte d'obligation à s'exposer aux fourches caudines de la justice. Là aussi, une sorte de retour d'expérience s'impose. Faut-il rappeler que le mouvement des faucheur-se-s volontaires a largement reflué du fait des lourdes amendes que l'État a imposé à ses activistes ? Faut-il rappeler que cette désobéissance là fait de l'État un organe neutre à même de trancher, là où de fait il est partie prenante des processus d'expropriation de nos vies en cours ? Faut-il aussi rappeler que les courants citoyennistes n'ont eu de cesse de dénoncer les fauchages clandestins et ainsi participer à criminaliser une frange très active du mouvement à même de porter de réels coups aux OGM ?

Pour autant, une autre illusion serait de croire que tout se construit uniquement dans l'ombre des sociétés secrètes et des affinités électives. L'État adore les démanteler ou les inventer. Et si conspirer c'est respirer ensemble, ça ne l'est que jusqu'à qu'on nous coupe le souffle parce qu'on nous a isolé, matraqué, enfermé. Le repli sur des actions isolées ne renverrait chacun qu'à son isolement, son atomisation, si chère à la société dominante. Et les discours fanfarons sur l'innocuité de l'État et de son arsenal répressif ne sont ni plus ni moins marqués du sceau de l'irréalité que ceux et celles qui voient dans l'État une pieuvre toute-puissante.

Les prochains mois vont donc être particulièrement importants en terme tactique. Comment continuer à porter des actions qui nous permettent de nous croiser, de discuter, d'élaborer, mais qui nous évite également de nous exposer trop facilement à l'arsenal répressif ? Comment maintenir une solidarité réelle lorsque la répression cherchera à nous isoler entre bons citoyens et méchants irresponsables ?

C'est en tout cas ce que ces derniers mois nous ont appris, au travers de ces moments informels au détour d'un repas commun ou d'une nuit de veille, cette étrange ferveur qui nous lie soudain dans ce goût de résister au monde qui se déploie sous nos yeux et qui s'érige au détour d'un pylône. C'est ce lien subversif au cœur des luttes qu'il s'agit d'entretenir et de partager plus largement. Il est au moins aussi important que la nécessité d'abattre une ligne en cours de construction. C'est cette opposition tangible au monde tel qu'il tourne au désastre, sans représentant-e-s, ni chefs que nous pouvons espérer propager.

Juin 2012,

Le CRAN – Collectif Radicalement AntiNucléaire

Dix remarques sur le texte Résistons à la ligne THT Contentin-Maine

Persuadés que rien ne saurait nuire plus à un mouvement d'opposition que l'unanimité de façade, nous dirons ici en quoi certains aspects du texte Résistons à la ligne THT Contentin-Maine, publié par l'Assemblée du Chefresne, nous paraissent insuffisants ou ambigus. Qu'on veuille bien comprendre que notre propos n'est pas de polémiquer gratuitement, mais d'éclairer autant que possible les discussions et les actions de ce week-end.

1. Il y a une certaine naïveté à relever le « mépris » et « l'arrogance » dont font preuve RTE et l'Etat, de même que le « rouleau compresseur » que ceux-ci représentent pour les contestataires. A quoi s'attendait-on ? A ce projet si stratégique – ce qu'est peu ou prou, pour l'organisation sociale techniquement intégrée que nous connaissons, chaque nouvel aménagement industriel –, qui plus est « déclaré d'utilité publique », se laisse tranquillement contester et déboulonner ? C'est oublier les quelques 70 années de nucléaire écoulées, imposées avec le « mépris » et « l'arrogance » propres à un Etat sûr de son fait, fût-il désormais « de gauche ».

2. On ne relève rien de fracassant en énonçant qu'EDF fait construire des lignes THT pour vendre toujours plus d'électricité sur un « marché spéculatif international ». Quitte à s'engager sur ce terrain secondaire, autant ajouter qu'EDF utilise ces mêmes lignes pour importer de toute l'Europe des quantités significatives d'électricité, notamment en hiver, pour alimenter d'urgence les chauffages électriques promus par les nucléaristes français.

3. Nous ne contestons pas que la THT Contentin-Maine est avant tout conçue pour distribuer le courant que produira l'EPR de Flamanville ; mais pourquoi faire silence sur les gigantesques projets d'éolien offshore – tous situés au large de la Normandie et de la Bretagne, tous remportés par EDF ou Areva, et tous fatals à ce qu'il peut subsister de pêche artisanale –, si ce n'est pour ménager des militants qui n'auraient pas tout à fait renoncé à leurs « illusions renouvelables » ?

4. « L'industrie nucléaire » contre laquelle on prétend, non sans grandiloquence, poursuivre la « résistance », semble se résumer paradoxalement à la THT Contentin-Maine et à l'EPR de Flamanville. Or, on sait que l'industrie nucléaire, ne serait-ce que par ses implications radioactives, ignore les frontières locales et régionales. Mais nulle trace, dans le

texte, d'autres désastres en cours ou à venir (dont le toujours possible EPR de Penly, l'usine d'enrichissement Georges Besse 2, le réacteur Astrid, ou les autres lignes THT prévues en France), ni des ponts qu'il serait possible de jeter vers les oppositions qui s'amorcent.

5. La fin de l'industrie nucléaire, en particulier en France, reste suspendue à l'émergence d'un vaste mouvement cherchant à s'affranchir des servitudes de l'énergie et de la société qui la produit. Mais bien que ce texte évoque à juste titre d'autres terrains de lutte (lignes TGV, Aéroport de Notre-Dame-des-Landes, centrales à gaz), et que nous puissions nous retrouver dans des notions telles que « gestion de masse », « dépossession » et « aménage[ment] de notre survie », l'idée de « rentrer en résistance » – en serait-on sorti ? – contre « la démente productiviste et le règne de l'économie » ne nous vaudrait rien : le « productivisme » n'a rien de dément, il constitue la base même du capitalisme (ou du « règne de l'économie », si l'on préfère). La remise en cause de la colonisation de la vie personnelle et sociale par l'industrie supposerait, quant à elle, de faire apparaître un conflit autour des besoins : d'un côté, les besoins, techniques et marchands, de la société industrielle existante ; de l'autre côté, les nôtres, notamment sensibles, qu'aucune description préalable ne saurait épuiser.

6. Les rédacteurs du texte, pour désigner la manière dont l'Assemblée du Chefresne entend reprendre « ses affaires en main », parlent d'« organisation collective horizontale » plutôt que de ce qui aurait été, selon eux, « autrefois » nommé « démocratie directe ». Nous pensons au contraire que ce terme n'a que trop peu servi, y compris « autrefois », et que la démocratie directe dans sa pleine signification reste à réaliser.

7. Nous trouvons très ambiguë la partition qu'opère le texte entre les opposants qui participent à l'Assemblée, d'une part, et la population locale, de l'autre. D'une manière qu'il

faut bien qualifier de condescendante, les rédacteurs présupposent qu'il importe d'« accompagner la colère » des habitants et les « prémunir de (sic) toute acte de désespoir. » Sans connaître exactement la situation locale, nous savons d'expérience que non seulement « le sentiment d'impuissance » et la « résignation » n'épargnent pas plus les militants que les habitants, mais qu'à l'inverse et fort heureusement, l'insoumission n'est pas l'apanage des militants. Il n'y a que des spécialistes de la contestation pour imaginer que le refus a besoin d'être pris en main.

8. Tout aussi ambigu nous paraît ce « soutien (plus que nécessaire) » qu'il faudrait apporter à une population confrontée à la destruction, bien réelle en effet, des lieux dans lesquels elle a « toujours vécu et/ou travaillé [nous soulignons] ». Mais ces lieux et ce travail dont on s'aventure à déplorer aujourd'hui la disparition, n'avaient-ils pas été entre-temps assez ravagés par l'industrialisation pour ne pas susciter trop de nostalgie ? Qui peut même assurer que la plupart des habitants se désoleraient de voir ce travail aboli et ces lieux détruits, fût-ce par les bulldozers de RTE ?

9. La « résistance » invoquée par le texte résonne comme une défaite programmée. Que les riverains aient ou non plaisir à l'entendre, il faut tenir pour extrêmement improbable que les travaux de RTE s'arrêtent du seul fait des dommages causés au coup au chantier. Seul pourrait en effet y parvenir un mouvement qui saurait reconnaître, dans la ligne THT Contentin-Maine, une modalité parmi d'autres d'un processus général d'asservissement par l'aménagisme, l'électrification totale de la vie et l'anéantissement du monde sensible. De là l'idée, qu'ont illustrée à leur manière certaines luttes antinucléaires des années 70-80 et que le texte lui-même laisse entendre à la fin, que la lutte ne peut appartenir aux seuls « locaux ».

10. Quant à ce qu'il demeure possible de faire dans l'immédiat, nous émettrons deux dernières réserves : si le fait de n'afficher « aucune appartenance politique ou syndicale » paraît relever de la plus élémentaire clarté, nous ne saurions pour autant consentir à un apolitisme qui jetterait la politique au sens fort avec l'eau du bain politicard (professionnel ou amateur, assumé ou masqué). S'agissant enfin du problème de la « violence », le refus de

principe d'attenter « l'intégrité physique des personnes travaillant à la construction ou à la protection des lignes » laisse en suspens une éventualité : celle qui verrait les travailleurs du chantier entreprendre de résister, violemment le cas échéant, à la « résistance » du Chefresne.

21 juin 2012

Des membres de la Coordination contre la société
nucléaire
c/o CNT-AIT – 74 bis, Grande Rue – 91490
DANNEMOIS

La répression ne fera pas baisser la tension (THT)

Depuis plusieurs mois, la répression contre les personnes impliquées dans la lutte contre la ligne Très Haute Tension (THT) Contentin-Maine a très fortement augmenté. Ces lignes THT, imposées aux populations locales, sont dangereuses sur le plan sanitaire et ne servent que les intérêts privés liés à l'industrie nucléaire. Cette lutte a pris son essor dès le début du projet, et a connu une nouvelle accélération après le blocage du train de déchets nucléaires Castor et le début des travaux, en novembre 2011.

Elle s'est ensuite notamment développée autour du Chefresne (50), village concerné par la ligne THT et opposé au projet, tant du côté de la mairie que de la population, contre la ligne THT et pour l'arrêt immédiat du nucléaire. L'assemblée générale du Chefresne constituée, de nombreuses actions publiques ont été organisées (déboulonnages de pylônes, occupation de chantiers etc), afin d'enrayer les chantiers de construction menés par RTE (Réseau de Transport de l'Electricité, filiale d'EDF). L'Etat nucléocrate, marchant main dans la main avec RTE, a décidé d'utiliser une fois de plus la répression pour enrayer cette lutte, arrêtant des militant-e-s, en convoquant d'autres, et en passant certain-e-s en procès.

Tout dernièrement, un week-end anti-THT a été organisé à côté du Chefresne, du 22 au 24 juin, afin d'organiser des débats et des réflexions notamment sur la lutte anti-nucléaire, clôturé par une action publique contre les lignes THT. Mais 600 gendarmes ont attendu les 500 participant-e-s, dont les ordres étaient bien plus de blesser

(25 blessé-e-s) que de s'interposer (un interpellé qui passe en procès).

L'Etat et RTE préfèrent ainsi réprimer et tenter de museler une contestation légitime. Les forces aux ordres de RTE en sont à chercher le moindre prétexte. Ainsi, le 2 juin 2012 à Saint Pierre des Landes (53), après avoir blessé un militant, ils en profitent pour le poursuivre au motif de rébellion ; au même endroit, il est reproché à un militant d'avoir garé son véhicule trop près d'une gendarme... Une infraction tellement évidente qu'il fut interpellé 6 jours après les faits, une fois RTE, la préfète et les gendarmes poursuivis pour leurs exactions... Enfin, ayant préféré blesser qu'interpeller le 24 juin, les autorités tentent de charger au maximum la seule personne à leur disposition, allant jusqu'à lui reprocher l'entorse au doigt et les contusions à la main des deux gendarmes "blessés", bien qu'il ne corresponde pas à la description de la personne mise en cause par eux. Plusieurs procès sont à venir (un est déjà passé).

A chaque fois, nous appelons à un rassemblement de soutien devant le tribunal.

42

AGENDA ANTI-REPRESSION :

6 août 2012 : 14h, tribunal de Coutances
procès de l'interpellé du 24 juin à Montabot.
21 août : Tribunal de Coutances, verdict du procès du 19 juin.
23 août : 14h, tribunal de Laval
Procès du militant blessé puis interpellé le 2 juin à Saint Pierre des Landes.
23 novembre : 9h, tribunal de Laval
procès du militant arrêté le 10 juillet pour des faits remontant au 4 juillet.
9 octobre : Procès à Cherbourg de 3 personnes
suite aux actions menées près de Valognes le 23 novembre 2011.

Pour aider et/ou participer :

Venir aux rassemblements et actions...

Faire un don par chèque (avec mention THT au dos) à Association Pour la Solidarité et l'Aide Juridique : APSAJ, 6 cours des alliés, 35000 Rennes.

Contact anti-répression de la lutte anti-THT :

07.53.36.62.48 ou antirep-tht arobase riseup point net.

Retour sur le week-end de résistance à la ligne THT, par quelques-un-es du groupe « médical »

Du 22 au 24 juin dernier a eu lieu un week-end de résistance à la construction de la ligne THT (Très Haute Tension) Cotentin-Maine. Ce week-end s'inscrit dans la continuité de réflexions, d'informations et d'actions collectives menées depuis plusieurs mois. Les deux premiers jours étaient consacrés à des échanges entre locaux et militants-es antinucléaires venus-es d'un peu partout. Le dimanche étant une journée d'action dont la finalité était double, à savoir rendre visible cette résistance, et saboter l'avancée des travaux sur la ligne THT.

Retournons plus précisément sur cette journée :

Deux cortèges sont partis du camp, l'un marchant vers la mairie du Chefresne, l'autre vers les pylônes. Ces deux cortèges étaient totalement solidaires, en lien permanent, et poursuivant la même volonté politique.

Au sein de ces deux cortèges nous étions une vingtaine de personnes, toutes antinucléaires, à s'être constitué comme un groupe « médical » autogéré en capacité d'assumer les premiers secours. Nous tenons à bien préciser que nous n'étions pas là en tant que prestataires de services, mais bien en tant que personnes participant activement à la construction de la lutte collective contre le nucléaire et son monde.

Au sein même de cette équipe médecin, nous nous inscrivons dans une perspective politique d'échanges et de transmissions de savoirs et pratiques, rejetant les notions d'experts et de spécification des tâches.

Nous écrivons ce texte afin de faire un constat précis des événements et de dénoncer les violences « policières » assumées et préméditées par la préfecture de la Manche qui ont eu lieu ce dimanche 24 juin. Parce que cette journée n'est ni à oublier ni à banaliser, et qu'elle marque une nouvelle fois l'impunité et la monstruosité militaire, il nous semble important que ces constats et ces dénonciations soient diffusés largement aussi bien au cercle antinucléaire, aux professionnels en contact avec les victimes, qu'à n'importe qui ayant à faire aux forces de l'ordre. Cela, à la fois en solidarité avec nos amis-es et à visée d'auto-médiation.

Les moyens utilisés par la gendarmerie, outre les effectifs évidemment conséquents, étaient tous employés en vue de nuire et de blesser avec une détermination forte, pensée et assumée.

Pour le cortège se dirigeant vers les pylônes THT était

déployé un arsenal comprenant des grenades explosives dites assourdissantes ou de désencerclement, des grenades lacrymogènes et des matraques. Les tirs, au lance grenades ou à la main, étaient sciemment dirigés vers les personnes, arrivant au niveau du visage le plus souvent. Rappelons que les grenades sont mortelles lorsqu'elles sont lancées à tir tendu (pratique interdite par la loi), ce qui était le cas et qui devient une norme.

L'attaque a débuté de façon immédiatement brutale (à environ 200 m du camp) avec des blessés-es graves dès la première charge, et n'a pas diminué d'intensité même lors de notre repli vers le camp. Et même lorsque des cordons de sécurité étaient constitués par nous-même autour de nos blessés-es et qu'ils signalaient verbalement aux bleus la situation, les charges et les tirs ont continué exactement avec la même violence.

L'autre cortège a essuyé des tirs de grenades lacrymogènes, sans sommation, au bout d'à peine quelques centaines de mètres de marche, ce qui a entraîné son repli immédiat.

En ce qui concerne les blessés-es :

- Une personne a été blessée à l'œil de manière très grave, elle a été transférée d'un hôpital périphérique au CHU de Caen le jour même, sa vision est largement amputée par une hémorragie du vitré et le pronostic est réservé quant à la récupération de son acuité visuelle.
- Une personne a subi un traumatisme crânien grave avec atteinte de l'œil suite à un tir tendu de grenade, il a été opéré le soir même. Il souffre d'une triple fracture du massif facial et la rétine de son œil a été touchée par la violence du choc. Sa vision est également extrêmement altérée de manière irréversible à 1/20e.

Ces deux personnes ont nécessité une évacuation en urgence. Or la préfecture a volontairement saboté l'arrivée des véhicules médicalisés sur le camp. Les consignes étaient données de bloquer le premier véhicule médicalisé à quelques dizaines de mètres du camp. Une journaliste présente sur les lieux a constaté ce blocage par un cordon de gendarmes, ce qui a certainement permis son lever. Le deuxième a carrément été détourné par la gendarmerie, soit disant pour un de leurs blessés.

Ces deux victimes ont donc attendu plus d'une heure trente. Peut-on parler d'autre chose que de cynisme et de sadisme ?

• Une autre personne a eu une plaie importante au niveau du front (coup de matraque), ayant nécessité des points de suture.

Les blessés-es restant (environ 20) sont consécutifs aux multiples explosions de grenades assourdissantes et de désencerclement. En explosant des impacts métalliques se logent dans les chairs en profondeur, jusqu'à plusieurs centimètres sous la peau, sectionnant potentiellement nerfs et artères.

Ainsi, 15 éclats ont été constatés (jambe os, genou, vagin, sein, bras) chez une blessée. L'un de ses éclats a carrément sectionné un nerf de l'avant bras. Elle a été transférée vers un autre hôpital et a ensuite dû être opérée de son avant-bras (ce qui signifie qu'on ne lui a pas retiré tous les éclats de son corps). Elle garde des séquelles motrices et sensibles des doigts.

Les autres gardent leurs éclats dans leur corps, ce qui n'est pas sans poser problème, à court comme à long terme.

À noter, le médecin régulateur du SAMU, avec qui nous étions en lien, était harcelé par le chef de cabinet de la préfecture afin de fournir les identités des blessés-es et leur hôpital de destination. Si lui et d'autres soignants-es s'en sont tenu au secret médical, des employés-es de la polyclinique d'Avranches ont sciemment communiqué avec la gendarmerie préférant être indic plutôt que soignant...

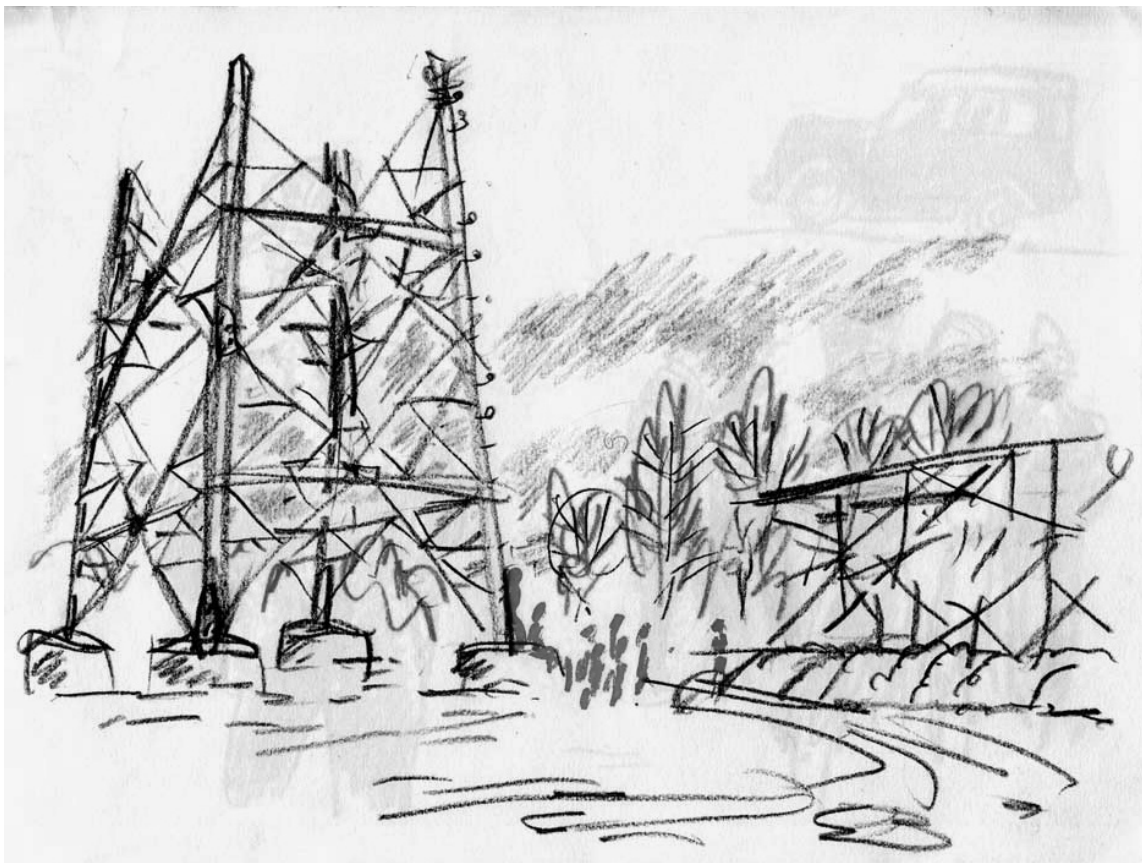
Chapeau les collabos !

Des policiers étaient également en faction devant certains hôpitaux du coin. Il a aussi été signalé de véritables barrages policiers (en ligne sur la route avec tenue de combat) arrêtant tous les véhicules et contrôlant les identités. Et ils ont même été jusqu'à surveiller l'entrée du CHU de Caen où deux fourgonnettes et « une ligne » de gardes mobiles attendaient sur la voie d'accès. La répression prime clairement sur l'assistance.

Enfin, malgré la solidarité entre nous tous, le sentiment d'effroi laisse, pour certains-es d'entre nous, des marques dans nos psychés qui mettront du temps à cicatriser... Marques façonnant, mais n'effaçant rien de notre désir de révolte.

Notre propos n'est pas « de pleurer sur notre sort » car nous savions dans quoi nous nous impliquions. Nous ne sommes pas dupes, la France est un État policier qui montre son vrai visage quand on s'attaque à ses piliers fondateurs, notamment l'industrie nucléaire. Certes cela n'est pas nouveau, mais mérite d'être rappelé sans cesse. L'État ne supporte pas sa contestation, et avoir du sang sur les mains ne lui fait pas peur. Et ce texte a pour but d'informer, encore et toujours, que la violence étatique n'est pas que symbolique, mais s'incarne aussi dans le corps de nos compagnes et compagnons touchés-s.

Quelques un-es du groupe « médical »



Brèves notes sur le Chefresne

Le texte diffusé par le Cran pour le « week-end de résistance », « THT et retour d'expérience », commence à entamer la critique de l'orientation prise par l'opposition à la THT Cotentin-Maine. J'en profite pour écrire quelques lignes additionnelles sur ce que je pense dudit week-end, à travers les lectures et les rencontres avec des connaissances qui y sont allées. Bien entendu, je n'ai pas l'intention de donner des leçons stratégiques et tactiques à quiconque à propos de la situation locale, d'autant que, depuis plusieurs mois, je ne suis pas retourné en Normandie et que j'ai suivi de loin le fil des événements les plus récents, par l'intermédiaire de correspondances et de discussions avec des amis plus impliqués que moi.

Donc, le texte sorti par le Cran soulève des lièvres. Malgré tout, il me semble encore insuffisant au niveau de la critique. Pour faire bref, je pense qu'il est impossible d'occulter le fait suivant : bien que l'arrivée de la gauche au pouvoir ait ravivé des illusions sur la possibilité de moratoire, etc., il n'en reste pas moins vrai que le choix, antérieur à la présidentielle, de planter des tipis au Chefresne, d'utiliser le château d'eau prêté par la mairie du village comme prétendue base arrière, de constituer l'assemblée du même nom à partir de bases minimalistes et pétris de bonnes intentions citoyennes, etc. reposait aussi sur la grande illusion de pouvoir utiliser les contradictions entre des pouvoir locaux et le pouvoir central. Ce qui fut signalé par quelques personnes, entre autres par moi, lors de discussions dès le mois de février dans la région parisienne, par exemple, et écarté comme du purisme par les plus acharnés aficionados de l'assemblée du Chefresne. Ce qui revenait à manifester les plus grandes illusions envers l'Etat lui-même, lequel, moins que jamais, n'est réductible de l'appareil central du même nom, au pouvoir d'Etat tel que l'entendent habituellement les milieux d'opposition à gauche de la gauche officielle. La grande question n'est donc pas qu'il y ait des résistances locales « impures » à mépriser au nom de je ne sais pas trop quelle « pureté » révolutionnaire, mais de savoir si les plus radicaux sont capables, oui ou non, d'assurer la critique, en théorie et en pratique, de ce qui constitue, dès l'origine, des entraves à l'essor d'activités en rupture avec le monde du capital et de l'Etat.

Bien entendu, à l'impossible, nul n'est tenu et la réalisation effective de telles activités ne dépend pas que de poignées de présumés révolutionnaires. Et elle ne peut pas être résumée

à la recherche de formes sans se préoccuper des contenus. Je n'oppose donc pas telle ou telle formes de lutte, en l'occurrence la constitution de camps pour freiner des implantations industrielles en zone rurale, à d'autres, prétendument plus révolutionnaires en elles-mêmes. Des camps, en France et ailleurs, j'y ai déjà participé lorsque cela avait du sens. Par contre, il était possible, dès la constitution de l'assemblée du Chefresne, de comprendre qu'accepter d'utiliser le château d'eau, dans les conditions précitées, c'était accepter en réalité de refouler des antagonismes qui ne manqueraient pas d'exploser au grand jour et de paralyser, en totalité ou en partie, des initiatives dignes de ce nom. C'était accepter d'être dépendant, y compris au niveau des idées, de toute la merde écologiste même lorsqu'elle semble en opposition partielle avec le parti écologiste officiel, vu que celui-ci est prêt à accepter n'importe quel compromis pour participer à la gestion de l'Etat. Dépendant en faisant silence au nom de l'unité présumée de la résistance commune. Je ne sais pas si le problème a été soulevé en Normandie au cours des derniers mois, par contre il a été parfois abordé ailleurs, en France et à l'étranger, y compris par des individus qui avaient déjà participé à des camps, sous forme d'occupation sauvages de terrains, en particulier en Grande-Bretagne.

Concernant le « week-end de résistance », c'est donc après mûre réflexion que j'ai décidé de ne pas y aller. D'abord, pour quiconque n'a pas rien appris ou tout oublié, ce qui, vu mon expérience, serait impardonnable, il est clair que l'appel de l'assemblée du Chefresne était du pur recyclage de celui de l'assemblée de Morestel qui prépara la déconfiture de Malville. A Morestel, même des écologistes en cours d'institutionnalisation comme Lalonde reconnaissent la possibilité d'effectuer des saccages, à condition de ne pas toucher à l'intégrité des personnes qui protégeaient le site du surgénérateur en construction, y compris les syndicalistes CGT qui avaient promis de casser la gueule des « provocateurs ». Il est vrai qu'à Morestel, il y avait des syndicalistes d'opposition CFDT qui ne voulaient pas dépasser des limites qui briseraient leurs jeux d'alliance avec la CGT. Au Chefresne, pour ne pas froisser les susceptibilités syndicalistes et citoyennistes régionales sans doute, y compris au sein d'EDF, considérées comme des alliés possibles, via SUD, les résolutions furent de la même veine : « L'assemblée assumera toutes les formes d'actions, sans distinction de leur "violence", tant qu'elles n'atteignent pas l'intégrité physique des personnes travaillant à la

construction ou à la protection des lignes. » En d'autres termes, l'assemblée exclut d'avance les formes d'opposition à l'avancée des travaux dans la mesure où elles conduisent à s'opposer aux travailleurs eux-mêmes, bref à leur travail. Sans même parler des protecteurs attirés en uniforme. Les syndicalistes, y compris ceux de SUD, qui encadrent lesdits travailleurs, à EDF et ailleurs, n'en demandent pas plus. Vive la « liberté du travail » ! Les ruraux qui, en Mayenne, il y a quelques années, menaçaient de chasser par la violence si nécessaire les employés de REDF venus faire des relevés sur le tracé de la THT avaient donc tort !

46 Pour moi, il n'était donc pas question de participer à des caricatures de discussions au sein de telles assemblées qui, loin de ne pas être homogènes, comme l'affirme le texte du Cran, ne le sont au contraire que trop sur des questions essentielles et annoncent d'avance les limites qu'elles n'ont pas l'intention de dépasser. Il n'y a là aucune possibilité d'ouverture mais, au contraire, du verrouillage en bonne et due forme, garanti par les appellistes du crû, dans la pure tradition de l'appel de Valognes, rédigé par leur soin. Oui, aucune possibilité d'ouverture, à moins de croire au baratin sur le refus de l'assemblée de « toutes formes de récupération politique » et à l'appel selon lequel « toutes les initiatives ne devront, en conséquence, afficher aucune appartenance politique ou syndicale ». Feuille de vigne, depuis belle lurette, de toutes les manipulations bureaucratiques dans les coulisses. La dernière en date étant la tentative d'écologistes locaux « sans étiquette » apparente, parfois planqués dans l'assemblée du Chefresne, de spéculer sur l'appareil central de leur propre parti pour faire pression dans le sens du renouvellement du moratoire sur les THT, le même moratoire qui a conduit à liquider les résistances locales au fil du temps dans l'immense majorité des communes locales concernées par le tracé de la THT.

Pour le reste, « le week-end de résistance » préconisé par l'assemblée du Chefresne a été conforme à ce qui précède, à l'esprit citoyen qui, à la fois, affirme que le nucléaire est du domaine de la raison d'Etat et qui n'arrive pas à anticiper que ledit Etat est capable de traiter l'opposition au nucléaire avec la dernière des rigueurs si nécessaire. Rarement, l'évolution désastreuse de situations n'avait aussi clairement projeté son ombre à l'avance qu'au Chefresne. L'Etat avait pourtant annoncé la couleur depuis des mois, ce que nous avons été quelques-uns à signaler, quitte à passer pour des défaitistes, des déserteurs, j'en passe et des meilleures en provenance des aficionados de l'appel de Valognes. Pour l'essentiel les organisateurs du « week-end » en sont restés au

niveau des pires illusions propagées par les leaders écologistes à la veille de Malville, amalgamées aux rodomontades des poignées d'autonomes de l'époque. Au Chefresne, l'Etat avait décidé de donner le coup de grâce, de mettre au pied du mur les dernières oppositions locales, l'essentiel d'entre elles ayant déjà été liquidées via les moratoires, les retournements de veste des maires, etc., et de « donner la leçon » à quelques poignées d'amateurs de « guerre civile mondiale » qui croyaient pouvoir rejouer aux partisans façon FTP dans le bocage. Mais il n'y a même pas eu de jeu de cache-cache avec les gardes mobiles, qui avait reçu l'ordre de ne rien permettre de tel. Il est toujours possible de se consoler en disant que la coercition aurait pu être pire et que, malgré tout, des rencontres ont été possibles au camp et, parfois, des discussions. Mais, aux dires de pas mal des premiers concernés, je pense que le cœur n'y était pas. Beau « week-end de résistance », en vérité, encerclé par l'armée et où, pour l'essentiel, les gardes mobiles ont cartonné sans sommation jusqu'aux écologistes locaux les plus débonnaires. Mais, je n'épilouerais pas et la chronique des désastres annoncés ne m'amuse pas. Il est des cas où l'on préférerait avoir tort. Enfin, depuis Malville, les bilans de tels piqueniques ne manquent pas, y compris sur l'attitude des « radicaux », comme le rappelle à juste titre l'un des principaux textes critiques de l'époque, « Autonomie, violence et politique », édité par Spartacus : « Malville » a montré que « le pouvoir, non pas se militarisait, mais était bel et bien prêt à utiliser ses forces militaires et s'y était bien préparé : on le savait, depuis Kalkar. » « Mais les clameurs d'indignation qui ont suivi ont aussi révélé quelque chose de visible depuis Mai 68 : que les « offensifs » attendent du pouvoir qu'il respecte des conventions tacites, ne pas faire usage des armes qu'il possède et qu'il déploie, qu'il en reste au niveau de la démonstration. » « Pourquoi ce silence, pourquoi cette illusion ou cette croyance en des conventions imaginaires ? Sinon pour pouvoir continuer à présenter comme des combats réels, que les pacifistes refusent alors que les autres font semblant d'assumer, des types d'affrontements ostentatoires, politiques et aliénés que l'Etat seul peut transformer en combat réel à son avantage. » Ceux et celles qui ne veulent pas jouer les autruches peuvent toujours consulter de tels textes. L'expérience historique ne règle pas tout, mais elle permet souvent d'éviter des ornières prévisibles, préludes à la liquidation d'oppositions réelles au monde du capital et de l'Etat.

André Dréan, Juillet 2012

Derrière l'urgence, la bêtise. Retour sur le week-end de résistance du Chefresne.

Avancer en ayant oublié sa tête c'est revenir en ayant perdu un bras.

Retour sur le week-end de résistance au Chefresne

Laisser place à la fragilité ou tout détruire.

Je me suis fait tirer dessus par un flic.

J'ai 15 impacts de métal dans le corps et ils y resteront ; la jambe, l'os du genoux, le vagin, le sein, le bras. Le nerf de mon bras droit a été sectionné, on a du opérer. Dans un an peut être je retrouverai ses capacités.

J'écris pour qu'"on" ne puisse pas dire qu'"on" ne savait pas. Qui veut savoir sait.

J'écris pour qu'on arrête de nous censurer, frapper, enfermer, tuer derrière une soit disant démocratie et un soi-disant état de droit.

J'écris parce que je n'en peux plus qu'on renvoie les violences aux pays lointains et pauvres en se déchargeant lâchement des questions révolutionnaires qui se posent en tunisie, en lybie, en Egypte, en Syrie ... disant qu'en France c'est pas la même, qu'en France c'est différent, et même pire...

Ecrire parce qu'à 20ans j'ai subi, vu et entendu trop de violences policières derrière des vitrines de mensonges et de propagande marchande.

Écrire parce qu'il m'est insupportable de sentir cette boule d'angoisse dans mon ventre quand je croise un flic, et ce brouillard de solitude et d'impuissance face au système policier.

Écrire faute de hurler que ça ne peut plus durer, et de prendre acte. Écrire parce que la liberté dans la civilisation occidentale est un mensonge meurtrier.

Écrire parce qu'il y a trop de silences et de mensonges sur la répression, sur nos luttes, sur les dangers du nucléaire, entre autre, sur la violence du système.

Cette fois-ci, ça s'est passé au Chefresne, une commune qui résiste à l'implantation d'une ligne très haute tension de 170 km de long (cette ligne participe à la création d'un gigantesque réseau de circulation d'information mondial, avec non seulement vente d'électricité mais aussi contrôle des populations et automatisation de leurs échanges avec l'administration centrale. Le courant électrique sera produit par des éoliennes en mer du Nord, par des centrales nucléaires comme l'EPR de Flamanville, mais aussi mécaniquement par les trois réacteurs de Tricastin qui sont maintenant libérés de l'alimentation électrique de l'usine

Eurodif qui a fermé ; <http://antitht.noblogs.org/255>).

Mais je porte en moi bien des blessés, bien des morts, bien des non dits, pas qu'en France, pas qu'ailleurs.

Je porte en moi des prisons pleines et je sais les impunités à répétitions pour les bourreaux légitimes.

Amin Bentounsi a été assassiné le 21 avril par balle, dans le dos, et suite à ça des policiers manifestent armés, en uniforme, revendiquant le droit de tuer en prévention.

Depuis leur mise en service, le flash ball, les grenades assourdissantes et celles de désenclement ont fait beaucoup de blessés, des yeux perdus, des plaies, des handicaps, des morts; personne n'a gagné devant la justice.

"Dispositif ballistique de dispersion" qui explose à 165db, envoie dix-huit modules en caoutchouc et, dont le bouchon métallique envoie des éclats dans la chair.

Je sais des villes de plus en plus sécuritaires, un arsenal juridique de plus en plus liberticide, le perfectionnement du contrôle de la population en même temps que celui des frontières.

J'écris parce que j'en ai marre qu'on me demande si "ça va". A ceux à qui j'ai dit "oui", la politesse ou l'habitude. Bref.

Nous nous sommes fait tirer dessus sous des pylones THT qui pullulent dans la campagne, dans un désastre mondial qui menace de péter à tout moment et dans lequel on nous voudraient civilisés, passifs. Nous, à force, dépossédés de presque tout; de notre histoire, de son sens, du langage, de l'information, de nos corps, de nos désirs, de notre temps, de nos vies. Alors qu'on nous voudraient inoffensifs, craintifs, non violents, je ne veux pas qu'on me parle comme à "la malade", qu'on m'infantilise, qu'on me plaigne. J'ai besoin qu'on prenne soin les uns des autres, pour durer, j'ai besoin qu'on riposte aussi. J'ai besoin, pour guérir, d'un système sans flics, sans pouvoir.

Oui, tenons compte des dégâts d'un fragment de guerre sociale explicite, de son lot de douleurs et de violence, mais n'abandonne pas, organisons nous. Ce qui ne tue pas rend plus fort paraît-il, à condition de ne pas se mentir.

Vous voulez des détails? Les mass-médias sont venus dans ma chambre d'hôpital avant l'opération. Un médecin généraliste, présent sur le camp, avait témoigné des violences policières et de l'utilisation d'armes de guerre (grenades de Désencerclement, grenades assourdissantes, gaz lacrymogène, matraque...) laissant de nombreux blessés. Il avait été formidable sur le camp mais là il arrivait généré ; les mouches à

merde du pouvoir, autrement dit les journalistes, voulaient filmer les impacts de métal dans les corps pour diffuser le témoignage. Pas d'image, pas de parole, c'était leur chantage. Ils restèrent une heure dans la chambre, tentant de se défendre de la bassesse de leur journaux (voir les revues de presse sur : <http://www.percysoustension.fr>) et de leur démarche.

En voyant, sans surprise, ce qui en sort, un rectificatif s'impose.

L'avancée des travaux de la ligne rend plus qu'urgente et nécessaire une résistance concrète et déterminée sur les infrastructures.

"Il est maintenant évident et nécessaire, vu ce que nous imposent les pylônes dressés sur nos terres, que beaucoup de personnes sentent l'envie en eux d'agir directement contre ce maillon faible de l'industrie nucléaire vu l'inacceptable répression des opposants, les droits fondamentaux des personnes bafoués, les humiliations qu'inflige RTE à la population." (extrait de l'appel tous au Chefresne, wk de resistance; <http://www.stop-tht.org/>)

Ces lignes participent à la dépossession de nos vies et s'imposent avec la même arrogance et le même fascisme que l'aéroport à Notre Dame des Lande, le tgv entre Lyon et Turin, la centrale à gaz au Finistère, les éco-quartiers dans nos villes gentrifiées ou encore que les prisons à visages humains, belle image de l'hypocrisie du merdier actuel.

Alors d'où vient la violence?

On le sait et on peut s'en indigner après coups, mais il est important de le rappeler : les appels publics de rencontres ou d'action entraînent inévitablement un énorme déploiement du dispositif policier: Occupation policière et militaire du territoire, contrôle et fouilles de ceux qui y passent, surveillance (hélicoptères, dispositif d'écoute), renforts entraînés au terrain (dans le cas du Chefresne, la spig, les gardes mobilise de blain, entraînés sur la lutte de notre dame des landes). Ils étaient plus de 500 armés sous les pressions d'une préfecture traumatisée par Valognes (ou la perte de la maîtrise d'un territoire).

Leur volonté semble clair : casser le mouvement, faire mal, physiquement et moralement.

Alors que les mass-media construisent méticuleusement la figure du dangereux radical qui veut en finir (avec on ne sait quoi) et qui vient de loin pour ça (figure menaçante et complètement dépolitisée), ils passent sous silence les luttes et la répression croissante qu'elles subissent. Un territoire qui résiste est souvent occupé militairement, comme on le voit au Chefresne, à Notre Dame des Landes ou encore au Val de Suse; Sur fond d'expropriation, d'expulsions se déroulent

quotidiennement les pressions psychologiques, financières, judiciaires et policières. Derrière la soit disant liberté de penser: l'interdiction d'agir. On nous tanne d'être non violent sous une violence croissante.

Le 24 juin, une manifestation est partie vers le château d'eau, lieu de rencontres et de résistances, expulsé le mercredi 20 juin. Un autre cortège, dont je faisais partie, est allé en direction des pylônes (deux debout et un encore au sol). Il est difficile de dire s'il faut définitivement abandonner toute action de masse annoncée, si c'était un casse pipe d'aller à ce qui ne serait qu'affrontement anticipé par des flics mieux équipés, de se dire que la peur, l'envie d'annuler était présente la veille et le matin et qu'elle était peut être sagesse. Il semble important de questionner nos modes de prise de décision dans des moments d'urgence et de "spectacle" comme celui-ci. "La marche pour l'honneur" mentionné dans un retour (lien ci dessus) laisse un triste arrière gout de ces armées de déjà-vaincus avançant vers leur perte. Etre transversales, imprévisibles, inattendus pour ne pas devoir devenir force militaire... Un ami me dit après coup " cette fois encore on est pas passé loin de la mort, un d'entre nous aurait pu y rester".

Dans la campagne grise de gaz nous n'avions pas le rapport de force ou l'intelligence nécessaire pour ne pas se faire repousser assez rapidement et violemment vers le camp. On entendait des détonations, des cris et sur la dernière charge les regards que je croisais étaient effrayés ou souffrants. Les lignes de flics, en entendant "il y a des blessés, du calme" se sont mis a charger en gueulant et tirant. Après avoir eu l'impression de bruler, j'ai eu celle de perdre mon bras, puis la peur qu'ils nous tirent dans le dos ou qu'ils arrêtent. Quelqu'un m'a saisi et m'a sortie de là.

A ceux qui disent que la guerre est finie, je leur dis qu'elle est latente, cachée, mais qu'on peut compter nos morts, pour ne pas les oublier. Un opposant est passé il y a quelques années sous un train castor qu'il a voulu bloquer en s'enchaînant sur la voie. D'autres y ont laissé leurs tendons, brûlés par la disquette des flics qui voulaient les enlever, d'autres ... la liste est incomplète. Combien de morts par le nucléaire, de Hiroshima à Fukushima en passant par ceux qu'on cache chez nous, combien de tonnes de déchets qui s'entassent, combien d'irradiés, et combien de faux débats démocratiques ?

Là, c'était une tente médic pleine de blessés. Tristement mais efficacement les gestes et les réflexes se mettent en place : soigner dans l'urgence, maîtriser sa douleur et accompagner celle des autres, évacuer malgré les barrages de polices, éviter celui qui bloquait l'accès à l'hôpital de St Lô, attendre désespérément les pompiers

bloqués, subir la réquisition d'un de leurs véhicules pour évacuer un policier égratigné au détriment d'une fille risquant de perdre la vue ...

En arrivant à l'hôpital, je raconte tout ça en montrant mon corps mutilé. On s'indigne, on s'énerve, on déplore dans le service hospitalier pas familial des violences policières de la France de 2012. Certains auraient voulu aller à la manifestation mais travaillaient, certains m'ont dit en levant le poing de continuer la lutte, d'autres n'en revenaient pas, quelqu'un m'a dit "nous avons fait la guerre en Normandie, on sait ce que c'est". J'ai au téléphone un responsable de l'accessibilité des soins de l'hôpital de St Lo (par rapport au barrage, deux fourgons et une ligne de garde mobile sur la route-sur la voie d'accès au CHU). Je répète, je dis que les pompiers n'arrivent pas à accéder au camp, il me répond qu'il fait ce qu'il peut. Il ajoute surtout qu'il reçoit, depuis le matin, des pressions de la préfecture pour avoir le nom et la nature des lésions des blessés du Chefresne. Il m'assure que le secret médical ne permet aucune fuite. Je lui dit de tenir face aux pressions et je le remercie pour cela.

Je serai transférée et opérée. Je vous passe les moments où, dans cette chambre, j'ai eu l'impression d'être en taule ou que j'ai craint l'arrivée des flics, les moments où l'étonnement des gens me donnait envie de leur dire mais ouvre les yeux et informe toi, l'inquiétude pour ceux restés au camps, l'envie de parler avec tous ceux qui ont vécu ce moment, l'envie de dire que je n'en veux qu'aux flics, l'envie de casser la télé ou d'occuper le plateau au moment des infos régionales...

Je sais juste qu'un moment me hante; cette heure entière où, mon bras anesthésié dans la salle d'attente du bloc opératoire, je n'ai pu m'empêcher et m'arrêter de pleurer. Pas que mon bras, pas que ces éclats, pas que le stress, mais la détresse de se savoir partie prenante d'une guerre pacifiée et dont les raisons comme les conséquences ne resteront connus que d'un petit nombre de camarades, noyées dans une indifférence générale.

J'ai une grosse question dans la gorge, que faire maintenant par rapport à cette violence policière. Je sais que je n'ai rien à attendre de cette justice de classe sinon une tribune ou une médiatisation du problème. Et encore. Je la sais quotidienne cette violence. Je nous sais nombreux enrégés. Je nous sais un peu seuls et démunis aussi.

Déjà j'en profite pour affirmer que ce n'est pas être violent que d'aller avec casque, masque à gaz et protection en manifestation, c'est la condition de notre survie physique. Ensuite qu'il nous faudra être plus intelligents que la

police, que leur juges, que leur infiltrés, que leur système de contrôle.

Et pour finir que j'aimerais bien qu'on ne laisse pas faire parce que l'on sait, car "qui ça étonne encore", les violences policières sont entrées dans la réalité et la banalité du politique.

Amal Bentounsi appelait à un mouvement national contre le permis de tuer pour la police, j'appelle à une insurrection internationale contre la police, ce qu'elle nous inflige, contre ce qu'elle défend, contre ceux à qui elle sert.

C'est facile d'écrire mais on ne sait jamais que ça soit lu.

A bientôt

Fiche technique :

Nombre de projectiles : 18
 Poids total : 248 g
 Poids de chaque projectile : 9,3 g
 Force cinétique de chaque projectile : 80 joules
 Niveau sonore : 160 DB
 Bouchon allumeur de sécurité à levier de déclenchement
 Retard pyrotechnique : 1,5 s ou 2,5 s
 Efficacité : rayon de 15 m
 N° ONU : 0012



Les taureaux plus forts que les travaux !

Une journée (de plus) de résistance au Chefresne

Pelleteuse et camions bennes se sont présentés ce lundi 30 juillet au matin dans l'espoir de commencer les chemins d'accès vers les emplacements prévus de trois pylônes, numérotés 224, 225 et 227.

Stoppés par des taureaux présents dans les parcelles à terrasser, les engins de chantiers ont dû rebrousser chemin.

RTE a alors mandaté un huissier accompagné de son escorte en bleu de rejoindre les domiciles des propriétaires présumés des bovins nerveux. Ceux-ci étaient malheureusement absents mais avaient laissé un mot sur la mort que leur apportait le rouleau compresseur RTE.

Du coup, un gendarme soudainement inquiet quant à la survie d'un des agriculteurs a appelé les pompiers. La présence du propriétaire du taureau auprès de sa bête a fini par rassurer la maréchaussée qui a promis de transmettre la parole du présumé suicidé, bien déterminé à ne pas lâcher le morceau.

Cette résistance aux travaux intervient alors que la section du contentieux en charge du jugement des recours contre la DUP s'est déclarée insuffisamment compétente pour statuer sur la légalité de celle-ci dont se prévaut RTE pour monter ses pylônes à marche forcé. En même temps, cela repousse la

décision du Conseil d'État, date à laquelle RTE compte bien avoir terminé la totalité de la ligne.

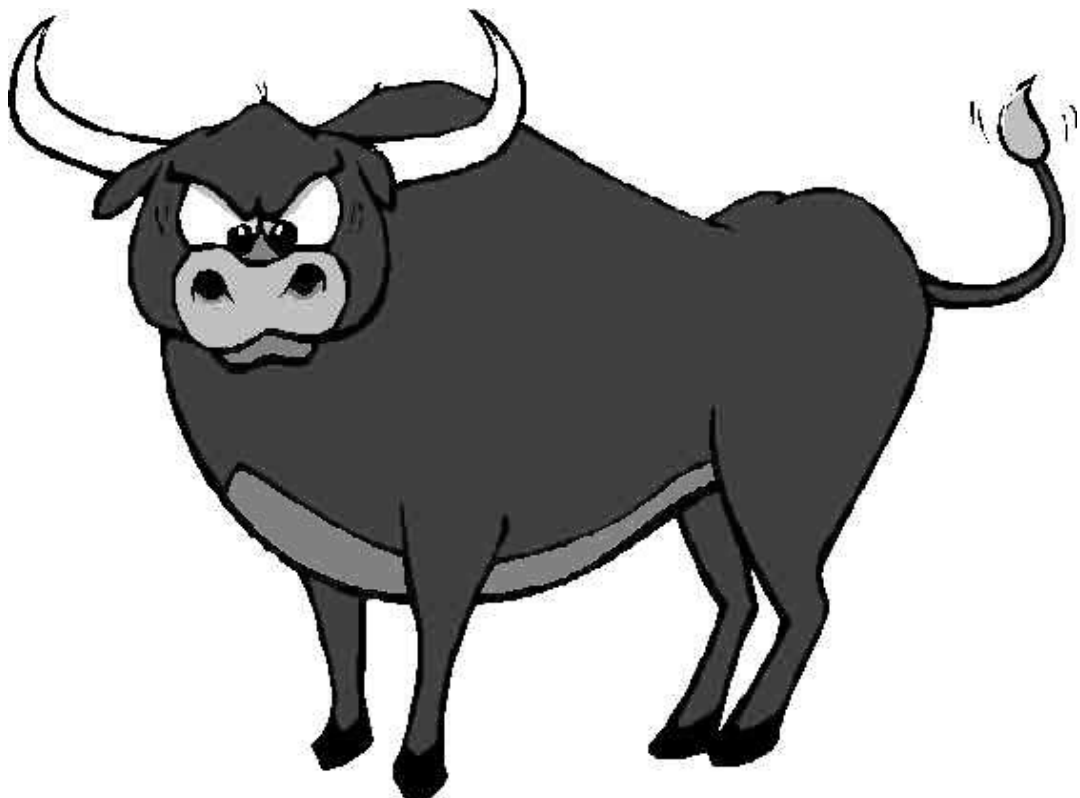
Une reprise des travaux sous grands renforts étaient prévus dans la journée, avec quelques pontes de la filiale d'EDF et sa garde mobile rapprochée (composée de 4 bus et de son contenu) mais à 18h, rien ne va plus, même pas la garde mobile qui a disparu.

Les engins de terrassement de l'entreprise sous-traitante de RTE, en l'occurrence JP Brionne de Saint-Clément-Rancoudrey, et les camions ont pris logement à la carrière de Tessy, qui fournit la caillasse à bousiller les champs.

Partie remise pour ce mardi 31 juillet où une mobilisation plus forte sera sûrement nécessaire pour s'assurer que nos deux valeureux fermiers (ou leurs taureaux) puisse continuer à tenir tête à la machinerie infernale.

Rdv est pris au Chefresne du côté du pylône 226, à la Crépinière ou au bois de la Bévine, le plus tôt est le mieux mais plus tard, c'est bien aussi.

50



Qu'est-ce que je fous au Chefresne ?

Je ne suis ni militant (tout du moins classique), ni activiste, je n'habite pas dans la Manche non plus et je considère que la lutte anti-nucléaire (et encore plus celle contre les lignes THT, et d'autant plus celle contre cette ligne précise Contentin-Maine) est une lutte qui ne peut pas remettre en cause totalement ce monde du fait de son caractère spécifique.

Par contre chaque attaque particulière de cette société contre (ce que je pense être) la raison me touche spécifiquement et profondément. Ce monde pris dans son ensemble, a plutôt tendance à me déprimer, c'est pour cela que je suis révolutionnaire, radical. Pour survivre, « je n'ai pas le choix, je résiste » et c'est bien cela qui explique ma présence ici, pour ne pas tomber dans le nihilisme passif et général qui maintient et renforce le système capitaliste.

...Car une dimension totale est portée par chaque parcelle de particularisme.

Ainsi chaque lutte partielle comprend sa part de totalité, part qui la rattache de manière effective au monde qui l'entoure.

Comment donc trouver un lien entre la lutte qui se déroule actuellement à partir des assemblées générales au Chefresne et une potentialité révolutionnaire ?

Tout simplement dans le fait que dans chaque combat qui s'inscrit dans une perspective émancipatrice¹ se trouve, en puissance, une remise en cause collective de l'ensemble.

On ne peut, en effet, attaquer un pignon d'une machine sans la déstabiliser entièrement avec plus ou moins de réussite. Il s'agit d'un premier pas vers sa mise hors service.

C'est ainsi que, d'une certaine manière, c'est contre le capitalisme, la démocratie bourgeoise (représentative) et l'état, qui en est un de ses corollaires historiques, que la lutte, à laquelle est affiliée l'AG du Chefresne (et non l'inverse), s'oriente.

« Chacun aura compris qu'il n'y avait rien à attendre de ces institutions (l'état et RTE). C'est seulement en s'organisant par nous-mêmes avec nos moyens que nous pourrions freiner la toute puissance de l'état.[...] C'est donc aussi contre la démente productiviste et le règne de l'économie que nous rentrons en résistance.[...]c'est que nous partageons le sentiment d'une même dépossession face

à la gestion de masse dont participent ces projets d'aménagement des territoires. » AG du Chefresne, le 04 mars 2012

Le texte constitutif des assemblées générales est clair, même s'il ne s'agit pas de le prendre d'une manière qui serait déconnectée de la réalité pratique de la lutte. Il faut le nuancer par le caractère idéologique qu'il comporte, du fait de la nécessité, trouvée lors de son écriture, d'arriver à un consensus entre les diverses tendances cohabitantes au sein de la lutte et de leur donner, abstraitement, des soi-disantes bases communes...en oubliant tous les gens qui peuvent se taire ou ne sont pas entendu ou qui ne viennent tout simplement pas en AG, ou encore qui sont dépassés par la teneur des discussions - ce qui fait d'ailleurs de ces assemblées un espace d'organisation collectif intéressant, mais parmi d'autres, et non L'Organe de gestion des différentes dimensions de la lutte -.

A partir des formes que ce projet collectif porte de manière théorique en AG, on peut le considérer comme irréalisable pratiquement.

Qui peut penser justement que cette lutte peut être menée à bien sans que les « actions [...] n'atteignent pas l'intégrité physique des personnes travaillant à la construction ou à la protection des lignes » ?

Quiconque connaît l'acharnement de l'état et de celui de l'idéologie du salariat, la violence policière et celle des vigiles sait que le chemin de l'action directe mène fatalement à l'affrontement physique, ne serait-ce que défensif. A un moment donné de l'évolution de la répression, cela devient de plus en plus inévitable.

Or, avec des formules du style « nombre d'individus ont décidé que l'heure était à l'action directe » et « L'assemblée assumera toutes les formes d'actions, sans distinction de leur violence. »², on ne peut s'étonner réellement de la tournure que pourrait prendre certaines actions ; la question est plus à porter sur la pertinence de celles-ci selon le contexte présent et le rapport de force, actuellement quasi inexistant.

« A 100000 on peut prendre une ville », à 30 on peut retourner une voiture, à moins de deux cent on peut affronter violemment plusieurs dizaines de militaires dans un chemin ; et bien, ça sera sans moi...même s'il reste vrai

1. Ici, vis-à-vis du transport d'énergie électrique, et plus largement vis-à-vis des choix qui sont gentiment faits pour nous en matière énergétique.

que je peux facilement me laisser porter par les mouvements d'une masse enragée car je trouve un aspect jouissif³ dans le fait d'affronter cette matérialisation humaine et directe de la répression et que je sais que, selon le contexte, le combat peut être plus aisé, comme lors du contre sommet de l'OTAN à Strasbourg en avril 2009⁴.

Personnellement, je reste globalement de ceux qui continuent de se chier dessus, contrairement à ce que certains, notamment de tendance appelliste, souhaiteraient⁵. Non je ne partirais pas me faire réprimer tout seul et clandestinement bien que je ne crois pas plus aux modes d'actions qui reprennent ceux de la désobéissance civile avec son lot d'actions publiques et médiatiques.

Non, je ne pense pas que c'est avec du symbolique, violent ou pas, que ça va changer quoique ce soit.

JE N'AI RIEN A PROPOSER QUI POURRAIT ÊTRE ATTENDU COMME PRODUCTIF, ET « JE N'ATTENDS PLUS RIEN » QUI VIENDRAIT PROFONDEMENT DE CE MONDE !

52

...et encore moins d'une couverture médiatique de la presse bourgeoise.

Qui a déjà rencontré quelqu'un qui lui a dit « je suis venu dans la lutte car j'ai vu ça dans ma putain d'télé » ? Dans cet océan d'infos pseudo-neutres, tout est noyé de toute façon ; il n'y a donc rien à espérer de ces salariés de la rubrique "faits divers" socialement banalisés.

Sincèrement, on peut constater que c'est plus souvent par une sensibilité préalable, des connaissances, des amitiés, un vécu politique (ou pas d'ailleurs), un intérêt purement personnel et dépassant le cadre particulier de la lutte (la fête, l'amour, la haine de ce monde, l'ennui...), ou tout simplement le hasard qui font se rencontrer et se regrouper des personnes qui vont faire vivre la lutte.

A propos du vécu au bois, s'il y a bien un élément qui a façonné la force que cette lutte a pu avoir, c'est bien le commun créé au bois de la Bévière entre des gens, qui ne se connaissaient pas forcément.

Cela n'a rien à voir avec ces vendus de France 3, cela n'a rien à voir avec une démarche militante classique,

psycho-rigide ; c'est selon moi dû à la complicité créée entre des personnes qui se sont rencontrées au sein des espaces épanouissants arrachés à ce monde par les assemblées générales et ceux qui y participent.

La jouissance dans la lutte permet de renforcer cette dernière, et, d'après moi, porte en elle la puissance de son propre auto-dépassement vers un mouvement plus large que celui existant actuellement.

Mais des forces réactionnaires de toutes sortes entravent grandement cette possibilité, que ce soit l'état, ses flics, les vigiles de RTE, le militant classique, les positions idéologiques d'une assemblée qui cherche à tout prix le consensus mou et tente de cacher les conflits en son sein, ou encore le flic dans nos têtes (créé par la peur de vivre nos propres désirs collectifs, par notre éducation parentale, scolaire, sociale)...

Même si elle comportait son large lot de limites (notamment visible dans le texte de compte-rendu), l'occupation avortée du 06 mai à Notre-Dame-de-Cenilly aurait pu être une tentative supplémentaire de dépasser le cadre duquel il était aussi issu mais le grand nombre de keufs et la faible présence de révoltés a marqué, aussi subitement que son départ, sa fin.

...à suivre...

Que crève ce monde nucléaire...
et si je peux l'y aider...

CSH

Texte trouvé lors d'une AG au Chefresne

2. AG du Chefresne, le 04 mars 2012.

3. ...mais surtout exutoire, aussi hystérique et malheureusement fascinant.

4. et encore j'ai réussi à m'y faire arrêter une fois et fiché pour "participation à attroupement armé".

5. Superman lors de l'AG du 24 juin à Montabot, à propos de la répression policière : « Il faut arrêter de se chier dessus ». Rappel : 25 blessés dont trois graves le matin même.

Appel pour des rencontres autour de l'arrêt immédiat du nucléaire, les 8 et 9 septembre 2012, à Culles-les-Roches, en Saône-et-Loire, Bourgogne

Nous avons constitué le CAN 71 à la suite de l'accident de Fukushima. Comme ce fut la catastrophe qui nous réunit, il fut tout naturel que nous nous réunissions sous le mot d'ordre : à danger immédiat, arrêt immédiat. Néanmoins, comme nous rassemblons diverses tendances politiques, ce mot d'ordre constitue une position maximaliste n'excluant pas, pour certains, une sortie progressive. Ces divergences internes sont le reflet de notre organisation en collectif ouvert où chacun est maître de ses activités au regard des autres. Notre groupe réunit une vingtaine d'actifs pour une centaine de correspondants participant ponctuellement à nos réflexions et actions. Depuis plus d'un an, nous avons préparé divers événements (publics ou non) et débats. La plupart des manifestations que nous organisons le sont en collaboration avec des associations dont certains membres font partie de notre collectif. Durant cette année, nous avons lié des contacts avec divers groupes hexagonaux. Cela nous a conduit à co-organiser certains événements et à en soutenir d'autres par notre participation.

Aussi nous a-t-il paru naturel de concrétiser ces échanges ponctuels par des rencontres plus ouvertes et concentrées. Que ce soit à Valognes ou au Chefresne, nous avons pu nous rendre compte qu'il était complexe d'organiser des débats de fond lors de manifestations où l'action s'impose. Non que ce soit impossible, mais surtout que la chose demande au moins de se connaître au préalable. Il ne s'agit pas ici, à priori, de créer une quelconque coordination ou un quelconque réseau mais bien plus de se rencontrer et de pouvoir tisser des liens géographiques et/ou affinitaires. Nous sommes au fait des divergences qui peuvent animer ceux qui défendent l'arrêt immédiat. Nous savons que pour certains, cette position est un maximum envisageable et que pour d'autres elle est un minimum supportable. Ce paradoxe se concrétise d'ailleurs au sein même de notre collectif.

Aussi, notre proposition adressée aux groupes immédiatistes (nationaux et limitrophes) n'est-elle pas d'unifier d'une quelconque façon mais de réunir. D'une certaine manière, il s'agit d'analyser la recomposition du paysage antinucléaire français en dehors du lobby Sortir du Nucléaire. Si nous pouvons aujourd'hui fixer un but à ces rencontres, c'est celui de créer une situation propice à des associations ponctuelles et plus si affinités. En ce sens nous ne voulons pas, du moins pour l'instant, donner de forme déterminée à ces rencontres. Pour que nous ne figions pas les discussions sur des points que nous aurions choisis unilatéralement, l'idée est que chaque groupe puisse apporter d'autres questions à débattre pour que chacun puisse s'approprier l'organisation des

rencontres.

Les trois grands axes de réflexion que nous pouvons néanmoins vous proposer sont :

la réflexion théorique autour de l'idée d'arrêt immédiat par exemple : l'absence de critique de la société industrielle et technologique, indissociable du nucléaire, peut-elle constituer une divergence pratique dans l'opposition que nous construisons ?

les questions organisationnelles autour des confrontations des différentes pratiques

par exemple : comment prendre en compte les organisations antinucléaires de types lobby, ONG, ou partis politiques dans la préparation d'actions directes se voulant massives ?

les perspectives de diffusion de nos points de vue

par exemple : quel rapport de force pouvons nous construire en tant qu'immédiatistes et avec quels moyens et limites ?

Dans ce sens, nous voulons essentiellement créer les conditions matérielles de ces rencontres favorisées par notre position géographique relativement centrale (gare de Chalon-sur-Saône, ou du Creusot), situation qui permettra des départs collectifs pour Bure où un rassemblement est prévu pour le weekend suivant. Il va sans dire que nous pourrions vous accueillir quelques jours avant ou après les 8 et 9 septembre pour participer à l'installation et avoir quelques échanges informels.

Le choix d'envoyer cet appel trois mois avant les dites rencontres rendra possible le contact, par votre initiative, des groupes dont nous ne connaissons pas l'existence. Le terrain que des membres de notre collectif mettent à notre disposition permet d'envisager un campement. En outre, nous sommes quelques-uns à pouvoir héberger des participants chez nous (à vue de nez 20 personnes) et il devrait y avoir des places dans des gîtes aux alentours. Il nous est nécessaire de pouvoir nous compter au préalable pour organiser l'hébergement et déterminer nos besoins en eau et électricité. Le terrain où vivent Marc et Corinne en est dépourvu mais ils ont l'habitude de la chose puisqu'ils organisent là un petit festival d'une dizaine de jours chaque année.

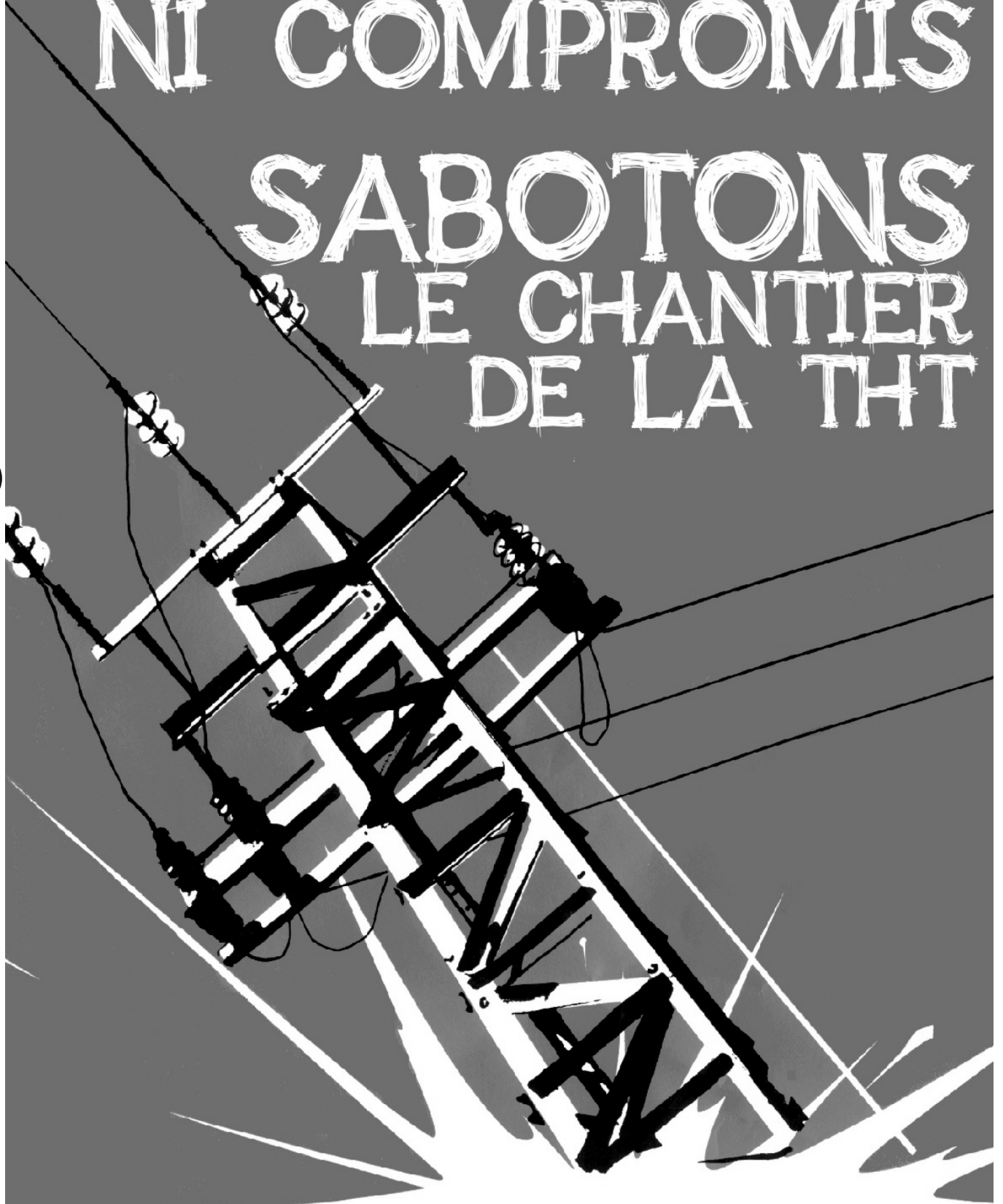
Nous attendons vos réponses, au plus vite, sachant que cette proposition vous est envoyée après consultation d'une petite dizaine de groupes déjà partants pour cette aventure.

**Le Collectif Anti-Nucléaire de Saône-et-Loire,
le 9 juin 2012.**

NI RÉSIGNATION
NI COMPROMIS

SABOTONS
LE CHANTIER
DE LA THT

54



POUR ALLER PLUS LOIN

Espaces d'organisation, d'informations et de lutte :

Les assemblées générales se déroulant au Chefresne, Manche, depuis février 2012

Bure Zone Libre, maison de résistance à la poubelle nucléaire de Bure (Meuse, 55)

...

Sites webs :

Site de l'assemblée anti-THT : <http://antitht.noblogs.org>

Site de l'action à Valognes : <http://valognesstopcastor.noblogs.org/>

Site de *Stop THT* : antitht.noblogs.org

Site du CRAN : <http://www.cran.anartoka.com>

Site de *Bure Zone Libre* : burezoneblog@overblog.com

Le Jura Libertaire, site d'informations : <http://juralib.noblogs.org/>

...

Brochures, revues (une partie est trouvable sur des tables de presses, l'autre sur internet, notamment sur Infokiosques.net) :

Pas de sushi, l'état geiger 1,2,3 (revue anarchiste antinucléaire d'après Fukushima, 2011-2012)

Une Expérience au centre du monde, à propos d'une résistance à une ligne Très Haute Tension (1998)...comme un goût de déjà vu...

Sur les pollutions électriques et magnétiques 50 Hz...

Actions directes contre le nucléaire et son monde (1973-1996, 2008)

En Finir avec le nucléaire et son monde (Association Contre le Nucléaire et son Monde, 1994)

Du Mensonge radioactif et de ses préposés (Association Contre le Nucléaire et son Monde, 2004)

Nucléaire : jusqu'ici tout va bien (Les Renseignements généraux, 2006)

Memento Malville (Collectif Radicalement Anti-Nucléaire)

Aperçu sur l'histoire du mouvement anti-nucléaire en France (Collectif Radicalement Anti-Nucléaire)

...

Video, films :

Video du groupe auto-média liée aux AG au Chefresne

Ceci est une simulation

Des Pierres contre des fusils (sur la lutte à Plogoff fin 70-début 80)

La Lutte de Chooz (dans les 70's)

...

**MANIFESTATION CONTRE LA THT
SAMEDI 29 SEPTEMBRE 2012
AVRANCHES À 10H**

Samedi 29 Septembre

RASSEMBLEMENT

DÉAMBULATION

Avranches (50)

Coupons les pylônes
Pas les arbres

56

10 h au Jardin
des Plantes

STOP THT Plus jamais ça !

Suivi d'une déambulation jusqu'à la place de la mairie. - Prise de paroles
place de la mairie - retour au Jardin des plantes pour pique-niquer -
L'après midi : diffusion de tracts dans la ville
Soirée bouffe / Projection

Venez avec déguisements et banderoles pour être visible dans la ville
et sur le marché.

LA JUSTICE ATOMISE

Solidarité avec les inculpés de la presque île du nucléaire

En novembre 2011, un appel lancé par le collectif Valognes-Stop-Castor invitait à venir s'opposer au régime ordinaire de l'industrie nucléaire.

Ce texte annonçait un campement pour perturber le passage d'un train CASTOR (transport de déchets nucléaires hautement radioactifs) en provenance de l'usine de la Hague et à destination du site de stockage de déchets de Gorleben, en Allemagne, où l'attendaient des dizaines de milliers de contestataires, comme chaque année à la même période depuis une vingtaine d'années. Au même titre que les trois personnes qui seront jugées à Cherbourg le 9 octobre 2012, nous sommes plusieurs centaines à avoir répondu à cette proposition et à nous être rendus dans le Cotentin¹, cette presque île du nucléaire, pour vivre une opposition concrète au nucléaire.

La lutte antinucléaire semblait en effet à beaucoup coïncider dans une impasse. A coups de slogans simplificateurs, de manifestations ritualisées jusqu'à l'ennui, de contre-expertises sans conséquences et d'alternatives dérisoires, elle s'est vue réduite au fil des ans à un simple marketing. Le désastre de Fukushima nous a brusquement rappelé que le nucléaire est d'abord terrible en ce qu'il nous dépossède durablement de nos conditions d'existence et étouffe toute aspiration à la liberté. Quelle vie reste-il à mener un dosimètre autour du cou ?

En visibilisant la banalité des transports de matières radioactives, l'action de Valognes a voulu rappeler qu'en France nous vivons tous à bout portant du nucléaire, notamment dans le Cotentin¹. Et qu'il est encore possible de renouer avec des actions directes collectives et publiques comme le mouvement antinucléaire en menait lors des luttes contre l'installation des centrales (Plogoff, Chooz, Golfech, SuperPhénix, Flamanville, Le Carnet pour n'en citer que quelques-unes). Le campement de Valognes s'est donc accompagné d'un effort d'explicitation afin de désamorcer une figure médiatique et policière -le casseur masqué- et afin de rendre le plus largement public ce type d'action.

Mais pris au jeu d'un coup d'éclat spectaculaire, nous sommes passés de la réunion publique au communiqué de presse, de la presse locale aux caméras du 20heures et, en chemin, de l'explicitation à la publicité. Ce glissement a amené à désigner des porte-parole. Trois personnes durent endosser ce rôle inconfortable au cœur d'un dispositif simpliste et abêtissant où l'efficacité de l'action politique et l'existence d'un mouvement se mesurent à l'aune de la couverture médiatique.

Cette exposition médiatique a offert les images dont la justice s'empare à présent pour fabriquer des chefs. Le raisonnement du parquet est le suivant : le rôle qu'ont joué les inculpés dans les médias prouverait leur implication dans le collectif Valognes-Stop-Castor et les rendrait responsables de

l'organisation du campement, de la coordination des actions sur le terrain et, par là-même, des dégradations. La justice achève ici de faire disparaître le caractère collectif d'actes dont le code pénal fait des délits. Pour instruire cette affaire et fabriquer ces trois coupables, elle atomise et construit des boucs émissaires comme elle le fait jour après jour dans tous les tribunaux de France. Il s'agit moins de criminaliser une parole publique que de protéger la propriété privée et les intérêts de l'Etat.

Rien de nouveau sous le soleil vert d'une société entre autre nucléarisée. Dans cette histoire, c'est la SNCF qui veut se voir rembourser 163 000 euros de dégâts sur une ligne. Et c'est l'Etat français - producteur et exportateur d'énergie nucléaire à l'échelle mondiale - qui voudrait retrouver le calme et la soumission qui accompagnent d'ordinaire son florissant commerce.

Tenant de fissurer cette chape de plomb, Valognes se voulait un début. Quelques mois plus tard, un rassemblement s'organise au Chefresnes, dans la Manche. Il invite les opposants au nucléaire à rejoindre la résistance à la construction de la ligne électrique à très haute tension Cotentin-Maine. Cette fois l'action est brutalement réprimée, faisant des blessés graves et une arrestation entraînant une condamnation à trois mois ferme. Dans le même temps, les membres de l'assemblée du Chefresnes sont inculpés les uns après les autres ; inculpations répondant manifestement aux multiples perturbations qu'ont connu les chantiers durant des mois et tout particulièrement depuis Valognes...

Ces tentatives d'organisation collective n'ont pas ralenti le rouleau-compresseur de l'industrie nucléaire et le nouveau gouvernement français n'a d'ailleurs rien perdu de son arrogance². Elles ont néanmoins jeté quelques bases pour recomposer une opposition antinucléaire en France. D'une part, l'expression d'un mouvement excluant toute illusion citoyenne et refusant toute reconnaissance à l'Etat pour négocier une quelconque sortie du nucléaire. D'autre part, le souci d'horizontalité et l'absence de hiérarchie dans la prise de décisions qui ont offert la possibilité d'une action directe collective.

Le petit théâtre judiciaire et son rythme usant ne nous feront pas oublier les raisons du rassemblement de Valognes, dans cette région rongée par les cancers et le silence où plus qu'ailleurs encore, le nucléaire, on en vit et on en crève. Solidarité avec les inculpés de la presque île du nucléaire et rendez-vous au tribunal de Cherbourg avec les inculpés de Valognes, pour que ce procès ne reste pas enfermé dans le huis clos judiciaire.

Un des collectifs de soutien aux inculpés de la presque île du nucléaire

Les trois inculpés sont convoqués le 9 octobre 2012 à 10 heures au tribunal de Cherbourg pour les chefs d'inculpations suivants :

- Complicité de destruction de biens d'autrui par l'effet d'un moyen dangereux pour les personnes.
- Incitations directes ayant provoqué un attroupement de plusieurs centaines de personnes dont certaines étaient armées.
- Organisation d'une manifestation sur la voie publique ayant été interdite.

Coordonnées pour envoyer les soutiens financiers (pour payer les avocats) :

Chèques à l'ordre de APSAJ - 6 cours des Alliés - 35000 Rennes

IBAN : FR76 4255 9000 5541 0200 1473 207 Code BIC : CCOPFRPPXXX

Contacts : legalteamvalognes@riseup.net

•1 Le Cotentin est une des régions les plus nucléarisées du monde : à La Hague, une usine de retraitement des catastrophes quotidiennes qui stocke le combustible d'une soixantaine de réacteurs ; à Flamanville, un EPR, étendard mondial et déjà mité des centrales nucléaires françaises ; à Cherbourg, un arsenal militaire consacré à la terreur atomique mondiale ; à Digulleville, un centre de stockage de déchets radioactifs qui contaminent la nappe phréatique ; partout autour, ces territoires quadrillés, assujettis et balafrés par ces lignes « très haute tension » (THT) destinées à alimenter le marché

concurrentiel et international de l'énergie.

•2 En quelques mois, il aura nommé comme porte-parole du gouvernement Cazeneuve - député Cogema dans la Manche depuis des lustres -, relancé la recherche sur le surgénérateur Astrid de quatrième génération, acté le maintien du parc nucléaire actuel, annoncé l'ouverture de la plus grande mine d'uranium du monde à Imuraren au Niger, validé le développement de l'EPR en France et à l'international, poursuivi la construction de la ligne THT Cotentin-Maine etc.

58



De l'importance de l'automedia

A la date du 4 septembre 2012, texte collectif en cours de travail

Nous vivons des moments de lutte, de rencontres, dont nous souhaitons garder un témoignage, une expérience à partager et à diffuser. Cependant nous ne pouvons pas compter que sur les média de masse pour cela car ils font partie intégrante d'un système que nous combattons. C'est pourquoi il nous paraît indispensable de créer nos propres médias et de mettre en place et de faire vivre des réseaux de diffusion.

L'information est un champ de lutte et l'automedia s'y engage au même titre que tou.te.s les camarades. C'est pourquoi il nous semble essentiel que chacun.e prenne conscience des enjeux de cette démarche, surmonte ses réserves ou sa lassitude et se sente l'envie d'engager son temps et son énergie pour participer à une interview filmée ou sonore. Cela est aussi l'occasion de se connaître, de débattre ensemble et de s'accorder sur la manière d'utiliser ces matières visuelles et sonores.

L'automedia est un outil émancipateur pour qui s'en saisit.

Lors des rencontres et débats, le groupe automedia se présente et prévient qu'il a intention de filmer et/ou photographier et/ou enregistrer des sons pendant une rencontre en vue de la documenter à usage interne et/ou externe.

Les personnes ne souhaitant pas être filmées / photographiées / enregistrées peuvent se placer hors champ ou s'exprimer en ayant la garantie de conserver leur anonymat avec l'usage de filtres vocaux. Ces prises de position auraient intérêt à susciter un échange de points de vue afin de comprendre les positions de chacun.e.

Dans les moments de lutte, manifés et actions, le groupe auto-média s'identifie avant et pendant qu'il travaille, à l'aide d'autocollant et de brassards estampillés automedia : il est le seul à pouvoir filmer / photographier l'action, selon des modalités définies préalablement et collectivement. Ses objectifs sont multiples : documenter les événements, ce qui permet notamment d'analyser les situations a posteriori, témoigner et exprimer des réflexions de fond via les médias libres, tenter de réduire la violence des forces de l'ordre en leur montrant qu'elles sont filmées, ces images pouvant également constituer des preuves pour des procès contre des agissements des policiers ou des gendarmes.

Il peut également organiser les éventuels projets d'auto-média décidés collectivement en AG : diffusion d'un appel, création d'un journal ou d'une radio par ex. Il informe l'AG de l'avancement de ses projets.

Dès lors qu'ils sont partie prenante de la lutte, les membres de l'automedia comptent sur la protection et la confiance des membres du groupe.

Pour des questions de sécurité le groupe fonctionne de manière affinitaire et sur la base des principes énoncés. Il décide collectivement de l'intégration de nouveaux membres.

Le groupe auto-média, composé de militant-es, est conscient des questions de sécurité liées à la prise d'images ou de son. Il respecte et protège l'anonymat des individu-es. Il s'engage également à protéger et retravailler dans ce sens tous les supports dont il dispose (suppression de données dangereuses, floutage de visages non masqués lors d'actions illégales, filtres vocaux par ex.), exceptés les images d'actualité télévisée.

Si vous souhaitez garder l'anonymat, facilitez le travail du groupe auto-média : masquez vous ! Si nous pouvons vous filmer à visage découvert, la police le peut aussi !

RAPPORT AUX AUTRES MEDIAS

Les médias publics ou marchands (presse bourgeoise) ne sont pas autorisés en dehors des rassemblement publics (on ne peut pas leur en empêcher l'accès). Eventuellement le groupe auto-média lui relaie les données (texte, image, son).

Les médias alternatifs peuvent entrer en contact avec le groupe auto-média afin d'envisager un travail en commun.

Le groupe gère la diffusion et le partage d'infos avec les médias libres.

L'AUTOFORMATION

Il nous semble important d'échanger sur nos usages d'outils numériques avec accès au code source (systèmes d'exploitations, cryptage, proxy, logiciels de montage, d'édition, de mixage, réseaux sociaux, partages sécurisés de documents), d'outils artisanaux (reprographie, sérigraphie, ronéotype, linotype, polycopieur, offset, presse à caractères de plomb, fanzines, radios pirate, morse, pigeon voyageur, boîte postale), et de méthodes d'intervention dans l'espace public (théâtre invisible, de l'opprimé, porteurs de paroles ou clowns activistes, ...).

L'automedia a également pour objectif de permettre à qui en ressent le désir de prendre en main, individuellement ou collectivement, la production et la diffusion de ses propres travaux et documents, car les mediactivistes ne se conçoivent pas comme un groupe de prestation. En ce sens, nous nous reconnaissons dans le texte écrit par l'équipe Médic à la suite de l'action anti-THT du 24 juin 2012 dans la Manche.

SOMMAIRE

AVANT L'ACTION À VALOGNES :

- CONTRE LE NUCLÉAIRE...DE FUKUSHIMA AUX LIGNES THT - page 3
- SOUS LES THT PIQUE NIQUE SOUS HAUTE SURVEILLANCE - page 5
- RENNES 20000 PERSONNES CONTRE LE NUCLÉAIRE - page 6
- RENNES : LE BIDON RADIOACTIF ÉTAIT BIDON - page 6

CAMP ANTINUCLÉAIRE À VALOGNES :

- APPEL AU CAMP DE VALOGNES - page 7
- QUATRE PRÉCISIONS SUR L'APPEL À BLOQUER LE « TRAIN TRAIN » NUCLÉAIRE DE VALOGNES - page 10
- NOTES SUR L'APPEL AU CAMP DE VALOGNES ET SES SUITES - page 11
- VALOGNES ET APRÈS... - page 17
- DE VALOGNES AUX THT - page 20

LUTTE ANTI-THT AU CHEFRESNE :

- RÉSISTONS À LA LIGNE THT CONTENTIN-MAINE - page 24
- PLAN DU CHEFRESNE - page 25
- AGENDA ANTI-THT - page 26 :
 - DE FIN MARS À MI-JUIN
 - JOURS ET NUITS AU CHEFRESNE - OCCUPATION DU BOIS DE LA BÉVINIÈRE
 - 02 JUIN
 - 19 JUIN
- REVENDICATION D'ACTIONS (PUBLIQUE ET CLANDESTINE) - PAGE 27-28
- BREF RETOUR SUR LA JOURNÉE DU 6 MAI À NOTRE-DAME-DE-CENILLY - page 30
- LISTE D'ACTIONS - page 32

CAMP ANTI-THT À MONTABOT :

- WEEK-END DE RÉSISTANCE À LA LIGNE THT - page 36
- RANDO VÉLO CONTRE LA THT - page 37
- THT ET RETOUR D'EXPÉRIENCE - page 38
- 10 REMARQUES SUR LE TEXTE RÉSISTONS À LA LIGNE THT CONTENTIN-MAINE - page 40
- LA RÉPRESSION NE FERA PAS BAISSER LA TENSION - page 42
- RETOUR SUR LE WEEK-END DE RÉSISTANCE À LA LIGNE THT, PAR QUELQUES-UNS-ES DU GROUPE "MÉDICAL" - page 43
- BRÈVES NOTES SUR LE CHEFRESNE - page 45
- DERRIÈRE L'URGENCE, LA BÊTISE - page 47

APRÈS LE CAMP :

- LES TAUREAUX PLUS FORTS QUE LES TRAVAUX ! - page 50
- QU'EST-CE QUE JE FOUS AU CHEFRESNE ? - page 51
- APPEL POUR DES RENCONTRES AUTOUR DE L'ARRÊT IMMÉDIAT DU NUCLÉAIRE - page 53
- POUR ALLER PLUS LOIN - page 55
- MANIFESTATION À AVRANCHES LE 29 SEPTEMBRE - PAGE 56
- LA JUSTICE ATOMISE - page 57
- DE L'IMPORTANCE DE L'AUTOMÉDIA - PAGE 59